



2  
0  
1  
7

ALLEMAGNE BRÉSIL CANADA CHINE CORÉE FRANCE HONDURAS INDE, INDONÉSIE JAPON MAROC MEXIQUE  
NICARAGUA PHILIPPINES PORTUGAL ROUMANIE SLOVAQUIE THAÏLANDE TUNISIE TURQUIE USA

---

# DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

AUTORITÉ  
DES MARCHÉS FINANCIERS



Le présent Document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 27/04/2018, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'AMF. Ce document a été établi par l'émetteur et engage la responsabilité des signataires.

Des exemplaires du Document de référence sont disponibles auprès de la société, sur le site Internet de la société [www.delfingen.com](http://www.delfingen.com) et sur le site Internet de l'Autorité des marchés financiers : [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org).

# SOMMAIRE

## **PRÉSENTATION DU GROUPE DELFINGEN INDUSTRY**

L'ESSENTIEL	4
NOS ACTIVITÉS	6
HISTOIRE	13
MESSAGES DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL	16
GOUVERNANCE	17
CHIFFRES CLÉS	20
BOURSE	21
RECHERCHE ET INNOVATION	22
L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE	24
ORGANIGRAMME JURIDIQUE	26
RELATIONS SOCIÉTÉ-MÈRE/FILIALES	27
DELFINGEN INDUSTRY ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE	28
DELFINGEN INDUSTRY, UNE SOCIÉTÉ ENGAGÉE ET CITOYENNE	35

## **RAPPORT FINANCIER**

RAPPORT DE GESTION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	41
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	48
PROCEDURE DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES	93
RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES ANNUELS	97
COMPTES ANNUELS	101
GLOSSAIRE	118

## **FACTEURS DE RISQUES** 120

## **DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	128
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	141
RAPPORT SPÉCIAL SUR LE PLAN D'OPTIONS D'ACHAT D'ACTIONS	150
PROJET DE RÉSOLUTIONS	150
CONTRATS	153
CONSULTATION DES DOCUMENTS JURIDIQUES	154

## **INFORMATIONS GÉNÉRALES** 155

## **DOCUMENTS ANNEXES**

ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT	173
TABLE DE CONCORDANCE	174

# DELFINGEN INDUSTRY : UNE PRÉSENCE MONDIALE, UN PARTENAIRE DE PROXIMITÉ ENGAGÉ AUX CÔTÉS DES CONSTRUCTEURS AUTOMOBILES, ÉQUIPEMENTIERS ET INDUSTRIELS.

## L'ESSENTIEL

60 ANS D'HISTOIRE



DELFINGEN Industry est un équipementier automobile mondial, leader dans les solutions de protection des réseaux embarqués et les tubes pour le transfert de fluides.

DELFINGEN Industry développe des solutions innovantes afin de répondre pleinement aux attentes de ses clients.

 CRÉÉE en **1954**  
une entreprise  
familiale depuis **3** GÉNÉRATIONS

 **+ 2000** COLLABORATEURS

 Présence sur **39** SITES  
dans **21** PAYS

 **200** MILLIONS D'EUROS  
de Chiffre d'Affaires

UN ÉQUIPEMENTIER AUTOMOBILE MONDIAL

 **2** BUSINESS UNITS :

- Systèmes de Protection
- Transfert de Fluides

 CLIENTS livrés  
dans **70** PAYS

 **EURONEXT Growth**  
BOURSE DE PARIS

UNE PRÉSENCE MONDIALE

39 sites dans le monde dédiés au développement des produits, à l'innovation, à la production, à la logistique et à la commercialisation, répartis dans 21 pays sur 4 continents.

Acteur global, DELFINGEN Industry accompagne le déploiement des équipementiers et constructeurs automobiles dans leurs stratégies de plateformes mondiales.

### UN PARTENAIRE DE PROXIMITÉ

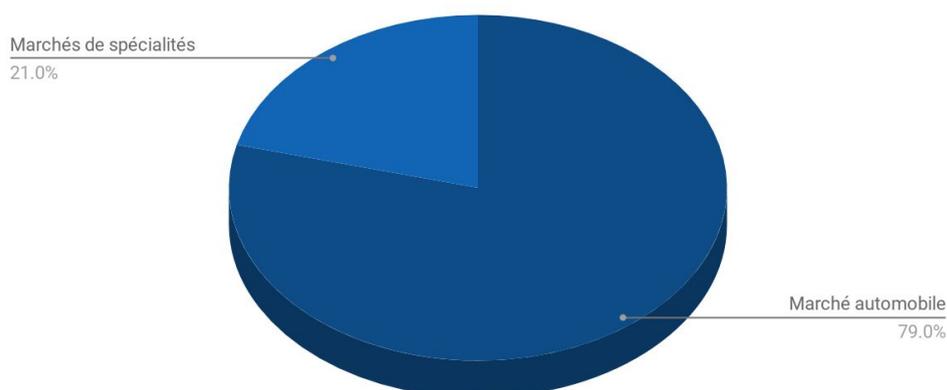
Au-delà de la proximité géographique de ses usines et centres d'ingénierie, la proximité reflète le sens de la relation construite avec ses clients. DELFINGEN Industry est à leurs côtés par la réactivité de ses équipes, la flexibilité de son organisation industrielle et le co-développement des produits et process.

### DELFINGEN INDUSTRY S'ENGAGE

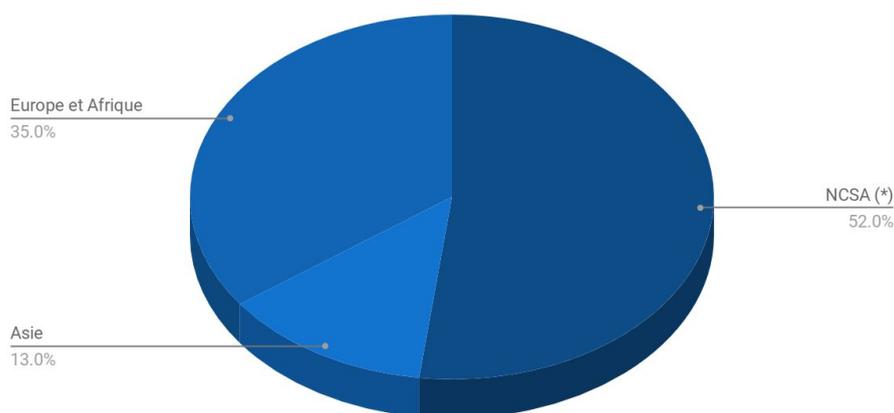
Pour relever les défis de la filière automobile, DELFINGEN Industry s'engage avec ses clients équipementiers ou constructeurs, grâce à :

- Un réseau mondial ;
- Une logistique de proximité ;
- L'innovation pour participer à la construction de la voiture de demain ;
- Une implantation sur les marchés en forte croissance ;
- La compétitivité.

#### RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR MARCHÉ



#### RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



\*NCSA : Amérique du Nord, Centrale et du Sud

# NOS ACTIVITÉS

## MARCHÉ AUTOMOBILE



## SYSTÈMES DES RÉSEAUX EMBARQUÉS



**Sécurité, confort, aide à la conduite, réduction des émissions, etc... les innovations ne cessent de se multiplier.**

**Le développement des propulsions hybrides et électriques, la quantité grandissante de capteurs dans les véhicules, génèrent une complexification des systèmes et architectures des véhicules.**

Notre savoir faire : protéger les réseaux électriques et de fluides dans des environnements très contraignants.

Nous proposons des solutions performantes et fiables de protection des réseaux électriques et de fluides pour l'industrie et l'automobile.

Que ce soit par des tubes plastiques, ou des gaines textiles, nous offrons un large choix de solutions pour protéger des environnements les plus exigeants : abrasion, température, radiation, bruit, vibration, nuisances électromagnétiques.... La gamme des produits de protection est enrichie par des produits de cheminement, de fixation et de dérivation, de manière à offrir des solutions complètes aux clients.

Les réseaux électriques et de fluides sont de véritables systèmes nerveux du véhicule. Avec l'enrichissement des contenus média, des fonctions de sécurité, de confort, d'autonomie et le développement des motorisations hybrides et électriques, l'architecture de ce système nerveux se complexifie. Grâce à notre expérience et nos savoir-faire nous proposons les solutions les plus adaptées, répondant aux attentes du secteur automobile en terme de qualité et de performance.

DELFINGEN est le seul acteur à proposer des solutions de protection par des tubes plastiques et des gaines textiles. Sur le marché de la protection par des tubes plastiques, les principaux concurrents sont FRW et Schlemmer. DELFINGEN est le leader sur les Amériques, co-leader en Europe et challenger sur la région Asie. Concernant le marché de la protection par des gaines textile, le numéro 1 mondial est l'américain Fédéral Mogul, challengé par Delfingen et Relats.



L'hybridation et l'utilisation de biocarburants entraînent une évolution des réservoirs et des systèmes liés (augmentation des pressions, propriétés physiques des matériaux).

Le challenge : répondre à ces contraintes physico-chimiques tout en assurant une montabilité et une longévité de ses produits.

Forts de notre expertise dans l'extrusion et la transformation des matières plastiques, nous concevons et réalisons, en étroite collaboration avec nos clients, des solutions dédiées pour répondre à leurs besoins de transfert de fluides dans les véhicules. Intégrés dès la conception, nous proposons aux constructeurs et équipementiers, des tuyaux et systèmes pour l'acheminement, le remplissage, l'évacuation, le transfert et la distribution des fluides basse pression.

- **Environnement réservoir carburant** : nous accompagnons l'évolution de l'environnement autour du réservoir carburant tant en terme de définition technique que de rapidité d'exécution. Nos solutions de tubes internes ou externes au réservoir, véhiculant du liquide ou des vapeurs, intègrent les réponses produit (i.e. matières) et process (i.e. extrusion annelée multi-couche) assurant efficacité et qualité pour nos clients.
- **Système sous capot moteur** : dans un environnement contraint, comme l'est la zone sous capot moteur, les exigences techniques sont diverses et nombreuses. Au travers de nos solutions éprouvées, nous répondons aux attentes de fonctions variées telles que la commande hydraulique d'embrayage, l'évacuation de condensats et d'acide batterie ou les lignes de purge canister.
- **Système de lavage** : c'est un élément important dans la sécurité d'un véhicule, nos solutions de lavage acheminent le liquide depuis la tubulure de remplissage, jusqu'aux gicleurs sur le véhicule. La diversité des matières utilisées pour les tubes ainsi que les connectiques associées répondent idéalement aux besoins de la fonction de nettoyage des pare-brises, projecteurs et capteurs.

Sur ce marché, DELFINGEN se positionne comme un acteur de niche, expert dans la conception et la réalisation de tubes très techniques pour le compte de clients tels que Delphi, Ti Automotive, Contitech, Hutchinson, Inergy, YAPP, ... La concurrence est très fragmentée, le leader étant FRW.



**La personnalisation des composants visibles du siège, qui améliorent le confort des occupants (coiffes, appuie-têtes), joue un rôle essentiel dans l'attractivité du véhicule à travers la qualité perçue et l'agrément de vie à bord.**

Invisibles et pourtant indispensables, les profilés et composants de fixation DELFINGEN pour les sièges et les garnitures d'intérieur automobile sont le résultat d'une grande expérience. En co-développement avec ses clients, DELFINGEN propose des solutions individuelles parfaitement adaptées pour un design moderne et précis, une mise en œuvre facile, une couture et un temps d'assemblage optimisés ainsi qu'un grand degré de confort pour les coiffes et garnitures de sièges en cuir et textile.

- **Profilés de siège** : l'expertise DELFINGEN en extrusion, la conception intégrée des outillages spécifiques, la customisation et coupe à longueur permettent de proposer des solutions sur-mesure et économiques :
  - Profilés plastiques d'accrochage sur armatures (forme en J, en flèche, en harpon)
  - Profilés bi-matière : PP/non-tissé, prédécoupés, pré-percés
  - Profilés formés, etc...
- **Feutrine et produits spécifiques** : DELFINGEN propose une gamme complète de solutions pour la fixation et l'assemblage des garnitures d'intérieur :
  - Profilés spéciaux pour appui-tête, aumônière de siège, accoudoir
  - Plaques et inserts plastiques
  - Entretoises de calage (glissières de sièges)

Avec cette activité, DELFINGEN n'adresse que le marché local indien, dont elle en est leader.



**Une richesse de prestations associées à nos solutions pour favoriser l'agilité et la performance de nos clients.**

Nous accompagnons nos clients dans leur recherche permanente d'optimisation de leurs processus et de leur chaîne logistique. Forts de notre réseau d'implantations mondiales et de notre savoir-faire dans le management de la supply chain, nous apportons à nos clients plus que des produits et des solutions, mais aussi des services associés :

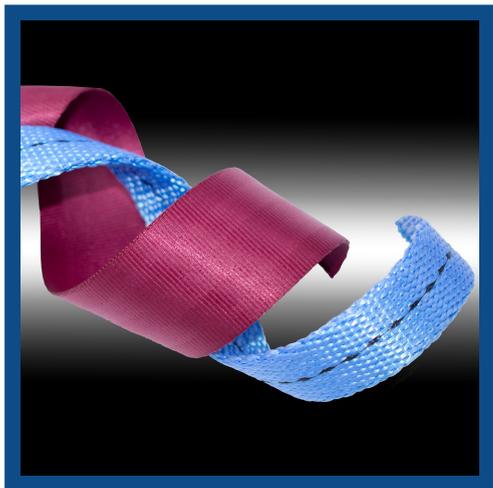
- Les assemblages manuels et semi-automatiques ;
- La localisation des processus et optimisation ;
- La gestion des composants ;
- L'assurance qualité.

## MARCHÉS DE SPÉCIALITÉS

21%  
du CA

## SANGLES ET CEINTURES TECHNIQUES

6%  
du CA



Avec l'intégration des sociétés Jenisco (US), MBG et Langendorf (Allemagne) DELFINGEN est riche d'une expérience plus que centenaire dans la conception et la fabrication de sangles et de ceintures techniques.

Par la mise en oeuvre de matériaux et de procédés toujours plus élaborés, nous apportons des innovations au service de la sécurité, de la durabilité et du confort de nos produits. Nos compétences et savoir-faire s'étendent à tous les types de construction textile (tissage, tressage, tricotage) mais aussi à l'enduction, la teinture, permettant ainsi de proposer un large éventail de solutions, touchant des domaines très variés :

- **Le levage et l'arrimage** : nos produits sont utilisés pour la production de sangles de levage, d'élingues, de ceintures d'arrimage ou des filets de chargement.
- **La sécurité et confort** : ce sont deux des aspects les plus importants du transport de passagers. Nous produisons des ceintures de haute qualité pour répondre aux exigences de ces domaines.
- **L'équipement de protection individuelle** : ces équipements sont utilisés pour l'escalade et l'alpinisme et pour la sécurité opérationnelle comme la protection antichute ou pour des travaux d'accès par corde.
- **Le sport et les loisirs** : les applications dans ce domaine sont très diverses, allant de la poignée de sac à dos à la ceinture de course à pied en passant par les sangles de casque.

DELFINGEN adresse principalement les marchés Allemand et Européen. La concurrence est atomisée, avec la présence de nombreux acteurs de taille modeste.

# GAINES D'ISOLATION

5%  
du CA



**De la sidérurgie à l'électromécanique, de l'armoire électrique à l'électroménager, du transformateur au circuit électronique, les besoins d'isolation électrique, thermique et de protection mécanique sont nombreux.**

DELFINGEN Industry conçoit et fabrique une large gamme de gaines d'isolation standards et sur-mesure pour l'industrie :

- Câblage interne de machines tournantes et statiques, transformateurs, générateurs ;
- Câblage d'éléments chauffants ;
- Gainage de faisceaux de câbles ;
- Appareils électrodomestiques et luminaires...

Des solutions DELFINGEN Industry pour toutes les situations :

- Nu-sleeve : gaines d'isolation en fibre de verre enduite répondant aux exigences électriques, mécaniques et thermiques, avec d'excellentes propriétés diélectriques ;
- Nu-flex : gaines en fibre de verre tressées non enduites et saturées de résine pour l'isolation haute température, supportant les opérations de vernis d'imprégnation dans les équipements électriques ;
- Nu-guard : gaines monofilaments expansibles et produits auto-refermables pour la protection mécanique ;
- Gaines spéciales : thermorétractable, sur-tressée, tube isolant extrudé silicone...

Qualifiées par les plus grands constructeurs, les gaines DELFINGEN Industry répondent aux normes et standards les plus exigeants.

Les gaines d'isolation DELFINGEN Industry sont utilisées par ABB, Alstom, Baldor, Emerson, General Electric, Leroy Somer, Schneider Electric, Siemens, Toshiba...

Avec cette activité, DELFINGEN n'adresse que le marché local nord américain. Ses principaux concurrents sont les sociétés Varflex et Atkins & Pearce.



Fondé en 1980, Drossbach North America est spécialisé dans la fabrication et la distribution de solutions de protection de câblage à destination des marchés du transport, de l'industrie, de l'environnement et de la robotique.

L'acquisition, au 1er janvier 2017, des sociétés Drossbach Inc (USA) et Drossbach NA (Canada), permet à DELFINGEN :

- de renforcer ses positions sur le continent américain, où il réalise déjà environ 52 % de ses ventes ;
- d'adresser des nouveaux clients et marchés hors secteur automobile ;
- d'intégrer de nouveaux savoir-faire notamment dans le management des câblages pour la robotique.

# D'UNE ENTREPRISE FAMILIALE À UN GROUPE INDUSTRIEL MONDIAL... UNE FORMIDABLE AVENTURE HUMAINE.

## HISTOIRE

1950



1954 - Émile Streit, originaire de Radelfingen en Suisse, crée SOFANOÙ à Anteuil, France.

SOCIÉTÉ DE FABRICATION NOUVELLE  
**SOFANOÙ**

1970



1973 - Bernard Streit, fils d'Émile, rejoint SOFANOÙ en 1973 et prend la direction en 1984.

1980



1983 - Arrêt de la production de sacs plastiques, l'entreprise passe à l'ère industrielle et se spécialise dans les gaines de protection des faisceaux électriques automobiles.

1990



1992 - Premiers pas à l'étranger (Espagne). Déploiement de la croissance en Europe.

2000



2000 à 2006 - Développement à travers le monde : nouvelles implantations en Afrique du Nord, Europe de l'Est, Amérique du Sud et Asie.



2007 - SOFANOÙ devient DELFINGEN

2008 à 2010 - Expansion sur le continent américain et positionnement sur les marchés émergents au Brésil et en Chine.

2010



2013 - Nouvelles implantations en Chine et en Inde



1998 - Acquisitions aux Etats-unis (APTC, Truesdell, Markel, Jenisco)



2014 - Acquisitions de Langendorf et MBG en Allemagne



2015 - Gérald Streit, fils de Bernard, qui a rejoint le groupe en 2011, prend la direction générale

2016 - Delfingen construit son plan Vision 2020 martelant son ambition de croissance sans sacrifier sa prospérité, sa liberté et ses valeurs.

2017 - Implantation au Canada

C'est l'histoire d'un paysan Suisse, Christian Streit, qui vient créer son travail en France au début des années 1900. L'audace est alors guidée, comme pour tant d'hommes dans le monde, par le devoir de faire vivre sa famille. L'audace est alors d'oser bouger, chercher des terres dans le pays voisin, quand on vient, sans grande richesse du petit village de Radelfingen, en Suisse. Ce sera à Anteuil.

Son fils Emile, sera donc paysan, mais très vite il fait preuve de grande habileté et dextérité avec les outils. Il répare, fabrique et se passionne pour la mécanique. Il exerce son art dans les entreprises de la région.

Le destin de la famille est marqué par le handicap de Jeannette. Ses deux frères, Emile et René, créent pour elle une petite activité de production de pochettes plastiques. D'abord l'entraide et la solidarité, c'était en 1954.

Emile goûte à l'esprit d'entreprise, la production s'étend à la fabrication de sachets plastiques pour Peugeot. L'atelier est alors installé à Sochaux, à proximité de l'usine. SOFANO est née.

La première extrudeuse est achetée en 1958 et sera installée à Anteuil dans la maison familiale, puis l'entreprise s'agrandit dans un garage, enfin dans un premier atelier en 1964.

Bernard, fils d'Emile, rejoint l'entreprise à son retour du service militaire le 1<sup>er</sup> août 1973. Autodidacte, il écoute et apprend. En 1984, Bernard prend les rênes de l'entreprise et engage un virage qui s'avèrera stratégique. Après 30 ans d'ère artisanale, SOFANO entre dans l'ère industrielle. S'ouvre une formidable période de mutation de la filière automobile. Devenir un spécialiste, diversifier son portefeuille clients et grandir. L'entreprise s'oriente alors dans l'extrusion de gaines annelées pour la protection des faisceaux électriques embarqués. En 1986, est initié un plan ambitieux pour donner à l'entreprise une dimension européenne. S'en suit une période de forte expansion qui voit les premières acquisitions en 1992 avec les sociétés Felicio au Portugal et Plastico Simo en Espagne.

En 1996, le Groupe est introduit au second marché de la bourse de Paris. Cette levée de fonds va permettre à HBS Technologie, la société mère du Groupe, de se doter des moyens nécessaires à sa croissance.

Accompagner les clients, leur offrir un service de qualité, les livrer en juste-à-temps : la filière automobile se mondialise, HBS Technologie devient mondial. Tout comme l'avait fait son père et avant lui son grand-père : l'audace d'entreprendre, oser bouger... HBS part à la conquête du marché américain avec les acquisitions successives de APTC et TRUESDELL qui se poursuivra ensuite avec MARKEL, JENISCO et enfin en 2008, M&Q Plastics. 10 ans pour devenir le leader sur le marché américain.

Pendant les années 2000, le Groupe intensifie sa présence mondiale accompagnant ses clients européens vers l'Afrique du Nord (Tunisie et Maroc) puis l'Europe de l'Est (Slovaquie, Roumanie) et ses clients nord-américains vers les Philippines, le Honduras et le Mexique. En 2007, toutes les entités du Groupe s'unissent autour du nom DELFINGEN Industry, clin d'œil à l'histoire d'un Groupe mondial né dans un petit village suisse.

Fin des années 2000, DELFINGEN Industry se positionne sur les pays émergents, avec l'ouverture d'un site au Brésil et la création d'un bureau commercial à Shanghai puis d'une usine à Wuhan (Chine), inaugurée en octobre 2010.

En 2013, DELFINGEN Industry fait l'acquisition de KARTAR WIRE (Inde) et HENGBANG (Chine), et poursuit son développement en Asie, un des principaux défis de DELFINGEN Industry pour continuer à oser, à bouger et à entreprendre.

En 2014, l'acquisition des sociétés allemandes LANGENDORF et MBG renforce la présence de DELFINGEN Industry auprès des équipementiers et constructeurs allemands, ainsi que son contenu technologique dans les gaines textiles, offrant la gamme la plus complète sur le marché de la protection des faisceaux électriques et durites de fluides.

DELFINGEN Industry ouvre également un nouveau site en Thaïlande, lui permettant ainsi d'accroître sa présence avec cette troisième implantation sur le marché stratégique de l'ASEAN en pleine croissance.

L'année 2014 est aussi marquée par un événement majeur : la célébration du 60<sup>ème</sup> anniversaire de DELFINGEN Industry, 60 ans d'une formidable aventure humaine !

L'année 2015 marque un tournant historique pour DELFINGEN Industry, mûrement réfléchi et préparé par la famille STREIT et le Comité Exécutif : après plusieurs années à travailler ensemble, Bernard STREIT a décidé de confier la Direction Générale à son fils, Gérald STREIT. Cette évolution est le prolongement naturel du parcours de Gérald STREIT au sein de l'entreprise. Depuis 2007, il a en effet exercé différentes missions et responsabilités au sein de DELFINGEN Industry.

Durant cette année, DELFINGEN Industry confirme son expansion en Asie, marché à fort potentiel, avec l'ouverture d'une deuxième unité de production à Cavite, célébrant à cette occasion ses 15 années de présence et d'investissement continus aux Philippines et l'inauguration de deux nouvelles usines en Chine : à Hebi et à Tianjin, fruit d'un partenariat technique avec la société BONSING.

DELFINGEN Industry investit également sur le marché indien avec la création d'un bureau commercial à New Delhi et d'un nouveau site de production à Pune inauguré en décembre 2015.

Au cours de l'année 2016, DELFINGEN Industry démontre son engagement à relever les défis de croissance liés à l'importance de la Chine, avec l'ouverture d'une nouvelle usine à Chongqing ; et poursuit sa croissance à l'international en complétant son dispositif industriel avec l'inauguration de deux nouveaux sites : l'un basé à Tanger au Maroc, l'autre situé à Chennai en Inde.

Au 1er janvier 2017, DELFINGEN Industry fait l'acquisition du Groupe DROSSBACH North America, composé des sociétés DROSSBACH Inc. (USA) et DROSSBACH NA (Canada), spécialisé dans la fabrication et la distribution de solutions de protection de câblage à destination des marchés du transport, de l'industrie, de l'environnement et de la robotique.

# MESSAGE DU PRÉSIDENT

Une page se tourne aujourd'hui pour moi et c'est un nouveau chapitre qui s'ouvre pour Gérald. Prendre la responsabilité totale d'une entreprise est une très lourde charge et Gérald est armé maintenant pour y faire face.

En effet, à l'issue de cette assemblée générale, je quitterai mon poste de Président de Delfingen Industry.

La pérennité de l'entreprise étant mon but ultime, j'ai organisé avec mon épouse Françoise, la transmission du capital depuis plusieurs années déjà, la honte pour moi aurait été de disparaître sans régler ma succession.

Partir n'est pas facile lorsque l'on a passé une vie à développer son entreprise.

Je tiens à remercier toutes les femmes et les hommes qui ont travaillé avec ardeur, qui nous ont fait confiance, surtout dans les moments difficiles.



Bernard Streit  
Président du Conseil d'administration

# MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Chers Actionnaires,

L'année 2017 fut marquée encore une fois par de grandes incertitudes concernant les politiques fiscales, douanières, les taux de change et les fluctuations majeures des matières premières.

Nous avons continué à nous focaliser sur nos deux métiers principaux : la protection des réseaux embarqués et les tubes annelés techniques pour le transfert de fluides, cela, tout en dynamisant notre organisation régionale.

Nous avons, par ailleurs, accéléré nos investissements de R&D pour faire face à l'évolution rapide des besoins de nos clients en raison de la forte croissance de développement des véhicules électriques et hybrides. Ces véhicules nécessitent des produits plus techniques et de grande qualité pour assurer le bon fonctionnement mais surtout la sécurité des utilisateurs.

Merci de votre confiance.



Gérald Streit  
Directeur Général

# UN PROCESSUS DE DÉCISION AU SERVICE DE LA PERFORMANCE ET DE LA TRANSPARENCE.

## GOUVERNANCE - au 31 décembre 2017

Entreprise familiale, DELFINGEN Industry s'est dotée des outils de gouvernance de nature à assurer la continuité de l'actionnariat, à partager les décisions au mieux des intérêts de l'entreprise, des actionnaires et des collaborateurs ainsi qu'à piloter l'entreprise avec efficacité et performance.

### L'ACTIONNAIRE DE RÉFÉRENCE

La famille Streit, fondatrice du Groupe, est l'actionnaire de référence et détient directement ou indirectement plus des 2/3 des droits de vote. La pérennité de l'actionnariat familial a été organisée dès 2007. Aujourd'hui, Bernard Streit assure la fonction de Président de DELFINGEN Industry, et Gérald Streit, celle de Directeur Général.

### LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

A l'introduction en Bourse de la société, en 1996, la Famille Streit a souhaité élargir le Conseil d'administration à des membres indépendants. La diversité des parcours et des expériences contribue à la richesse des débats et des échanges au sein du Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration est composé de 9 membres, dont 3 représentants de la Famille Streit, et 6 administrateurs qui sont considérés comme indépendants au sens défini par le Code de gouvernement d'entreprise MIDDLENEXT.

### LE COMITÉ EXÉCUTIF

Le Comité Exécutif est composé d'une équipe resserrée (Vice-Présidents Exécutifs) autour du Directeur Général, Gérald Streit. Il pilote les projets stratégiques, fixe les objectifs financiers et opérationnels, décide les priorités, alloue les moyens nécessaires.

> de gauche à droite

**Damien PERSONENI**

Executive Vice President, Global Business Development & Asia Director

**Marc LEMKE**

Executive Vice President, Chief Information Officer

**Jean-François REMOND**

Executive Vice President, Americas Director

**Christophe CLERC**

Executive Vice President, Chief Corporate Officer

**Hervé COURLET**

Executive Vice President,  
Fluid Transfer Tubing Director

**Gérald STREIT**

CEO, Chief Executive Officer

**Emmanuel KLINKLIN**

Executive Vice President, Chief Operating Officer & Europe / Africa Director



# LE COMITÉ DE DIRECTION

Le Comité de Direction est composé des membres du Comité Exécutif et des représentants des principales fonctions de l'entreprise.

Le **Comité de Direction** pilote la performance financière et opérationnelle du Groupe, examine la gestion opérationnelle, coordonne la conduite des projets.



> de gauche à droite

**Christophe BRASSENX**

Vice President, Global Sales & Textile Engineering Protection Systems

**Marc LEMKE**

Executive Vice President, Chief Information Officer

**Laurent PACQUELET**

Vice President, Data Management & Organization

**Damien PERSONENI**

Executive Vice President, Global Business Development & Asia Director

**Nathalie TONDO**

Vice President, Europe & Africa Sales Protection Systems

**Jean-François REMOND**

Executive Vice President, Americas Director

**Christophe CLERC**

Executive Vice President, Chief Corporate Officer

**Bernard LEMOINE**

Vice President, Industrial Director

**Gérald STREIT**

CEO, Chief Executive Officer

**Hervé COURLET**

Executive Vice President, Business Unit Fluid Transfer Tubing

**Sébastien ROUX**

Vice President, Global Sales Fluid Transfer Tubing

**Olivier TROTTIN**

Vice President, Chief Purchasing Officer

**Emmanuel KLINKLIN**

Executive Vice President, Chief Operating Officer & Europe / Africa Director

## LES ADMINISTRATEURS



**Cataldo MANGIONE** - Administrateur Indépendant - Ancien cadre dirigeant de la Business Unit IS&C de Schneider Electric

**Annie KAHN** - Administrateur Indépendant Journaliste au journal Le Monde

**Françoise, Bernard STREIT et DELFINGEN Group S.A** (représentée par Gérald STREIT) - Membres de la famille fondatrice et actionnaires de référence

**Michel de MASSOUGNES des FONTAINES** - administrateur Indépendant - Médecin Psychiatre

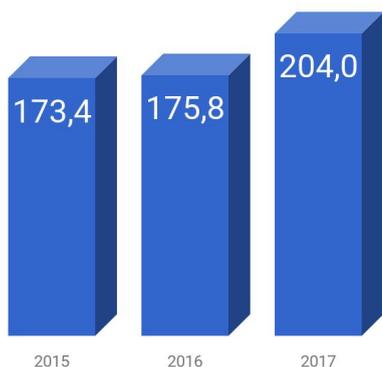
**Juan Manuel DIAZ** - Administrateur Indépendant Ancien Président de Cablauto Ibérica (Valeo)

**Georges FRANÇOIS** - Administrateur Indépendant - Ancien Président de Sylea et ancien Directeur de la Branche Connective System de Valeo

**Stefaan VANDELDE** - Administrateur Indépendant - Ancien Vice Président de Delphi, et ancien Président mondial chez Delphi de la division E/EA DEEDS

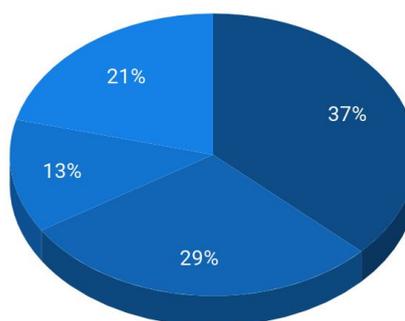
# CHIFFRES CLÉS

CHIFFRE D'AFFAIRES (M€) (\*)



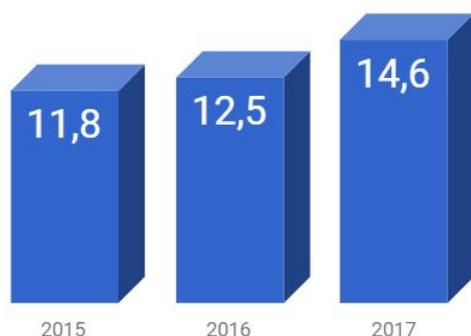
CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR (M€) (\*)

Les secteurs d'activité sont définis à la note n°9 de l'annexe des états financiers consolidés

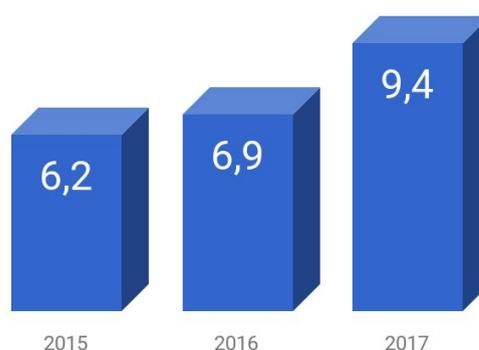


● Automobile / NCSA ● Automobile / EA ● Automobile / Asia ● Marchés de spécialités

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL COURANT (M€) (\*)

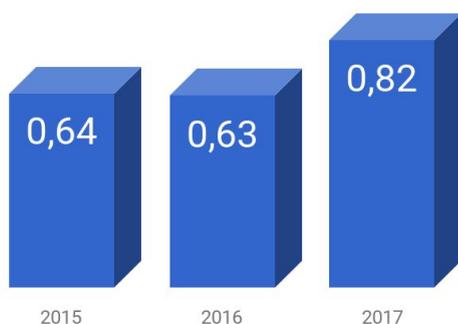


RÉSULTAT NET PART GROUPE (M€) (\*)



RATIO ENDETTEMENT FINANCIER NET /  
CAPITAUX PROPRES AU 31 DÉCEMBRE

Se reporter à la note 34-2 de l'annexe des états financiers consolidés pour la définition de *ratio endettement financier net*



CAFICE ET INVESTISSEMENTS INDUSTRIELS (M€)

CAFICE : capacité d'autofinancement avant impôts et coût de l'endettement financier net

	CAFICE (*)	Investissements
2015	16,9	9,4
2016	18,8	11,7
2017	17,9	9,3

Les investissements correspondent aux "acquisitions d'actifs non courants" tels que présentés dans la note 9-2 des annexes aux comptes consolidés

(\*) retraité des activités abandonnés

# BOURSE

## L'ACTION DELFINGEN INDUSTRY AU 31 DÉCEMBRE 2017

Résultat net par action <sup>(1)</sup>

**3,89 €**

Cours de l'action

**41,37 €**

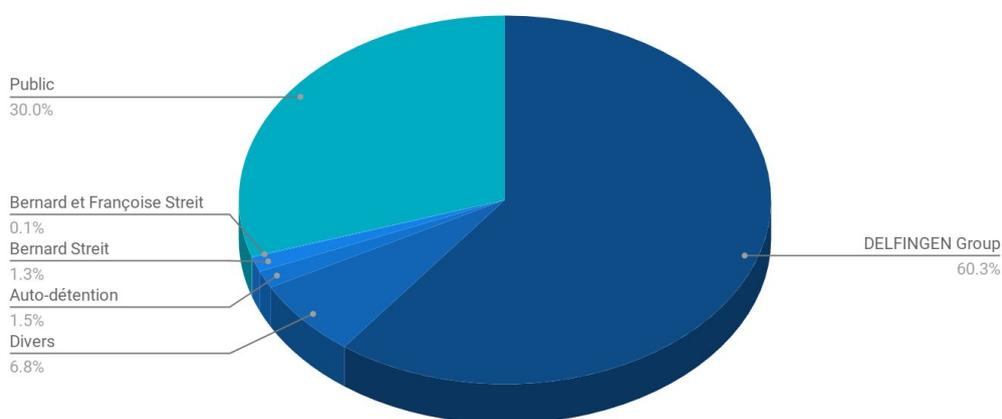
Capitalisation boursière <sup>(2)</sup>

**101,1 M€**

(1) Résultat net dilué, part du Groupe par action

(2) Sur nombre d'actions au 31 décembre 2017 : 2 443 944

### STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT AU 31 DÉCEMBRE 2017



### COURS DE L'ACTION du 1<sup>er</sup> janvier au 30 décembre 2017



IMAGINER, CONCEVOIR, METTRE EN ŒUVRE DES SOLUTIONS PERFORMANTES ET INNOVANTES.

## RECHERCHE ET INNOVATION

### L'innovation : créativité et co-développement

L'innovation revêt un enjeu majeur pour DELFINGEN Industry qui fonde sa stratégie de développement sur la diversification de son portefeuille de produits et de technologies. Pour accélérer sa croissance, DELFINGEN Industry réalise des investissements importants afin d'être à la pointe des évolutions technologiques dans le cadre du développement de nouveaux produits et de l'optimisation de ses process de production.

#### Le processus d'innovation

L'animation de l'innovation se traduit au quotidien par une interaction forte au sein d'équipes pluridisciplinaires, qui dépasse le cadre de la R&D et implique les équipes marketing, ventes, achats, qualité, industrialisation et production.

Ces échanges réguliers, véritables laboratoires d'idées, créent une dynamique et favorisent l'émergence de nouveaux concepts.

Le développement de partenariats avec des acteurs stratégiques tels que les Centres de Recherche, les Pôles de Compétitivité, les Écoles d'Ingénieurs et les Universités, permet l'élargissement du champ des connaissances.

#### La R&D s'organise autour de pôles de compétences :

- Transformation des matières plastiques ;
- Textile technique & enduction ;
- Technologies d'assemblage & nouveaux process.

L'équipe R&D est structurée en réseau avec des équipes réparties à travers le monde : en France (Anteuil), en Allemagne (Marktrodach, Münchberg), au Portugal (Porto), aux USA (Rochester Hills, Niagara Falls), au Mexique (Celaya), aux Philippines (Cebu) et en Inde (Pune).

#### L'expérimentation et l'amélioration continue s'appliquent au processus d'innovation :

- Des ateliers dédiés afin de répondre efficacement aux besoins de prototypage et de validation de faisabilité ;
- Des laboratoires d'essais et de métrologie pour tester les solutions aux limites des performances et mener des plans d'expérience ;
- Un processus de développement conforme à la norme ISO/TS 16949 et qui intègre une validation technico-économique à chaque étape clé du projet : de l'idée à l'industrialisation.

### Les axes d'innovation

Anticiper et répondre aux besoins de ses clients guident en permanence les travaux et réflexions des groupes d'innovation de DELFINGEN Industry.

Pour ce faire, DELFINGEN Industry assure une veille technologique sur ses domaines d'activité et de compétences : évolution des normes, matières premières, nouvelles technologies, dépôts de brevets...

#### L'atout de DELFINGEN Industry : son expertise technique unique très étendue :

- Développement de solutions complètes et innovantes, plastiques et/ou textiles ;
- Ingénierie simultanée produit / process ;
- Développement de machines spéciales adaptées à ces nouveaux process ;
- Développement et qualification de nouvelles formulations matières ;
- Sourcing de matières au niveau mondial ;
- Certification ISO 14001 : recyclage et réduction de l'empreinte écologique des produits et des process ;
- Maîtrise du niveau de propreté : production en salle à environnement contrôlé.

Le co-développement des produits avec ses clients est également un facteur clé de succès, essentiel à toute nouvelle mise sur le marché. L'association des équipes DELFINGEN Industry avec celles de ses clients, et leur engagement sur le long terme, renforcent la coopération et contribuent à l'atteinte d'objectifs communs.

## Recherche et développement en quelques chiffres

Le Groupe poursuit ses efforts de recherche et développement, avec un budget de 4,6 M€ à comparer à 3,8 M€ en 2016. Cet effort concerne majoritairement les équipes dédiées aux projets de transfert de fluides.

Ces dépenses comprennent l'ensemble des frais de recherche et de développement, à l'exclusion :

- Des frais directs de brevets, modèles et marques qui sont immobilisés ;
- Des frais de développement qui sont immobilisés.

	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Effectifs (ETP moyen)	50	46	42
Dépenses en millions d'euros	4,6	3,8	3,4

EXCELLENCE, PROXIMITÉ, RÉACTIVITÉ, POUR RÉPONDRE À SES  
CLIENTS DANS LE MONDE ENTIER.

## L'EXCELLENCE OPÉRATIONNELLE

### Une organisation industrielle mondiale

DELFINGEN Industry décline son dispositif d'excellence opérationnelle à tous les stades de son organisation en faisant partager cet état d'esprit aussi bien à ses collaborateurs qu'à ses clients.

### DELFINGEN Industry est un acteur "global et local"

Global car son déploiement international permet à DELFINGEN Industry de servir le client là où sont ses besoins avec le même niveau de qualité et d'excellence.

Local car implanté au plus près des équipementiers, constructeurs et industriels, DELFINGEN Industry apporte des solutions personnalisées et de proximité en termes de délai et de conditionnement.

#### Proche de ses clients

Avec 39 unités, dans 21 pays, DELFINGEN Industry est présent dans les principales zones de production automobile. Les usines de production et d'assemblage de DELFINGEN Industry sont situées à proximité des usines de ses clients, assurant une livraison en juste-à-temps, dans des délais très courts à compter de la réception de la commande.

#### Réactivité et implication

Au-delà de la proximité physique de ses usines, l'étroite collaboration avec les équipes de ses clients, la volonté permanente de toujours mieux les servir, la standardisation de son outil de production et l'homogénéisation de ses méthodes, permettent à DELFINGEN Industry de s'adapter en temps réel aux demandes de ses clients, notamment dans les situations d'urgence.

#### Amélioration Continue

L'Amélioration Continue est au cœur du fonctionnement de DELFINGEN Industry. Déployé dans tous les sites, suivant les mêmes méthodes, le Plan d'Amélioration Continue contribue à l'efficacité et à la performance des processus internes à DELFINGEN Industry et à l'optimisation du QCDR (Qualité, Coûts, Délais, Réactivité) pour le client.

### La performance industrielle

Au sein de DELFINGEN Industry, l'outil de production s'organise autour de ses expertises métiers :

- La transformation des matières plastiques (extrusion, injection, formage...);
- Le textile technique (tressage, tissage, tricotage et enduction);
- Les technologies d'assemblage et les nouveaux process.

# La performance "Supply Chain"

## Un modèle intégré

Un enjeu opérationnel qui est déterminant dans une industrie en juste-à-temps à l'échelle mondiale. Anticiper les fluctuations d'activités, éviter les ruptures d'approvisionnement et de livraisons, maîtriser les stocks, réduire les coûts de transport, sont autant de challenges que relèvent au quotidien les équipes DELFINGEN Industry.

Le processus de Supply Chain intègre à la fois les compétences et le savoir-faire liés à son management :

- Planification des approvisionnements
- Appels de livraison clients ;
- Gestion des stocks ;
- Management des données ;
- Sourcing des achats ;
- Et management de la relation fournisseurs.

DELFINGEN Industry s'est dotée d'un centre logistique basé en France (Anteuil) qui permet notamment de rationaliser les flux inter-usines en Europe et Afrique du nord.

Conscient de l'impact de l'activité Supply Chain sur les enjeux environnementaux, DELFINGEN Industry fait évoluer ses indicateurs (KPI) et souhaite intégrer à côté des indicateurs financiers (coût de transport, coût de stockage) et opérationnels (niveau de stock, taux de service, lead time) des indicateurs tels que la mesure de l'empreinte CO2.

# La performance qualité

## Un état d'esprit

La qualité est une exigence des industriels et équipementiers. La mise en œuvre de la démarche qualité au sein de DELFINGEN Industry dépasse les méthodes et outils, pour s'ancrer dans la culture d'entreprise. Ainsi la démarche qualité s'inscrit-elle dans les valeurs partagées par l'ensemble des collaborateurs du Groupe.

Il s'agit en effet, non pas de s'astreindre aux contingences normatives, mais de dynamiser le système de management de la qualité en orientant les activités de l'entreprise vers la satisfaction des exigences et des attentes des clients internes ou externes. L'implication des collaborateurs est donc un élément fondamental.

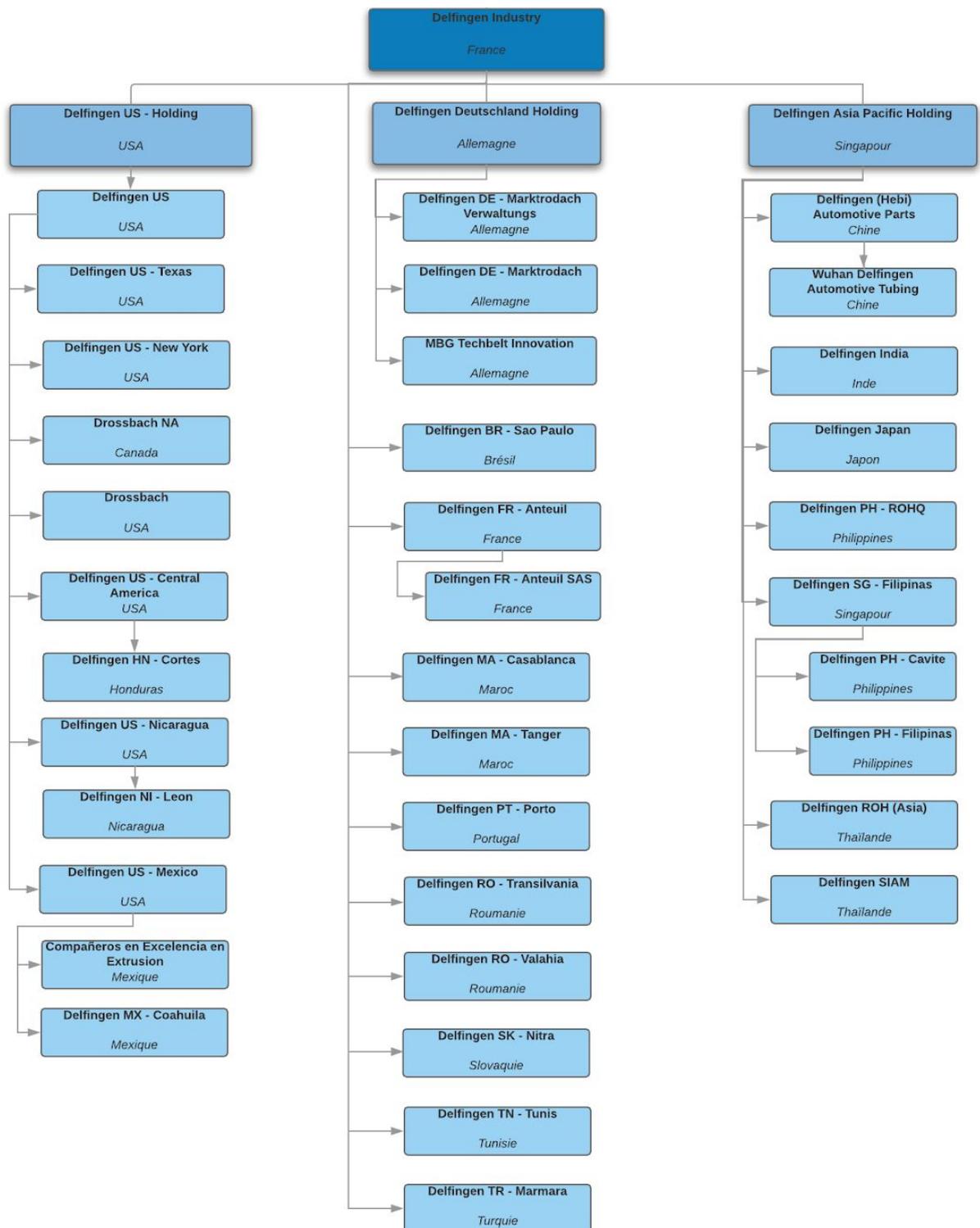
L'amélioration continue des process, des méthodes et de l'organisation contribue à réduire les incidents qualité. Toutefois, DELFINGEN Industry s'engage à la plus grande réactivité en cas de survenance de problèmes. Les équipes, formées, développent des démarches QRQC (Quick Response Quality Control) et 8D afin de résoudre les problèmes avec efficacité. Leur action se fait au plus près du terrain et intègre une composante pluridisciplinaire (Maintenance, Supply Chain...).

D'autre part, la capitalisation et la transversalisation, étapes essentielles du 8D, sont indispensables à DELFINGEN Industry pour servir ses clients mondialement avec le même degré d'exigence.

DELFINGEN Industry partage un comportement environnemental responsable et respecte les réglementations locales tout en contrôlant ses déchets, ses rejets et en optimisant ses consommations de ressources naturelles et énergétiques. La préservation de l'environnement est au cœur de son action.

# ORGANIGRAMME JURIDIQUE

Schéma des sociétés consolidées détenues par DELFINGEN Industry au 31/12/2017



# RELATIONS SOCIÉTÉ-MÈRE/FILIALES

Le Groupe comprend 39 sociétés, toutes consolidées (cf. note 5 de l'annexe aux états financiers consolidés pour une information plus détaillée sur les filiales et leur pays d'immatriculation). Le nombre d'entités juridiques est principalement lié à l'organisation du Groupe : un marché mondial et une présence locale.

DELFINGEN Industry fournit à ses différentes filiales des services qui peuvent être regroupés en deux volets : un volet financier et un volet d'assistance.

## Volet financier

DELFINGEN Industry finance les activités d'un grand nombre de ses filiales. Au 31 décembre 2017, environ 88 % des passifs financiers sont portés par DELFINGEN Industry. Elle a vocation à assurer une part significative des financements du Groupe, directement ou indirectement, par des prêts grâce à son accès aux réseaux bancaires.

Toutefois, par exception, dans la zone « dollar », une partie du financement est portée directement par DELFINGEN US-Holding, filiale à 100 % de DELFINGEN Industry, afin d'assurer l'adossement de la devise d'opération avec la devise de financement.

Par ailleurs, des financements sont directement souscrits par des filiales consolidées, principalement en Allemagne.

Le Groupe favorise la consolidation de la trésorerie (cash pooling). DELFINGEN Industry assure directement ou indirectement la consolidation et la gestion de trésorerie quotidienne de la grande majorité de ses filiales opérant dans les régions EA (Europe, Afrique). Concernant la région NCSA (continent américain), ces opérations sont effectuées par DELFINGEN US-Holding. Concernant la région Asie, ces opérations sont effectuées par DELFINGEN Asia Pacific Holding.

## Volet assistance

DELFINGEN Industry assiste ses filiales soit directement en matière de directions opérationnelles (Direction Générale, Commerciale, Supply Chain...), soit indirectement en matière administrative, financière, de ressources humaines, juridique, des systèmes d'information et communication, par son intermédiaire ou par l'intermédiaire de personnels mis à disposition par DELFINGEN Group (cf. chapitre N de l'annexe aux états financiers consolidés).

Il est à noter que les brevets et savoir-faire industriels sont la propriété de DELFINGEN FR-Anteuil, filiale de DELFINGEN Industry. DELFINGEN FR-Anteuil concède les droits d'utilisation de ses brevets et savoir-faire aux filiales du Groupe.

# DELFINGEN INDUSTRY ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE

Empreinte d'une histoire familiale forte et fondée par une famille de paysans, par solidarité avec une tante atteinte de la poliomyélite, DELFINGEN Industry s'inscrit dans la pérennité :

- au profit de ses actionnaires ;
- au profit de ses collaborateurs et de leurs familles ;
- et plus généralement des citoyens des territoires sur lesquels le Groupe est implanté.

Par sa croissance et sa rentabilité, le Groupe participe à la création de valeur et d'emplois. Cette croissance se fait :

- En limitant les impacts environnementaux de ses activités ;
- En favorisant le développement et l'autonomisation de ses collaborateurs ;
- En partageant la richesse ainsi créée avec ses collaborateurs.

## Une vision sociétale forte

DELFINGEN Industry a fait le choix de vendre, produire, et s'approvisionner localement.

DELFINGEN Industry est implantée essentiellement dans les grandes zones de production de câblage automobile. Les câbleries ont une activité à très forte intensité de main d'œuvre. C'est la raison pour laquelle leurs sites de production sont localisés dans des pays dits "Low Cost".

En conséquence, DELFINGEN Industry, présente dans ces pays en voie de développement, contribue aussi à la création de richesses sur ces territoires, par l'emploi et la formation. Ces actions sont mises en œuvre dans le respect de sa Charte du travail décent, et avec le soutien de la Fondation DELFINGEN.

La politique de l'entreprise, visant à garantir sa pérennité, est bâtie sur les convictions suivantes :

- Les hommes et les femmes de DELFINGEN constituent, partout dans le monde, son premier capital ;
- L'entreprise revendique et assume sa responsabilité sociale ;
- La mondialisation est une chance pour tous dès lors qu'elle est solidaire.

Ces convictions se reflètent dans les actions conduites à travers :

- Les valeurs du Groupe ;
- La Charte du travail décent ;
- La Fondation DELFINGEN.

### Les valeurs DELFINGEN

Les valeurs de l'entreprise sont le socle des fondamentaux du "travailler" et du "vivre ensemble" des collaborateurs de DELFINGEN. Née en Franche-Comté, DELFINGEN s'est développée à l'international, intégrant en son sein de multiples cultures. Ces valeurs sont donc le plus petit dénominateur commun qui unit les hommes et les femmes de DELFINGEN.

Les valeurs n'ont de sens que si elles sont partagées par tous. Ce sont donc les collaborateurs eux-mêmes, riches de leurs différences et de leur propre culture, qui ont défini le corps de valeurs de DELFINGEN, ainsi que les comportements associés.

### PARTAGE

Partager les informations, le savoir-faire, les bonnes pratiques, les efforts et les bénéfices.

### LIBERTÉ

S'exprimer librement. Respecter les différences.

Décider et agir dans le cadre des valeurs et de l'organisation du Groupe et en informer les services compétents.

## AMÉLIORATION CONTINUE

S'engager à grandir personnellement, à améliorer sa fonction et la performance du Groupe. Optimiser nos pratiques, oser en changer et les formaliser.

Tolérer l'erreur dans l'apprentissage et l'innovation et en tirer les leçons.

## RESPONSABILITÉ

Respecter et responsabiliser nos collaborateurs. Respecter nos engagements collectifs et individuels.

Faire en sorte que chaque engagement individuel favorise la performance collective. Agir avec honnêteté et loyauté. Faire bien du premier coup les tâches quotidiennes.

**Seul le respect de ces valeurs donne la légitimité à l'entreprise d'être exigeante envers ses collaborateurs.**

## La Charte du travail décent

Respectueuse des droits humains, en cohérence avec les valeurs qui l'animent, DELFINGEN offre les mêmes conditions de travail à l'ensemble de ses collaborateurs quel que soit le pays où ils exercent leur métier.

Les principes de la « Charte du travail décent » trouvent leur origine dans les domaines des Droits de l'Homme, du droit du travail, ainsi que dans les règles du respect de l'environnement. Elle s'est enrichie cette année de nouveaux articles concernant la prise en compte du handicap et la lutte contre la corruption.

- Garantir le même niveau de sécurité dans tous les sites ;
- Garantir le même niveau de protection environnementale dans tous les sites ;
- Promouvoir l'égalité face à la pénibilité à poste identique ;
- Proposer au personnel la vaccination des 5 pandémies (ex : diphtérie, tétanos, poliomyélite...), la Fondation DELFINGEN prenant en charge ce qui n'est pas couvert par les assurances sociales locales ;
- Pas d'embauche d'enfants de moins de 16 ans dans l'entreprise, chez nos sous-traitants et nos fournisseurs ;
- Salaire équivalent pour travail équivalent par site sans discrimination ;
- Ne pas accepter les comportements qui portent atteinte à la dignité ;
- Tolérance zéro pour le harcèlement sexuel ;
- Favoriser l'accès à l'information de l'entreprise dans la langue du pays ;
- Veiller continuellement à l'application d'un salaire décent pour nos collaborateurs ;
- Éveiller les collaborateurs au respect des traditions, cultures et religions de chaque pays ;
- Favoriser le développement personnel de tous nos collaborateurs afin de les rendre tous les jours plus autonomes ;
- Privilégier les compétences par rapport au(x) diplôme(s) à l'embauche et lors de promotions ;
- Favoriser l'alphabétisation de nos collaborateurs ;
- Tout mettre en oeuvre pour maintenir dans l'emploi toute personne travaillant dans l'entreprise depuis plus d'un an qui se retrouverait porteuse d'un handicap, suite à un accident ou une maladie ;
- S'appliquer à aménager les horaires de travail de tout collaborateur ayant à charge un conjoint et/ou enfant(s) porteur(s) de handicap ;
- Agir de façon irréprochable avec les parties prenantes afin de respecter l'intégrité des affaires, la réputation du Groupe et lutter contre la corruption et le trafic d'influence.

## Mise en œuvre en 2017

- Traduction du journal interne (DNN) dans les différentes langues des 21 pays où le Groupe est présent, diffusion de 5 numéros pour l'année ;
- Continuation de la présentation à l'ensemble des managers, d'un module de sensibilisation à la culture et aux valeurs du Groupe ;
- Réalisation dans chaque site des plans d'actions 2017 issus de l'enquête de satisfaction de 2016 dont le but est de mesurer la motivation et le climat social dans le Groupe. 78 % des actions ont été réalisées soit 133 actions sur 170 prévues pour les 24 sites concernés.

L'enquête menée fin 2017 avec un taux de participation à 73 %, maintient le niveau de satisfaction à 82 % soit un point de progrès par rapport à l'an dernier. 96 % des répondants pensent que DELFINGEN est une entreprise où il fait bon travailler.

# LA FONDATION DELFINGEN S'EST DONNÉE COMME MISSION DE CONTRIBUER À UNE PLUS GRANDE AUTONOMIE DES INDIVIDUS PAR L'ACCÈS AUX SOINS, À L'ÉDUCATION, À UN LOGEMENT DÉCENT ET À LA PRISE EN COMPTE DU HANDICAP.

## La Fondation DELFINGEN pour une mondialisation solidaire

**La Fondation DELFINGEN est née en 2007 de la volonté d'inscrire son action dans les territoires où le Groupe est implanté.** Véritable lien entre le Groupe, ses collaborateurs et les territoires, elle vise à développer des solutions pérennes capables de rendre les individus plus autonomes.

Les domaines d'intervention de la Fondation DELFINGEN sont :

- La santé
- L'éducation
- L'habitat
- Le handicap

En 2017, à l'occasion des 10 ans d'existence de la Fondation, un colloque réunissant 80 bénévoles venus de tous les sites DELFINGEN a été organisé. Après le bilan des 10 dernières années, le nouveau pilier "handicap" a été introduit et ce fut l'occasion pour les bénévoles de présenter les dossiers identifiés sur les différents sites. Ce sont 26 dossiers concernant 38 personnes qui ont été étudiés et près de 100 K€ qui ont été débloqués pour la mise en place de compensations du handicap.

### **Bilan des actions de la Fondation DELFINGEN pour 2017 :**

- Éducation : fourniture de matériel scolaire pour 589 enfants en Roumanie, Tunisie, Maroc, Philippines, Mexique, Honduras et Brésil ; bourses d'études pour 4 enfants aux Philippines ;
- Santé : cette année 170 enfants ont été vaccinés aux Philippines (contre la grippe, l'hépatite A et B, la fièvre typhoïde et le cancer du col de l'utérus) ; Campagne de vaccination pour les collègues en Inde à Chennai; Tests de vue menés en partenariat avec la Fondation ESSILOR sur notre site de Cebu aux Philippines : 496 personnes testées dont 207 enfants, 176 ont été équipées de lunettes et 15 enfants ont eu un suivi complémentaire par un ophtalmologiste ;
- Aides ponctuelles lors d'opérations chirurgicales concernant des membres des familles des collaborateurs, aux Philippines ;
- Ventes diverses : ventes du livre historique édité à l'occasion du 60<sup>ème</sup> anniversaire de l'entreprise, contre un don à la Fondation DELFINGEN ; ventes d'ordinateurs obsolètes ; organisation de tombolas ; recyclage de déchets ;
- Organisation de manifestations : différentes soirées thématiques organisées en France. Tous les bénéfices de ces soirées ont été reversés intégralement à la Fondation.

Plus d'informations sur [www.delfingen.com/fondation](http://www.delfingen.com/fondation) - [fondation@delfingen.com](mailto:fondation@delfingen.com)

**DELFINGEN Industry est engagée dans une politique de lutte contre la corruption sous toutes ses formes, y compris l'extorsion de fonds et les pots-de-vin, et s'efforce de la faire appliquer partout dans ses sites.**

Cette politique se traduit :

- Par la pratique d'une comptabilité rigoureuse respectant les règles comptables ainsi que les obligations fiscales dans l'enregistrement de tous les flux financiers ;
- Une politique du personnel sans complaisance envers les fraudeurs ;
- La rédaction et la mise en place d'un code anti-corruption propre au Groupe, et la formation de tous les collaborateurs à ces principes.

## Une volonté de limiter les impacts environnementaux

### Nos objectifs environnementaux

« Un engagement de chacun pour l'environnement de tous »

#### POUR LES DÉCHETS

- Réduire le volume des DIB (Déchets Industriels Banals) pour tous les sites ;
- Trier à la source et limiter le volume de déchets ultimes ;
- Développer la recherche de filières de récupération des déchets triés ;
- Concevoir et développer de nouveaux produits et processus respectueux de l'environnement ;
- Diminuer la consommation matière de chaque site.

#### POUR L'EAU

- Maîtriser la consommation d'eau pour tous les sites, limiter le gaspillage.

#### POUR L'AIR

- Analyser les rejets atmosphériques susceptibles de polluer, selon la réglementation du pays, et mettre en place des actions correctives si nécessaire.

#### POUR LE SOL

- Protéger le sol de tout risque potentiel de déversement de produits polluants (produit chimique, huile...).

#### POUR L'ÉNERGIE

- Maîtriser la consommation d'énergie (électricité et/ou gaz) ;
- Rechercher des moyens pour réduire la consommation (diagnostic énergétique, panneaux solaires...).

#### POUR LA SÉCURITÉ

- Informer et former l'ensemble du personnel à la sécurité en accord avec la réglementation du pays.

## Le management environnemental des sites DELFINGEN Industry

Tous les sites de production disposent d'un service Qualité et Environnement et sont certifiés ISO TS 16949 : 2009. La très grande majorité de nos sites sont certifiés ISO 14 001. Les sites allemands, Marktrodach et MBG, disposent également de certificats Oeko-Tex Standard 100 (engagement de respect environnement des produits textile).

L'ensemble de nos sites entrés en transition vers la certification automobile IATF 16949 et environnementale ISO 14001 (version 2015) seront certifiés IATF 16949 et ISO 14001 : 2015 avant Septembre 2018.

Le site français est classé ICPE (Installation Classée pour la Protection de l'Environnement) en régime déclaratif. Également, le DELFINGEN Industry est structuré pour évaluer tous les IES (Impacts Environnementaux Significatifs) des sites. L'évaluation se présente sous forme d'AMDEC (Analyse des Modes de Défaillance et de leurs Criticités) dont le format est commun à tous les sites.

Les sites respectent donc les réglementations locales et les contrôles périodiques obligatoires de chaque pays. Des audits ont lieu chaque année dans le cadre de notre certification ISO 14 001 sur la pertinence des actions environnementales menées dans le Groupe DELFINGEN Industry.

Des audits système internes QSE (Qualité Sécurité Environnement) sont également réalisés pour maintenir à niveau les installations et comportements dans ces 3 domaines.

La performance environnementale est suivie mensuellement dans le cadre d'un reporting QSE par usine qui est consolidé au niveau du Groupe. Les indicateurs environnementaux sont orientés vers les consommations énergétiques, la valorisation des déchets et la maîtrise de notre empreinte carbone dans les transports.

En France, l'outil de veille réglementaire utilisé permet d'être au fait de toutes les nouvelles réglementations émises pour le périmètre HSE (Hygiène, Sécurité, Environnement).

A l'étranger, chaque responsable environnement est en charge de sa veille réglementaire dans le respect de la législation du pays.

Des actions de formation et d'information des collaborateurs sont menées en matière de protection de l'environnement à fréquence régulière sur tous les sites. Ces actions sont menées par les responsables QSE des sites, en adéquation avec les impacts environnementaux significatifs identifiés (déversement accidentel, gestion des déchets, tri sélectif, manipulation des produits chimiques).

L'entreprise ne gère pas de budget de provisions pour risques en matière d'environnement, aucun risque significatif n'étant identifié à ce jour.

## La pollution et la gestion des déchets

L'activité n'est pas à la source de pollution notable de l'air, de l'eau et du sol, mais le Groupe souhaite réduire le plus possible l'impact sur l'environnement.

L'impact sonore sur l'environnement proche des usines est quasi nul et une surveillance est réalisée par des relevés périodiques effectués par des organismes agréés. A ce jour, aucune usine ne dépasse le seuil réglementaire autorisé.

Les systèmes de refroidissement sont en circuits fermés avec des bacs de rétention. Il en est de même pour les circuits hydrauliques.

Les process de production sont centralisés et standardisés afin que tous les sites bénéficient des dernières avancées technologiques (vitesse de production, diminution de consommations énergétiques, réduction des déchets, efficacité d'utilisation de la matière plastique).

Des actions de réduction d'impact sur le bilan carbone sont menées :

- En France, les véhicules de fonction sont systématiquement sélectionnés parmi ceux dont le taux d'émission de CO<sub>2</sub> est inférieur à 120g/km ;
- Optimisation des transports (localisation des transporteurs, optimisation des chargements). La politique environnementale du Groupe a placé la réduction des déchets comme premier axe.

Tous les sites de par le monde trient leurs déchets et tendent à réduire à la source les DIB (Déchets Industriels Banals) :

- Les matières plastiques de composition simple sont recyclées dans les process de fabrication d'extrusion après broyage ;
- Des actions d'optimisation permanentes sont en place sur l'ensemble des sites ;
- Une recherche systématique de nouvelles filières de retraitement est effectuée (extension à de nouveaux sites et à de nouvelles matières) ;
- Des diagnostics sont régulièrement menés avec les agences environnementales locales.

## L'utilisation durable des ressources

Concernant les matières premières et les rebuts de matières, ils sont suivis dans une revue d'activités au niveau du Groupe qui consolide les consommations matières. Les machines d'extrusion sont équipées de mélangeurs automatisés qui pèsent et appliquent rigoureusement la recette de chaque produit pour qu'il n'y ait pas de surconsommation matière ni de risque qualité.

Différents systèmes de pesage sont installés pour permettre de suivre au kilogramme près les productions de produits finis et de corrélérer la consommation de matières premières avec la production de produits finis pour réagir au plus vite en cas d'écarts.

Des inventaires mensuels sont réalisés dans tous les sites pour valider l'état des stocks et gérer les écarts matières mensuellement.

Le Groupe travaille activement à l'utilisation de matières premières moins polluantes, à base de produits recyclés, et localisées au plus près des sites de production :

- Localisation en Europe des sources de multifilament qui provenaient précédemment des USA ;
- Suppression de toute matière halogénée ou contenant de l'antimoine.

Les sites ne sont pas soumis à des contraintes particulières au niveau de la consommation d'eau dans les pays où ils sont implantés.

La maîtrise de la consommation électrique est une préoccupation constante.

En France, sur le site de production, le chauffage des bureaux et locaux sanitaires est produit par une pompe à chaleur qui récupère l'énergie calorifique des extrudeuses pour la convertir en chauffage.

L'impact des sites sur le sol est inexistant :

- Puisque aucun effluent n'est rejeté dans la nature : les systèmes de refroidissement sont en circuit fermé et la consommation domestique et sanitaire de l'eau est branchée sur un réseau d'assainissement géré par les autorités locales. Des contrôles réglementaires imposés par la législation locale sont effectués pour surveiller l'impact sur le réseau d'eau. A ce jour, tous les sites sont conformes à la réglementation ;
- De plus, les déchets sont gérés en utilisant et en recherchant activement des filières de recyclage pour leur valorisation. Les réglementations au niveau des DIB sont respectées et les déchets spéciaux sont suivis afin qu'ils soient traités par des organismes agréés. Chaque site suit un registre de déchets permettant leur traçabilité (destination des déchets et traitement qu'ils subissent).

L'activité industrielle du Groupe ne génère pas directement des gaz à effet de serre dans l'atmosphère. D'autre part, les sites de production du Groupe sont situés à côté de nos clients pour limiter les transports et donc l'émission de CO<sub>2</sub>.

Dans le même objectif, un travail actif est fait afin de trouver des fournisseurs locaux de matières premières, pour réduire au maximum le transport.

## La protection de la biodiversité

L'implantation des sites se fait à proximité de nos clients. Ils sont localisés dans des zones industrielles existantes ou en création, de façon à bénéficier des infrastructures locales.

Les sites sont tous éloignés de zones environnementales protégées.

Le siège situé à Anteuil est au cœur de la campagne franc-comtoise. Des ruches sont implantées sur le parc de l'entreprise.

Seuls les bâtiments du site d'Anteuil et l'un des bâtiments des Philippines ont été construits par le Groupe. Les bâtiments des sites allemands acquis en 2014 ainsi que le site canadien du groupe Drossbach acquis en 2017 sont la propriété du Groupe. Tous les autres bâtiments sont en location et préexistants.

La politique du Groupe vise à développer les espaces verts autour de ses sites.

D'autre part, le Groupe est soucieux de limiter son impact sur l'environnement et applique dans tous ses sites des règles d'évacuation des déchets et d'entretien des espaces verts valables jusqu'à la restitution du site.

Le Groupe n'a reçu, durant les quatre dernières années, aucune plainte concernant l'environnement ou les nuisances sonores.

	2017	2016	2015
Nombre de sites dans le périmètre (1)	17	17	17
Nombres de sites certifiés ISO 14001	17	17	16
Chiffre d'affaires des sites du périmètre (M€)	142,6	140,5	135,4
Matières consommées (en T) (2)	20 642	20 806	21 285
Matières consommées / CA (T/M€) (3)	161	161	173
Volume d'eau consommée m <sup>3</sup> (4)	25 050	23 395	23 599
Effectifs moyens	1 616	1 435	1 256
Volume d'eau consommée/ personne (m <sup>3</sup> /p)	15,5	16,3	18,8
Consommation totale d'énergie en GWh	26,0	25,6	37,8
Consommation totale/ CA (GWh/M€)	0,182	0,182	0,269
Matière première revalorisée (en T) (4)	908,7	257,0	911,1
Matière première revalorisée (en % matière consommée)	4,40%	1,24%	4,28%
Nombre d'amendes et indemnités	0	0	0
Nombre de plaintes	0	0	0
Nombre de plaintes pour le bruit	0	0	0
Nombre de déversements accidentels	0	0	0
Biodiversité % de sites en zone industrielle	100%	100%	100%
Biodiversité % de sites en zone résidentielle	0	0	0
Biodiversité % de sites à proximité d'une zone protégée	0	0	0

(1) Le périmètre de l'analyse n'intègre pas le site de New York ni les sites du Groupe Drossbach. Les sites allemands et indiens ne sont pas certifiés ISO 14001 et ne font donc pas partie du périmètre d'analyse. Le site de Guanajuato (Mexique) est intégré à partir de 2015 et Cavite (Philippines) à compter de 2016. Le site de Bangkok (Thaïlande) est sorti du périmètre en 2015 et celui de Rochester Hills (USA) en 2016.

(2) Il s'agit des matières premières plastiques.

(3) Est exclu du calcul de ce ratio le CA généré par l'activité assemblage du Portugal et de Tanger (Maroc) qui ne nécessite pas la consommation de matières plastiques.

(4) Déchets de matières premières (en tonnes) non réutilisés mais revendus.

# DELFINGEN INDUSTRY, UNE SOCIÉTÉ ENGAGÉE ET CITOYENNE QUI ASSUME ET REVENDIQUE SA RESPONSABILITÉ SOCIALE

Une formidable aventure humaine !

Les Hommes et les Femmes, par leurs compétences et leur engagement, contribuent aux bonnes performances de DELFINGEN Industry. Le premier atout de l'entreprise est bien son capital humain.

## Emploi

Des effectifs en lien avec la croissance DELFINGEN Industry.

Au 31 décembre 2017, le Groupe emploie 2 009 salariés auxquels viennent s'ajouter 273 intérimaires pour former un total de 2 282 salariés répartis sur 36 sites dans 19 pays (\*\*).

(\*) y compris les effectifs refacturés par la holding familiale, DELFINGEN Group

(\*\*) périmètre RH

	2017	2016	2015
EA	991	941	897
ASIA	628	617	587
NCSA	663	469	391
<b>Total Groupe</b>	<b>2 282</b>	<b>2 027</b>	<b>1 875</b>

On constate des effectifs en constante progression entre 2015 et 2017 avec notamment une augmentation de plus de 12% des effectifs de DELFINGEN Industry en 2017.

Cet accroissement des effectifs résulte de l'augmentation de l'activité du Groupe et de la politique d'investissement importante en hommes et femmes pour la diversification de son portefeuille produits et technologies.

Il est à noter que nous avons sécurisé l'emploi sur certains sites du Groupe par l'intégration d'intérimaires au sein des effectifs Delfingen.

	2017	2016	2015
CDI	2 001	1 648	1 559
CDD	8	4	4
Intérimaires	273	375	312
<b>Total Groupe</b>	<b>2 282</b>	<b>2 027</b>	<b>1 875</b>

Les CDD concernent uniquement les sociétés françaises, ils représentent 8 salariés (dont 6 en contrat d'alternance) alors que les 197 autres salariés français (soit 96 % de l'effectif) sont en CDI au 31 décembre 2017.

Pour les analyses suivantes, nous ne prendrons en compte que l'effectif inscrit de DELFINGEN Industry, nous excluons donc les intérimaires afin d'être plus pertinents dans nos explications.

Les sites sont répartis en 3 zones géographiques distinctes :

- EA : comprend les pays d'Europe (France, Allemagne, Portugal, Roumanie, Slovaquie et Turquie) et d'Afrique (Tunisie et Maroc) ;
- ASIA : comprend les Philippines, le Japon, la Chine, l'Inde et la Thaïlande ;
- NCSA : comprend les pays d'Amérique du Nord, d'Amérique Centrale et d'Amérique du Sud : USA, Canada, Mexique, Honduras et Brésil.

	EA	ASIA	NCSA	TOTAL
Effectif	937	525	547	2 009
Répartition par zone	47%	26%	27%	100%

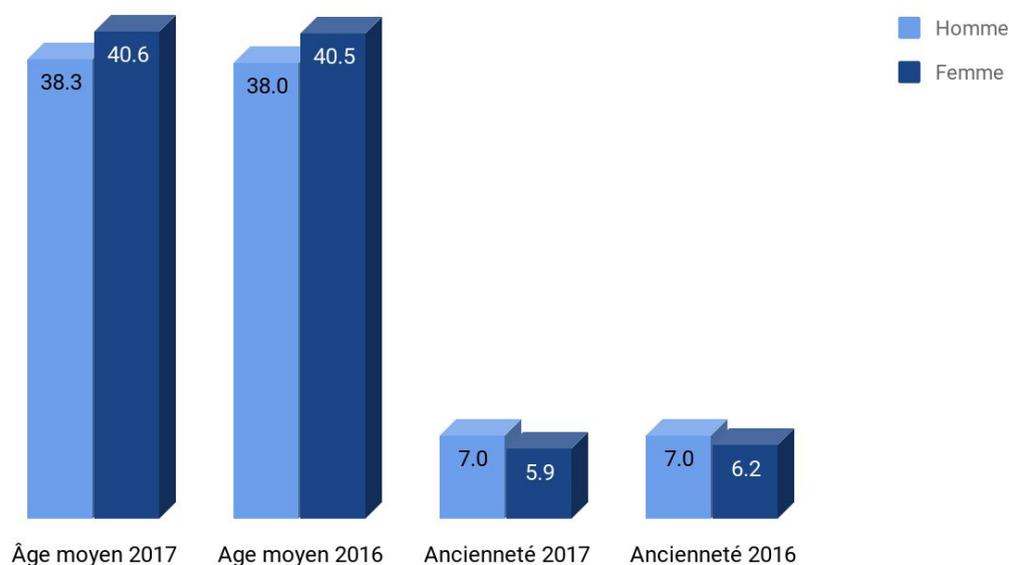
Le pourcentage de cadres dans l'entreprise se stabilise à 16 % environ de l'effectif total en 2017.

Le volume important des effectifs d'Ingénieurs et Cadres démontre l'importance croissante de l'innovation pour favoriser la diversification du portefeuille produits et technologies.

	2017	2016	2015
Dirigeant	1	1	1
Cadres	322	274	279
Collaborateurs	1 686	1 377	1 283
<b>Total Groupe</b>	<b>2 009</b>	<b>1 652</b>	<b>1 563</b>

Nous notons qu'en France, où sont situés le siège de DELFINGEN Industry et les services centraux et supports pour l'ensemble des filiales, la population des cadres augmente légèrement. Elle représente désormais un peu moins de la moitié de l'effectif.

### ÂGE ET ANCIENNETÉ PAR SEXE (EN ANNÉES)



La proportion des femmes dans DELFINGEN Industry a tendance à croître par rapport aux années précédentes et s'élève désormais à 42 %.

	2017	2016	2015
Hommes	58%	61%	62%
Femmes	42%	39%	38%

La population est relativement jeune avec un âge moyen de 39,2 ans. Il est globalement le même pour les femmes et les hommes.

On retrouve une proportion identique au niveau de l'ancienneté moyenne qui se situe à 6,6 ans environ.

## Organisation du travail

La durée du travail dans le Groupe s'établit de 35 heures à 48 heures selon les pays où DELFINGEN Industry est implantée.

Nous notons que toutes ces durées respectent les temps de travail en vigueur dans chaque pays. La pratique du temps partiel est essentiellement présente en France.

En effet, la Charte de la parentalité signée en France a conforté la volonté de DELFINGEN Industry de permettre une conciliation entre vie privée et vie professionnelle.

Dans ce contexte, 9 salariés travaillaient à leur demande au 31 décembre 2017 dans des rythmes variant de 57 % à 94 % du temps de travail de l'entreprise, ce qui permet à certains par exemple de ne pas travailler le mercredi.

Delfingen Industry a également signé en 2017 un accord de Télétravail.

Cet accord vise à prendre en compte la qualité de vie au travail en recherchant un meilleur équilibre vie professionnelle et vie personnelle (y compris familiale) tout en maintenant l'efficacité, la qualité du travail fourni et en prenant en compte des nécessités opérationnelles, organisationnelles, techniques ou financières.

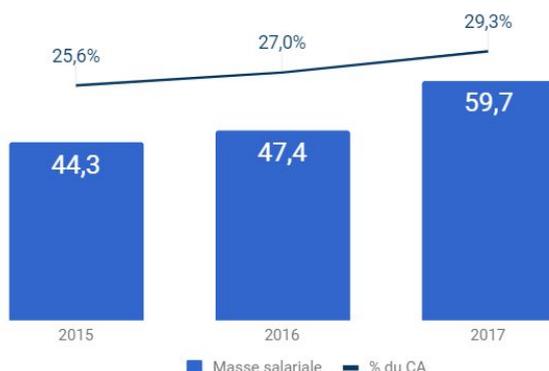
Durant cette première année, à titre expérimental, le télétravail à domicile ne pourra être exercé que pour un maximum d'un jour par semaine.

Les horaires de travail sont variables suivant les pays, mais le personnel de production est majoritairement organisé en équipes de 2x8, 3x8 ou 5x8 afin de répondre à la charge de chaque site et ainsi d'optimiser le fonctionnement des installations.

## Rémunération

La masse salariale est stable et maîtrisée, elle reflète la politique d'investissement de DELFINGEN Industry dans ses Centres de Services Partagés (Commercial, Marketing, R&D, Qualité, Direction des Opérations, mais aussi Finances, Ressources Humaines, Systèmes d'Information, Juridique) pour accroître la diversification de son portefeuille produits et technologies et pour accompagner l'expansion du Groupe.

Masse salariale et % du CA (y compris la part salaire inclut dans les Management Fees facturés par Delfingen Group)



Tous les salariés perçoivent au moins le salaire minimum légal ou conventionnel en vigueur dans chaque pays.

DELFINGEN Industry pratique une politique de rémunération transparente en matière d'augmentation annuelle, tenant compte essentiellement de l'évolution du coût de la vie et du contexte local du marché du travail.

Un système d'intéressement remarquable existe dans le Groupe, il permet de partager les bons résultats de l'entreprise et les bénéfices entre tous les salariés :

- L'enveloppe totale de l'intéressement correspond à 20 % du résultat net consolidé de DELFINGEN Industry hors distribution aux actionnaires minoritaires et hors résultat de cession ou d'acquisition d'actifs ;
- Cette enveloppe est distribuée selon le poids de la masse salariale de chaque filiale, par rapport à la masse salariale totale de DELFINGEN Industry ramenée en équivalent euros sur l'exercice de référence ;
- Elle est ensuite répartie entre les employés proportionnellement au salaire brut perçu par chacun d'eux au cours de l'exercice de référence.

Un accord de participation est également en place en France conformément à la loi française en la matière.

Le montant de l'intéressement et/ou de la participation, au niveau de DELFINGEN Industry, pour 2017, est de 2,1 M€. Les salariés français ont la possibilité de placer leur participation et intéressement sur un Plan Epargne Entreprise (PEE).

Lors du prochain versement en avril 2018, les salariés français auront également la possibilité d'affecter tout ou partie de leur participation et intéressement sur un PERCO (Plan Epargne Retraite Collectif) afin de faire face au financement de leur retraite.

Des avantages en termes de mutuelle et de retraite complémentaire existent dans la plupart des pays couvrant ainsi presque la totalité de l'effectif total de DELFINGEN Industry.

## Egalité de traitement

Certains pays comme les USA ont signé une charte contre les discriminations. DELFINGEN Industry a également signé la charte de l'ONU en 2011.

L'égalité hommes/femmes au sein de la société peut s'apprécier par la présence de femmes à la tête de plusieurs sites de production (France, Portugal, Tunisie, Roumanie, Allemagne, Etats-Unis et Honduras), ce qui est tout à fait remarquable dans une entreprise industrielle.

Près de 30 % des managers au sein de DELFINGEN Industry sont des femmes, ce qui, tout en ne correspondant pas à la parité, représente toutefois une part importante.

En 2017, DELFINGEN Industry emploie onze personnes en situation de handicap en France et a adapté en conséquence les postes de travail pour que les salariés exercent leur travail quotidien dans les meilleures conditions. En parallèle, DELFINGEN Industry a recours à des ESAT (\*) pour produire certaines pièces.

DELFINGEN Industry a également accueilli régulièrement, au sein de son site de production, une dizaine de jeunes atteints d'un handicap mental, dans le cadre de stages de découverte du monde de l'entreprise.

Les entretiens annuels d'évaluation sont réalisés au moins une fois par an, et ce afin d'assurer une objectivité dans l'appréciation du collaborateur, indépendamment de critères discriminatoires. Dans le cadre de la politique sociale, l'entreprise a étendu cette pratique à l'ensemble du Groupe.

(\*) ESAT : Etablissements et Services d'Aide par le Travail permettant à une personne handicapée d'exercer une activité dans un milieu protégé si elle n'a pas acquis assez d'autonomie pour travailler en milieu ordinaire.

## Synthèse de la performance sociale

	2017	2016	2015
Effectifs totaux	2 282	2 027	1 875
Effectifs salariés	2 009	1 652	1 563
Effectifs intérimaires	273	375	312
CDI	2 001	1 648	1 559
CDD	8	4	4
Intérimaires	273	375	312
Hommes	58%	61%	61,5%
Femmes	42%	39%	38,5%
Ancienneté (nbr. années)	6,6	6,7	6,8
Ancienneté - Hommes	7	7	7,1
Ancienneté - Femmes	5,9	6,2	6,2
Age moyen (nbr. années)	39,2	39	38,6
Age moyen - Hommes	38,3	38	37,8
Age moyen - Femmes	40,6	40,5	40,0
Chiffre d'affaires (M€)	204	175,8	173,4
Masse salariale du Groupe (M€) <sup>(1)</sup>	59,7	47,4	44,3
% masse salariale / CA	29,3%	27%	25,5%
Salaire moyen annuel chargé (K€)	26,2	23,4	23,6
CA / effectif (Milliers €)	89,4	86,7	92,5

(1) y compris intérim, charges salariales DELFINGEN Group refacturées par management fees, intéressement et participation.

A background image for the financial report cover, showing a light blue grid with several overlapping line graphs and bar charts in various shades of blue and white. The text is centered over this background.

**Rapport financier** | Exercice  
**annuel** | 2017

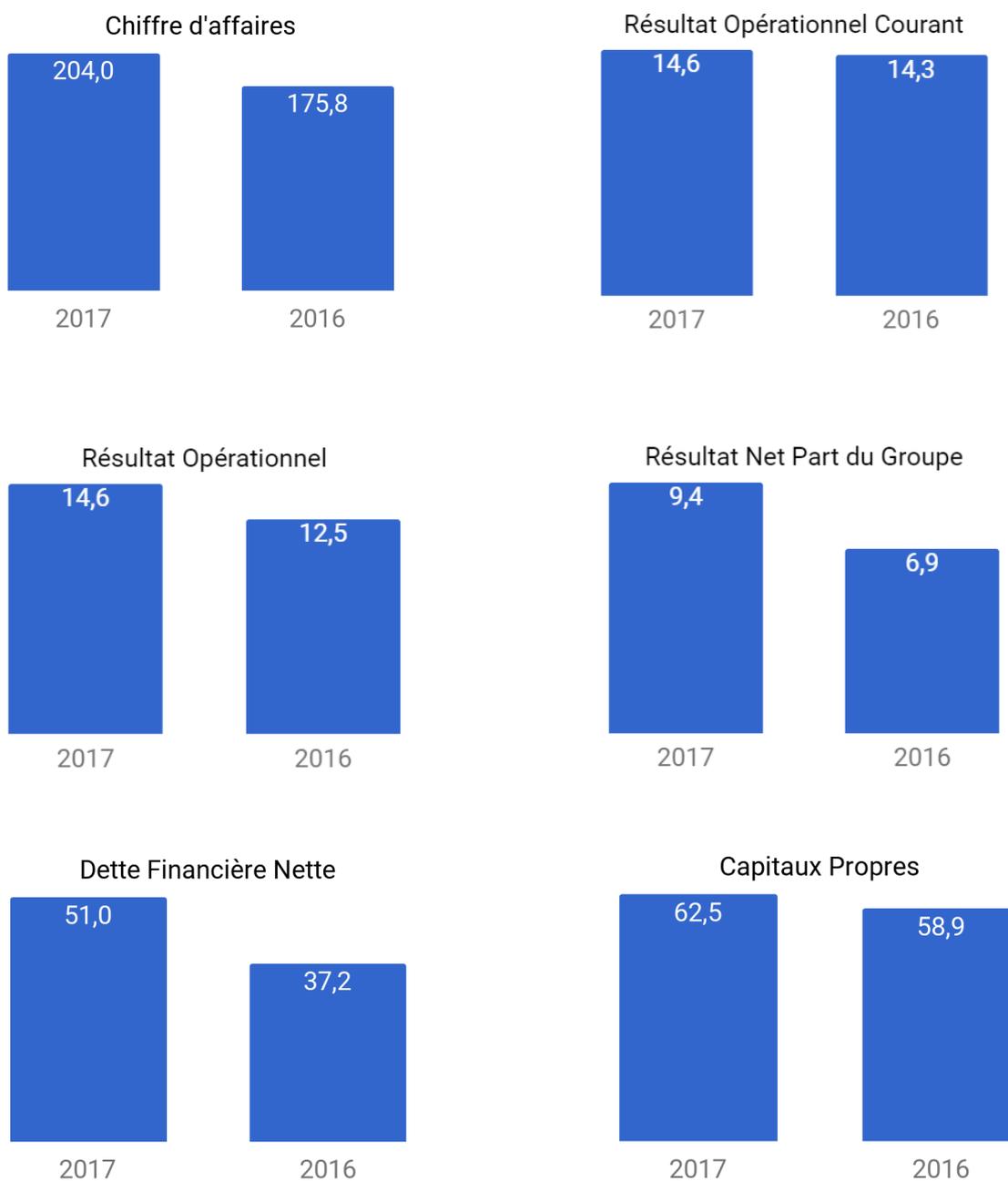
# SOMMAIRE

<b>RAPPORT DE GESTION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>	<b>3</b>
<b>ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS</b>	<b>11</b>
<b>ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>18</b>
<b>PROCEDURE DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES</b>	<b>56</b>
<b>RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES ANNUELS</b>	<b>60</b>
<b>COMPTES ANNUELS DELFINGEN INDUSTRY</b>	<b>64</b>
<b>ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2017</b>	<b>68</b>
<b>GLOSSAIRE</b>	<b>81</b>
<b>ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL</b>	<b>82</b>

Sauf indications contraires, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.  
Les termes suivis d'un \* sont définis dans le glossaire.

## RAPPORT DE GESTION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

### 1. Chiffres clés



## 2. Evènements marquants de l'exercice

### L'environnement de marché

- DELFINGEN Industry réalise environ 80 % de ses ventes sur le marché automobile.

Selon les données publiées par IHS (Global sales and production forecast – January 2018), la production automobile mondiale est estimée en 2017 à 95,1 millions d'unités contre 93,0 millions d'unités en 2016 soit une progression de 2,2 %.

La production automobile a battu des records en Europe (+3,2 %), a été encore en forte croissance en Inde (+7,2 %). La croissance chinoise a ralenti (+2,1 % contre +13 % en 2016) et enfin après un plus haut historique en 2016, la production automobile américaine a reculé de 4 % :

- Inde : après le lancement en 2016 de son Automotive Mission Plan 2026, le gouvernement a annoncé en 2017 de nouvelles mesures en faveur des véhicules électriques. Le marché reste très dynamique.
  - Chine : après une année 2016 de croissance nettement supérieure aux attentes, 2017 marque une pause du fait principalement de la fin d'incitations fiscales. Les constructeurs japonais (Nissan +19 %, Honda +20 %, Toyota +8 %) et certains constructeurs chinois (Geely +65 %, Guangzhou +39 %, SAIC +60 %) bénéficient de leur présence sur le segment porteur des SUV et du lancement de nouveaux modèles.
  - Europe : la production automobile a atteint un niveau record, 10 ans après son plus haut de 2007, notamment en France (+8 %), en Allemagne et en Espagne (+3 %).
  - Amérique du Nord : la production automobile aux Etats Unis après le record établi en 2016, est en recul de 4 %, du fait des niveaux de stocks élevés en début d'année, ce qui a nécessité des ajustements de production. Les ventes n'ont quant à elles baissé que de 1,5 %.
- DELFINGEN Industry réalise plus de 50 % de son activité en zone dollar.

Au cours de la période, l'euro s'est nettement apprécié par rapport au dollar. Le taux moyen est de 1,13 à comparer à 1,11 en 2016. Le taux de clôture au 31 décembre 2017 est de 1,199 contre 1,054 en décembre 2016. Du fait de l'importance des actifs détenus en zone dollar, l'appréciation de l'euro a un impact négatif significatif sur le résultat financier et les capitaux propres du groupe.

- Evolution des prix du pétrole

DELFINGEN Industry est, pour une part significative de ses activités, un transformateur de matières plastiques. Toutefois, moins de 20 % de ses achats de matières premières ont leurs prix directement corrélés à ceux du pétrole. Le cours du baril, est resté relativement stable au premier semestre (50-55\$) et a atteint son point le plus bas en juin (45\$) puis a entamé une hausse significative pour finir l'année à son niveau le plus élevé (65\$).

### Les faits marquants de DELFINGEN Industry en 2017

- Croissance de l'activité

Delfingen a réalisé un chiffre d'affaires de 204 M€ en hausse de 16 %. La croissance organique est de 5,5 % dont 4,6 % pour la division automobile, sur un marché en croissance de 2,2 %.

- Acquisition de Drossbach NA

La dynamique du chiffre d'affaires bénéficie de l'intégration du groupe Drossbach North America, acquis au 1er janvier 2017 (21,6 M€ de chiffre d'affaires). Cette acquisition renforce la position de Delfingen sur le Marché Nord-Américain et permet de diversifier le portefeuille de clients hors automobile.

- Impact négatif de la parité euro / dollar

Dans un marché de forte volatilité des monnaies, la profitabilité nette est pénalisée à hauteur de 2,5 M€ par l'exposition du groupe à la dépréciation du dollar compte tenu des actifs monétaires détenus dans cette devise.

- Impact positif de la réforme fiscale aux USA

Du fait de l'abaissement du taux d'imposition de 35 à 21%, Delfingen enregistre un profit exceptionnel d'impôts différés de 2,3 M\$

- Ventes d'actions d'autocontrôle

Dans le cadre de son programme de rachat d'actions, Delfingen Industry avait acquis une partie de ses propres actions détenues par le Fonds d'Avenir Automobile (FAA) en décembre 2015. Delfingen a revendu 84 292 titres au cours de la période. Cette opération se traduit par un impact positif sur la trésorerie et les capitaux propres de 2 858 K€.

En 2017, DELFINGEN Industry affiche :

- Un résultat opérationnel de 7,1 % du chiffre d'affaires en progression de +16 % ;
- Un résultat net de 9,4 M€ en progression de +36 %.

### 3. Chiffre d'affaires 2017

#### Commentaires sur l'activité

En M€	2017	2016	Croissance	Pcc <sup>1</sup>
Chiffre d'affaires	204,0	175,8	16,0 %	5,5 %

En M€	2017	2016 <sup>2</sup>	Croissance	Pcc <sup>1</sup>
Automobile	160,6	156,4	2,7 %	4,6 %
Marchés de spécialités	43,4	19,4	124,1 %	13,6 %

1 - périmètre et taux de change constants

2 - 0,4 M€ reclassés entre Automobile et Marchés de spécialités par rapport aux chiffres publiés dans le DDR de 2016

#### Automobile : croissance de 2,7 % sur un marché qui progresse de 2,2 %

Le chiffre d'affaires publié progresse de 2,7 % à fin décembre 2017 (+ 4,6 % à pcc) alors que la production automobile mondiale progresse de + 2,2 %.

Le chiffre d'affaires de l'activité "protection des réseaux embarqués" (62,9 % du total des ventes) progresse de 3 % (+ 5,2 % à pcc).

L'activité "tubes techniques pour les transferts de fluides" progresse quant à elle de + 14,2 % (+ 15,7 % à pcc).

L'activité "assemblage de pièces mécaniques" est en retrait de - 22 % (- 21,8 % à pcc).

L'effet des taux de change sur les ventes de l'exercice est défavorable de - 3 M€.

A taux de change constant, les ventes par région évoluent ainsi de :

+ 0,3 % en Europe-Afrique sur un marché en croissance de 4 % ;

+ 7,7 % en Amériques sur un marché en retrait de 4 % ;

+ 4,7 % en Asie dont + 8,7 % en Chine et + 26 % en Inde, sur un marché en croissance de + 2,6 %.

Hors activité "assemblage de pièces mécaniques", les ventes de la division automobile auraient progressé de 6,7 %, dont + 6 % en Europe-Afrique.

#### Marchés de spécialités

Les ventes des marchés de spécialités progressent de + 124,1 %. Cette très forte hausse résulte :

- de l'acquisition du groupe Drossbach North America au 1er janvier 2017 ;
- de la nette amélioration de l'activité "textiles techniques" hors automobile (+ 18,5 %) ;
- de la croissance de l'activité "isolation électrique et thermique" hors automobile (+ 8,9 % à pcc).

#### Répartition du chiffre d'affaires par trimestre

Millions d'euros	2017	2016	Variation 2017 vs 2016 en %	
			Taux courant	Taux constant
Premier trimestre	54,6	45,0	21,2%	6,8%
Deuxième trimestre	52,5	45,3	15,8%	14,7%
Troisième trimestre	48,5	42,4	14,3%	18,3%
Quatrième trimestre	48,4	43,0	12,6%	19,2%
<b>Total</b>	<b>204,0</b>	<b>175,8</b>	<b>16,0%</b>	<b>17,9%</b>

## Répartition du chiffre d'affaires par marchés et zones géographiques

Millions d'euros	2017	2016	Variation 2017 vs 2016 en %	
			Taux courant	Taux constant
Europe – Afrique	58,9	60,2	-2,1%	0,3%
Amérique du Sud	3,1	2,4	31,9%	23,7%
Amérique Nord et Centre	71,8	67,9	5,7%	7,7%
Asie	26,7	25,9	3,1%	4,7%
<b>Total Automobile</b>	<b>160,6</b>	<b>156,4</b>	<b>2,7%</b>	<b>4,6%</b>
<b>Total Marchés de spécialités</b>	<b>43,4</b>	<b>19,4</b>	<b>124,1%</b>	<b>125,0%</b>

## Poids du chiffre d'affaires par marché et activité

Par marché	2017	%	2016	%
Automobile	160,6	79%	156,4	89%
Spécialité	43,4	21%	19,4	11%
<b>Total</b>	<b>204,0</b>		<b>175,8</b>	

Par activité	2017	%	2016	%
PS - Systèmes des réseaux embarqués	128,3	63%	124,7	71%
FTT - Tubes techniques pour les transferts de fluides	19,2	9%	16,9	10%
ITF - Fixation pour garniture d'intérieur	4,6	2%	3,9	2%
MAS - Assemblage de pièces mécaniques	8,5	4%	10,9	6%
Sangles et ceintures techniques	12,1	6%	10,2	6%
Gaines d'isolation	9,8	5%	9,2	5%
Tubes de Protection - Drossbach	21,6	11%		
<b>Total</b>	<b>204,0</b>		<b>175,8</b>	

## 4. Résultats 2017

	2017	2016	2015
Chiffre d'affaires	203 961	175 764	172 241
Résultat opérationnel courant	14 625	14 282	11 823
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>14 573</b>	<b>12 520</b>	<b>11 768</b>
<i>Résultat opérationnel en % du chiffre d'affaires</i>	<i>7,1%</i>	<i>7,1%</i>	<i>6,8%</i>
Coût de l'endettement financier net	(2 064)	(2 116)	(1 811)
Autres produits et charges financiers	(2 942)	442	141
Charges d'impôts sur le résultat	(231)	(3 981)	(3 929)
<b>Résultat net avant résultat des activités arrêtées ou en cours de cession</b>	<b>9 334</b>	<b>6 865</b>	<b>6 168</b>
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	(6)
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>9 334</b>	<b>6 865</b>	<b>6 162</b>
Résultat net, part du Groupe	9 365	6 886	6 160

La marge brute est de 55,7 % des ventes contre 54,2 % en 2016 soit une amélioration de 1,5 pts sous l'effet de l'impact favorable du résultat du plan de réduction des coûts d'achats et du mix produits, ainsi que de l'intégration de Drossbach.

Le taux des charges externes est de 16,9 % des ventes à comparer à 16,6 % en 2016. Cette légère augmentation doit néanmoins être mise en perspective par rapport au taux de 17,1 % en 2015. Le groupe continue d'accroître ses dépenses en R&D (sous-traitance de tests laboratoire et nouvelles matières) et dans l'univers du numérique (renforcement des outils de gestion de réseau et de sécurité informatique).

La masse salariale représente 28% des ventes à comparer avec 25,6 % en 2016. L'augmentation de la masse salariale entre 2016 et 2017 s'explique par la hausse des effectifs moyens (+161 hors intégration Drossbach) et la pression à la hausse des salaires pour les emplois situés dans les pays « low cost ». Avec une structure de coûts différente par rapport à l'historique du groupe, l'intégration de Drossbach contribue à cette augmentation.

Le résultat opérationnel courant de la période est un profit de 14,6 M€ soit 7,2 % du chiffre d'affaires contre 8,1 % en 2016.

En 2016, DELFINGEN Industry a supporté des charges non récurrentes à hauteur de 1,8 M€ contre 0,1 M€ en 2017. Ces charges concernaient principalement :

- 0,4 M€ de dépréciation de Goodwill ;
- 0,2 M€ de charges de restructuration ;
- 1,1 M€ de frais de croissance externe.

Le résultat opérationnel de la période est un profit de 14,6 M€ soit 7,1 % du chiffre d'affaires contre 7,1 % en 2016. Le résultat opérationnel s'améliore de +16,4 %.

Le coût de l'endettement financier net reste stable à 2,1 M€. Le résultat sur différence de change est négatif de -2,6 M€ contre +0,6 M€ en 2016.

Le taux effectif d'impôt est de 2,4 % contre 36,7 % en 2016, principalement du fait de :

- l'impact sur les impôts différés du changement des taux en France (moyenne calculée à 28 % vs 33,3 %) et aux États-Unis (21 % vs 34 %), pour un total de 2,0 M€ ;
- l'écart entre les taux locaux et le taux français pour 1,2 M€.

Le résultat net part du Groupe est un profit de 9,4 M€ soit 4,6 % du chiffre d'affaires en progression de 37 % par rapport à 2016.

## 5. Flux de trésorerie et structure financière

L'EBITDA progresse de +7,1 % à 21 M€ soit 10,3 % des ventes contre 11,1 % en 2016 soit -0,8 pts. Après paiement des impôts (3 M€) et variation défavorable du besoin en fonds de roulement (6,8 M€), le flux de trésorerie généré par l'activité est de 8,1 M€ à comparer à 13,4 M€ en 2016 soit -40 %.

Le montant des décaissements sur investissements est de 20,5 M€ dont 8,9 M€ d'investissements opérationnels et 11,9 M€ de l'acquisition de Drossbach déduite de la trésorerie de la société acquise.

L'endettement financier net du Groupe ressort à 51 M€ au 31 décembre 2017, contre 37,2 M€ au 31 décembre 2016, et le gearing est affiché à 82 % contre 64 % en 2016, impacté par l'opération d'acquisition du groupe Drossbach.

Au cours de l'année 2017, les financements suivants ont été mis en place :

- Une tranche de 7,5 M€ amortissable sur 5 ans par échéance constante dans le cadre de la convention de crédit signée avec les banques françaises en vue de financer les investissements opérationnels ;
- Une tranche de 3,9 M€ dans le cadre de la quatrième convention de crédit signée en décembre 2016 ;
- Une tranche de 5,5 M\$ dans le cadre de la quatrième convention de crédit signée en décembre 2016 ;
- Un nouveau prêt en mars 2017 auprès de la Huntington National Bank (USA) de 2 M\$ ;
- Un nouveau prêt en décembre 2017 auprès de la Huntington National Bank (USA) de 1 M\$.

Le montant des capitaux propres augmente de 3,7 M€, il s'établit à 62,5 M€ contre 58,9 M€ au 31 décembre 2016 du fait notamment :

- Du bénéfice de l'exercice de +9,4 M€ ;
- De l'impact défavorable des écarts de conversion sur les capitaux propres de -7,2 M€ ;
- D'une distribution de dividendes de -1,4 M€ ;
- De l'impact de la cession des actions propres pour +2,9 M€.

## 6. Investissements

En millions d'euros	2017	2016	2015
Investissements	9,3	11,7	9,4
En % du chiffre d'affaires	4,6%	6,6%	5,4%

Après un effort d'investissements en 2016 sur des capacités de production en Asie et le développement des nouvelles technologies dans le domaine des tubes techniques pour le transfert des fluides, les investissements de 2017 sont concentrés sur :

- des investissements de capacité de production et de renouvellement des équipements sur l'Europe ;
- le Mexique, pour le démarrage des nouveaux projets transfert de fluides.

Concernant 2018 la situation est la suivante :

- immobilisations déjà réalisées : 0,4 M€ ;
- immobilisations programmées et engagées : 5,3 M€.

### Opérations de croissance externe:

DELFINGEN Industry s'est porté acquéreur du groupe Drossbach North America, composé des sociétés Drossbach Inc (USA) et Drossbach NA (Canada).

Le groupe Drossbach North America est spécialisé dans la fabrication et la distribution de solutions de protection de câblage à destination des marchés du transport, de l'industrie, de l'environnement et de la robotique. Fondée en 1980, Drossbach Nord America emploie 80 personnes, réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 21,6 M€ et est présente au Canada (Ontario) et aux Etats Unis (Ohio). Drossbach North America est reconnue pour la qualité de ses produits et services et pour la personnalisation de son offre.

Cette acquisition permet à Delfingen :

- de renforcer ses positions sur le continent américain ;
- d'adresser de nouveaux clients et marchés hors automobile ;
- d'intégrer de nouveaux savoir-faire notamment en matière de câblage pour la robotique.

L'acquisition porte sur 100% des titres et est effective au 1er janvier 2017. Le vendeur-dirigeant continue de piloter l'activité.

Le coût du regroupement est de 15,3 M€ et la trésorerie acquise de 2,0 M€.

### ● Affectation du prix

Conformément à la norme IFRS 3, les actifs, passifs et passifs éventuels ont été reconnus à leur juste valeur suivant la méthode du prix de marché (biens immobiliers, machines, stocks), la méthode des "surprofits" (portefeuille clients) ou la méthode des redevances (marque et nom commercial).

L'analyse et l'évaluation des actifs et passifs identifiables à amener à affecter le prix d'acquisition comme suit en M€:

- a) Capitaux propres de la cible : 3,9
  
- b) Complément pour la juste valeur :
  - Actifs immobiliers et mobiliers : 1,8
  - Portefeuille clients : 5,1
  - Actifs circulants : 0,5
  - Passifs sociaux : (0,5)
  - Passifs d'impôts différés : (2,2)

c) Goodwill : 6,8

### ● Effets du regroupement sur les résultats futurs

L'affectation du coût du regroupement (cf. ci-dessus) aura un impact sur les résultats futurs de Delfingen :

- Les actifs immobiliers et mobiliers sont amortis sur des périodes allant de 5 à 20 ans ;
- le portefeuille client est amorti sur 20 ans ;
- le goodwill fera l'objet d'un test de dépréciation tous les ans ou dès lors qu'apparaîtra un indice de perte de valeur.

### ● Justification de l'écart d'acquisition résiduel

Le goodwill représente principalement des parts de marchés, la capacité de développement et des synergies commerciales attendues qui ne peuvent être comptabilisées directement au bilan.

### ● Résultats de la société acquise

Depuis la date d'acquisition (1er janvier 2017), le chiffre d'affaires est de 21,6 M€ et le résultat opérationnel courant de 1,5 M€.

### ● Proforma

Les variations de périmètres sont comprises dans les seuils préconisés par les autorités de contrôle. Nous n'avons pas procédé à l'établissement de comptes proforma

## 7. Evènements postérieurs à la clôture

Néant

## 8. Perspectives 2018

La croissance de la production automobile mondiale est attendue à +2 % (source IHS), dont +1,6 % en Europe, +1,7 % en Amérique du Nord et stable en Chine.

Dans ce contexte Delfingen Industry anticipe une croissance de ses ventes supérieure à 5% (hors effet de change) et une marge opérationnelle de 7,5 %.

Ces objectifs confirment l'ambition annoncée lors de l'Investor Day de juin 2017.

## **ETATS FINANCIERS CONSOLIDES**

I – 1 ÉTAT DE SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

I – 2 ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

I – 3 ÉTAT DE VARIATION DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

I – 4 ÉTAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017

**Sauf indications contraires, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.  
Les termes suivis d'un \* sont définis dans le glossaire.**

## I - 1 État de situation financière consolidée

Actif	2017	2016	2015	Notes correspondantes
<b>Actifs non courants</b>				
Ecart d'acquisition	36 348	33 642	32 158	21
Immobilisations incorporelles	5 959	1 643	1 543	21
Immobilisations corporelles	39 216	35 319	29 954	22
Actifs disponibles à la vente	-	-	-	
Autres actifs financiers non courants	2 270	2 549	2 341	32
Actifs d'impôts différés	1 739	1 632	1 742	
<b>Total actifs non courants</b>	<b>85 532</b>	<b>74 786</b>	<b>67 738</b>	
<b>Actifs courants</b>				
Stocks	21 034	19 694	18 763	15-1
Clients et comptes rattachés	33 707	30 905	27 754	15-2
Autres créances nettes	9 091	4 506	4 319	15-2
Impôts courants	2 620	1 830	1 343	
Trésorerie et équivalent de trésorerie	8 532	24 059	22 172	33
Actifs détenus en vue d'être cédés	-	-	-	
<b>Total actifs courants</b>	<b>74 984</b>	<b>80 994</b>	<b>74 351</b>	
<b>Total actif</b>	<b>160 516</b>	<b>155 780</b>	<b>142 089</b>	
<b>Taux de change €/USD</b>	<b>1,199300</b>	<b>1,054100</b>	<b>1,08870</b>	

<b>Passif</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>Notes explicatives</b>
<b>Capitaux propres groupe</b>				
Capital société mère	3 764	3 764	3 764	28
Réserves liées au capital	12 663	12 663	12 641	28
Titres auto-détenus	-745	-3 076	-2 199	27
Réserves consolidées	39 525	33 357	28 557	
Ecart de conversion	-2 373	4 870	3 833	
Résultat consolidé du Groupe	9 365	6 886	6 160	
<b>Total capitaux propres du groupe</b>	<b>62 198</b>	<b>58 463</b>	<b>52 756</b>	
<b>Intérêts minoritaires</b>				
Intérêts minoritaires sur réserves	371	414	423	
Intérêts minoritaires sur résultat	-31	-20	1	
<b>Total intérêts minoritaires</b>	<b>339</b>	<b>393</b>	<b>424</b>	
<b>Total fonds propres</b>	<b>62 538</b>	<b>58 856</b>	<b>53 180</b>	
<b>Passifs non courants</b>				
Dettes financières à long et moyen terme	39 701	44 829	43 738	34
Autres passifs financiers	-	39	99	32-2
Avantage du personnel	1 428	1 408	1 202	17
Provisions non courantes	870	1 080	1 050	25
Passif d'impôts différés	5 313	5 670	5 101	40
<b>Total passifs non courants</b>	<b>47 312</b>	<b>53 024</b>	<b>51 189</b>	
<b>Passifs courants</b>				
Dettes financières à moins d'1 an (1)	19 863	16 441	12 562	34
Dettes fournisseurs	17 096	15 673	15 882	
Autres passifs courants	12 850	11 079	8 709	15-4
Provisions courantes	-	-	-	
Impôts courants	857	706	566	
Passifs détenus en vue d'être cédés				
<b>Total passifs courants</b>	<b>50 666</b>	<b>43 900</b>	<b>37 720</b>	
<b>Total passif</b>	<b>160 516</b>	<b>155 780</b>	<b>142 089</b>	
(1) Dont concours bancaires courants	6 473	7 770	4 213	
Dont intérêts courus	84	84	97	
<b>Taux de change €/USD</b>	<b>1,199300</b>	<b>1,054100</b>	<b>1,088700</b>	

## I – 2 État du résultat global consolidé

	2017	2016	2015	Notes explicatives
Chiffre d'affaires net	203 961	175 764	172 241	10
Autres produits de l'activité	305	263	76	
<b>Total produits d'exploitation</b>	<b>204 266</b>	<b>176 027</b>	<b>172 316</b>	
Achats consommés	(94 971)	(86 405)	(88 138)	11
Production stockée, immobilisée	4 638	5 914	5 939	
Autres achats et charges externes	(34 527)	(29 187)	(29 636)	12
Impôts et taxes	(1 290)	(1 241)	(1 459)	
Charges de personnel	(57 122)	(45 036)	(41 755)	18
Dotations nettes aux amortissements	(6 057)	(5 132)	(5 245)	23
Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur	(183)	(152)	88	15-3 ; 23 ; 25-2
Autres Produits d'exploitation	647	251	387	13
Autres Charges d'exploitation	(778)	(757)	(666)	13
<b>Total charges d'exploitation</b>	<b>(189 641)</b>	<b>(161 745)</b>	<b>(160 484)</b>	
<b>Résultat opérationnel courant</b>	<b>14 624</b>	<b>14 282</b>	<b>11 832</b>	
Autres Produits opérationnels	67	19	6	14
Autres Charges opérationnelles	(120)	(1 781)	(70)	14
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>14 572</b>	<b>12 520</b>	<b>11 768</b>	
Produits de trésorerie et équivalents	3	10	17	
Coût de l'endettement financier brut	(2 067)	(2 125)	(1 828)	36-2
<b>Coût de l'endettement financier net</b>	<b>(2 064)</b>	<b>(2 116)</b>	<b>(1 811)</b>	
Autres Produits financiers	3 066	2 220	3 529	36-1
Autres Charges financières	(6 008)	(1 778)	(3 388)	36-1
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>9 565</b>	<b>10 847</b>	<b>10 097</b>	
Charge d'impôts sur le résultat	(231)	(3 981)	(3 929)	38
<b>Résultat net des activités poursuivies</b>	<b>9 334</b>	<b>6 865</b>	<b>6 168</b>	
Résultat net des activités arrêtées ou en cours de cession	-	-	(6)	7
<b>Résultat net consolidé</b>	<b>9 334</b>	<b>6 865</b>	<b>6 162</b>	
Part revenant aux minoritaires	(31)	(20)	1	
<b>Résultat net, part du Groupe</b>	<b>9 365</b>	<b>6 886</b>	<b>6 160</b>	
Résultat par action (en €)	3,89	2,97	2,65	31
Résultat dilué par action (en €)	3,89	2,97	2,65	31
Résultat par action des activités poursuivies (en €)	3,89	2,97	2,65	31
<b>Taux moyen de l'exercice €/USD</b>	<b>1,127341</b>	<b>1,109237</b>	<b>1,326369</b>	

**Etat du résultat net et des gains et pertes  
comptabilisés directement en capitaux propres (en milliers  
d'euros)**

	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
<b>Résultat net</b>	<b>9 334</b>	<b>6 865</b>	<b>6 162</b>
<b>Autres éléments du résultat global recyclables en résultat</b>	<b>(7 149)</b>	<b>1 028</b>	<b>3 953</b>
Ecarts de conversion	(7 149)	1 028	3 953
Réévaluation des instruments financiers de couverture	-	-	-
Réévaluation des actifs financiers disponibles à la vente	-	-	-
Réévaluation des immobilisations	-	-	-
<b>Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat</b>	<b>119</b>	<b>(30)</b>	<b>(101)</b>
Ecarts actuariels nets sur les régimes à prestations définies	119	(30)	(101)
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres des entreprises mises en équivalence	-	-	-
<b>Total des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>(7 030)</b>	<b>998</b>	<b>3 852</b>
<b>Résultat net et gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres</b>	<b>2 304</b>	<b>7 864</b>	<b>10 014</b>
Dont part du Groupe	2 321	7 915	9 985
Dont part des minoritaires	(17)	(31)	28

## I - 3 État de variation des flux de trésorerie consolidés

	2017	2016	2015	Notes explicatives
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>9 334</b>	<b>6 865</b>	<b>6 162</b>	
<b>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</b>				
Amortissements et provisions: dotations	6 495	6 263	5 745	
Amortissements et provisions: reprises	(327)	(651)	(1 029)	
Plus-values de cessions	56	182	264	
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>15 558</b>	<b>12 659</b>	<b>11 142</b>	
Coût de l'endettement financier net	2 064	2 116	1 811	
Charge d'impôt exigible	2 367	3 402	3 691	38
Variation des impôts différés	(2 135)	580	235	39
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>17 853</b>	<b>18 756</b>	<b>16 879</b>	41
Impôts versés	(2 988)	(3 751)	(3 686)	
Variation du besoin en fonds de roulement	(6 716)	(1 654)	(1 480)	15-5
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>8 149</b>	<b>13 351</b>	<b>11 713</b>	
<b>Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>				
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(8 275)	(9 963)	(8 674)	22
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(639)	(582)	(559)	21-2
Cession d'immobilisations corporelles et incorporelles	171	-	-	
Variation d'immobilisations financières	199	(158)	(781)	
Mouvement de périmètre	(13 364)	(2 054)	(2 652)	6
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(21 908)</b>	<b>(12 758)</b>	<b>(12 666)</b>	
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>				
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 400)	(1 230)	(918)	29
Dividendes versés aux minoritaires des sociétés intégrées				
Augmentation de capital numéraire				
Souscription d'emprunts	19 469	11 219	22 558	
Remboursement d'emprunts	(19 295)	(9 986)	(10 131)	
Intérêts financiers versés	(2 064)	(2 116)	(1 811)	
Instruments financiers dérivés	(38)	(61)	(153)	
Titres d'autocontrôle	3 063	-	(1 750)	
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>(266)</b>	<b>(2 174)</b>	<b>7 795</b>	
<b>Variation théorique de trésorerie</b>	<b>(14 025)</b>	<b>(1 581)</b>	<b>6 843</b>	
<b>Trésorerie réelle d'ouverture</b>	<b>16 289</b>	<b>17 959</b>	<b>10 594</b>	
Incidence des variations de change	(206)	(89)	523	
<b>Trésorerie réelle de clôture</b>	<b>2 059</b>	<b>16 289</b>	<b>17 959</b>	33-2
<b>Variation réelle de trésorerie</b>	<b>(14 025)</b>	<b>(1 581)</b>	<b>6 843</b>	

## I – 4 État de variation des capitaux propres consolidés

	Capital	Réserves liées au capital	Titres auto- détenus	Réserves et résultats consolidés	Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux (écarts de conversion)	Capitaux propres Part du Groupe	Capitaux propres Part des minoritaires	Total capitaux Propres
<b>Au 31/12/2015</b>	<b>3 764</b>	<b>12 641</b>	<b>(2 199)</b>	<b>34 717</b>	<b>3 832</b>	<b>52 756</b>	<b>424</b>	<b>53 180</b>
Augmentation/ Réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	6 886	-	6 886	(21)	6 865
Dividendes versés	-	-	-	(1 230)	-	(1 230)	-	(1 230)
Variation écarts de conversion	-	-	-	-	1 037	1 037	(11)	1 026
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-
Ecarts actuariels nets sur les régimes à prestations définies	-	-	-	(30)	-	(30)	-	(30)
Titres auto-détenus	-	-	(877)	-	-	(877)	-	(877)
Autres Mouvements	-	-	-	(77)	-	(77)	-	(77)
<b>Au 31/12/2016</b>	<b>3 764</b>	<b>12 641</b>	<b>(3 076)</b>	<b>40 266</b>	<b>4 869</b>	<b>58 463</b>	<b>392</b>	<b>58 857</b>
Augmentation/ Réduction de capital	-	-	-	-	-	-	-	-
Résultat de l'exercice	-	-	-	9 365	-	9 365	(31)	9 334
Dividendes versés	-	-	-	(1 400)	-	(1 400)	-	(1 400)
Variation écarts de conversion	-	-	-	-	(7 271)	(7 271)	(17)	(7 288)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	(6)	(6)
Ecarts actuariels nets sur les régimes à prestations définies	-	-	-	119	-	119	-	119
Titres auto-détenus	-	-	2 331	527	-	2 858	-	2 858
Autres Mouvements	-	22	-	13	29	64	-	64
<b>Au 31/12/2017</b>	<b>3 764</b>	<b>12 663</b>	<b>(745)</b>	<b>48 890</b>	<b>(2 373)</b>	<b>62 198</b>	<b>338</b>	<b>62 538</b>

# ANNEXES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2017

<b>A - REFERENTIEL ET METHODES D'EVALUATION</b>	<b>20</b>
NOTE N° 1 REFERENTIEL APPLIQUE ET NOUVELLES NORMES, AMENDEMENTS ET INTERPRÉTATIONS	20
1 - 1 Référentiel appliqué	20
1 - 2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire ou non aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2017	20
NOTE N° 2 RECOURS A DES ESTIMATIONS	21
<b>B - INFORMATIONS RELATIVES AU PERIMETRE DE CONSOLIDATION</b>	<b>21</b>
NOTE N° 3 PRINCIPES DE CONSOLIDATION	21
3 - 1 Méthodes de consolidation	21
3 - 2 Méthodes de conversion	22
NOTE N° 4 DATES DE CLOTURE	22
NOTE N° 5 PERIMETRE DE CONSOLIDATION	23
NOTE N° 6 ACQUISITION ET CESSION D'ACTIVITÉ	24
NOTE N° 7 ACTIVITES ABANDONNÉES ET ACTIFS DESTINES A ETRE CEDES	25
NOTE N° 8 INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTITES AD HOC	25
<b>C - INFORMATION SECTORIELLE</b>	<b>26</b>
NOTE N° 9 INFORMATION SECTORIELLE	26
9 - 1 Eléments du compte de résultat par secteurs	26
9 - 2 Eléments de l'état de situation financière par secteurs	27
<b>D - DONNEES OPERATIONNELLES</b>	<b>27</b>
NOTE N° 10 CHIFFRE D'AFFAIRES	27
NOTE N° 11 ACHATS CONSOMMES	28
NOTE N° 12 AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	28
NOTE N° 13 AUTRES PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION	28
NOTE N° 14 AUTRES PRODUITS ET CHARGES OPÉRATIONNELS	29
NOTE N° 15 BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	29
15 - 1 Stocks et en-cours	29
15 - 2 Créances clients et autres débiteurs	30
15 - 3 Dotations et reprises de provisions sur actifs circulants	31
15 - 4 Autres passifs courants	31
15 - 5 Variation du besoin en fonds de roulement	31
<b>E - CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL</b>	<b>32</b>
NOTE N° 16 REPARTITION DU PERSONNEL	32
NOTE N° 17 AVANTAGES AU PERSONNEL	32
NOTE N° 18 CHARGES DE PERSONNEL	33
NOTE N° 19 PLAN D'OPTIONS D'ACHATS D' ACTIONS	34
NOTE N° 20 REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION	34
<b>F - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>34</b>
NOTE N° 21 GOODWILLS ET AUTRES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34
21 - 1 Goodwills	34
21 - 2 Immobilisations incorporelles	34
21 - 3 Variation des goodwills et autres immobilisations incorporelles	35
21 - 4 Perte de valeur des goodwills	35
NOTE N° 22 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	38
NOTE N° 23 DOTATIONS ET REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS SUR ACTIFS INCORPORELS ET CORPORELS	40
<b>G - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AUX ACTIVITES OPERATIONNELLES</b>	<b>40</b>
NOTE N° 24 CONTRATS DE LOCATION	40
Répartition des paiements minimaux futurs non - résiliables au titre des contrats de location simple	40
Répartition des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location – financement	40
<b>H - AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS</b>	<b>41</b>
NOTE N° 25 PROVISIONS	41
25 - 1 Variation des provisions pour autres passifs	41
25 - 2 Dotations et reprises sur provisions pour risques et charges	42
NOTE N° 26 PASSIFS EVENTUELS	42
<b>I - CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION</b>	<b>42</b>

NOTE N° 27 TITRES D'AUTOCONTROLE	42
NOTE N° 28 CAPITAL SOCIAL ET PRIMES	42
NOTE N° 29 DIVIDENDES VERSES	43
NOTE N° 30 INTERETS MINORITAIRES	43
NOTE N° 31 RÉSULTAT NET PAR ACTION	43
<b>J - FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>44</b>
NOTE N° 32 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS	44
32 - 1 Actifs financiers non courants	44
32 - 2 Passifs financiers	44
32 - 3 Ventilation des actifs et passifs par catégorie d'instruments financiers	44
NOTE N° 33 TRESORERIE ET EQUIVALENT DE TRESORERIE	45
33 - 1 Décomposition du poste Trésorerie et équivalents de trésorerie	45
33 - 2 Trésorerie présentée dans l'état de variation des flux de trésorerie	45
NOTE N° 34 ENDETTEMENT FINANCIER	45
34 - 1 Dettes financières courantes et non courantes	45
34 - 2 Endettement financier net	45
34 - 3 Ratio de Gearing	45
34 - 4 Ventilation par nature	46
34 - 5 Ventilation par échéance	46
34 - 6 Ventilation par devise	47
34 - 7 Ventilation par nature de taux	47
NOTE N° 35 GESTION DES RISQUES FINANCIERS	48
35 - 1 Liquidités	48
35 - 2 Gestion des risques de change	49
35 - 3 Gestion des risques de taux financiers	49
35 - 4 Contreparties	49
NOTE N° 36 PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS	50
36 - 1 Autres produits et charges financiers	50
36 - 2 Coût de l'endettement financier brut	50
NOTE N° 37 ENGAGEMENTS HORS BILAN LIES AU FINANCEMENT DU GROUPE	50
37 - 1 Avals, engagements et cautions donnés	50
37 - 2 Avals, engagements et cautions reçus	50
<b>K - IMPOTS COURANTS ET DIFFERES</b>	<b>51</b>
NOTE N° 38 CHARGE D'IMPÔT	51
38 - 1 Ventilation de la charge d'impôt	51
38 - 2 Analyse de la charge d'impôt	52
NOTE N° 39 IMPOTS DIFFERES	52
NOTE N° 40 PERIMETRE DE L'INTEGRATION FISCALE	53
<b>L - AUTRES INFORMATIONS RELATIVES A L'ETAT DE VARIATION DES FLUX DE TRESORERIE</b>	<b>53</b>
NOTE N° 41 CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT AVANT IMPÔTS ET COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET (CAFICE)	53
NOTE N° 42 CASH FLOW LIBRE	53
<b>M - INFORMATIONS DIVERSES</b>	<b>54</b>
NOTE N° 43 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	54
<b>N - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES</b>	<b>54</b>
<b>O - EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLÔTURE</b>	<b>55</b>

## A - REFERENTIEL ET METHODES D'EVALUATION

### Note n° 1 Référentiel appliqué et nouvelles normes, amendements et interprétations

#### 1 – 1 Référentiel appliqué

Les états financiers sont présentés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2017 et consultable sur le site internet de la Commission Européenne.

Les états financiers sont présentés en euro et arrondis au millier le plus proche. Ils ont été établis selon les principes généraux des normes IFRS :

- Image fidèle ;
- Continuité d'exploitation ;
- Comptabilité d'engagement ;
- Permanence de la présentation ;
- Importance relative et regroupement.

Le Groupe a décidé de ne pas appliquer de manière anticipée, lorsque les textes en offrent la possibilité, les normes, mises à jour et interprétations publiées mais dont l'application n'est pas obligatoire pour l'exercice ouvert au 1<sup>er</sup> janvier 2017, sauf pour l'IFRS 15. Le Groupe ne pense pas qu'il en résultera des changements significatifs.

Les principes comptables utilisés pour l'élaboration des états financiers du Groupe sont décrits dans les notes suivantes. Sauf mention particulière, ils ont été appliqués de manière homogène sur tous les exercices présentés.

#### 1 – 2 Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire ou non aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017

##### Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017

Les amendements aux normes suivantes, n'ont pas d'incidence sur les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2017 :

- IAS 16 et IAS 38 « Éclaircissements sur les modes d'amortissement acceptables » ;
- IAS 19 « Régimes à prestations définies, cotisations des membres du personnel » ;
- IFRS 11 « Comptabilisation des acquisitions d'intérêts dans des activités communes » ;
- IAS 1 « Amélioration des informations à fournir en annexe » ;
- IAS 27 « Utilisation de la méthode de la mise en équivalence dans les états financiers individuels » ;
- IAS 12 « Comptabilisation d'actifs d'impôt différé au titre de pertes latentes »

L'amendement à la norme IAS 7 "Initiative concernant les informations à fournir" est appliqué et présenté dans la note 32-4.

##### Normes, amendements et interprétations adoptés par l'Union Européenne dont l'application n'est pas obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2017

DELFINGEN Industry n'a pas appliqué par anticipation les principes comptables suivants, adoptés par l'Union Européenne, mais dont l'application n'est pas obligatoire.

- IFRS 9 « Instruments financiers » :
  - Cette norme remplacera les normes IAS 32 (Instruments financiers : Présentation - Compensation d'actifs financiers et de passifs financiers) et IAS 39 (Instruments financiers : comptabilisation et évaluation) ;
  - L'entrée en vigueur est prévue pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018 ;
  - L'analyse des impacts est en cours d'évaluation.
- IFRS 16 « Contrats de location »
  - Cette norme conduira les entreprises louant des actifs significatifs dans le cadre de leur activité, à reconnaître un actif et une dette financière correspondant à l'engagement de location ;
  - L'entrée en vigueur est prévue pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019 ;
  - L'analyse des impacts est en cours d'évaluation.

Concernant la nouvelle norme IFRS 15 "Produits des activités ordinaires tirés des contrats conclus avec des clients" qui entre en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018, DELFINGEN Industry a décidé de l'appliquer par anticipation à compter de cet exercice.

L'analyse des contrats avec nos clients, principalement liés à l'activité FFT - Tubes techniques pour les transferts de fluides, a conduit DELFINGEN Industry à retraiter :

- les ventes d'outillages vendues à ces clients, de Chiffres d'affaires en Produits constatés d'avance pour un total de 2,0 M€ ;
- les coûts d'achat et de fabrication des outillages associés à ces ventes, de Consommation Matière en Charges constatées d'avance pour un total de 2,0 M€.

Ces montants seront reconnus en Chiffres d'affaires et Consommation matière pendant la durée de vie des projets.

Également dans le cadre de la norme IFRS 15, les coûts relatifs à ces contrats peuvent être comptabilisés à l'actif dès lors qu'ils respectent les conditions suivantes :

- ces coûts sont directement liés au contrat ;
- ces coûts génèrent ou améliorent les ressources de l'entité, qui seront utilisées pour satisfaire les obligations de performance dans le futur ;
- il est prévu de recouvrer ces coûts.

Le montant comptabilisé à l'actif est de 0,4 M€ sur l'exercice.

## **Note n° 2 Recours à des estimations**

L'élaboration des états financiers en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et des estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs, des produits et des charges à la clôture de l'exercice. Ces estimations et hypothèses reflètent le jugement raisonnable et prudent de la Direction qui les révisé de manière continue, en se basant sur son expérience passée et sur l'ensemble des informations disponibles. Toutefois les résultats réels pourraient s'avérer sensiblement différents de ces estimations.

Les estimations réalisées et hypothèses significatives retenues pour l'établissement des états financiers pour la période close au 31 décembre 2017 concernent notamment les postes suivants :

- Les actifs d'impôts différés ;
- Les provisions ;
- Les pertes de valeurs sur goodwill.

### **Sensibilités identifiées**

Les sensibilités recensées et suivies par le management portent principalement sur les données et hypothèses liées à la mise en œuvre des tests de valeur. Ces hypothèses sont consolidées au travers d'une démarche de collecte d'informations prévisionnelles auprès de grands acteurs du secteur automobile (hypothèses de marché) et d'actuaire (taux d'actualisation)

## **B - INFORMATIONS RELATIVES AU PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION**

### **Note n° 3 Principes de consolidation**

#### **3 - 1 Méthodes de consolidation**

La méthode de l'intégration globale est appliquée aux états financiers des sociétés dans lesquelles DELFINGEN Industry exerce directement ou indirectement le contrôle.

Le contrôle d'une société existe lorsque le Groupe :

- Détient le pouvoir sur la société ;
- Est exposé ou a droit à des rendements variables en raison de ses liens avec la société ;
- A la capacité d'exercer son pouvoir sur les activités jugées pertinentes de la société de manière à influencer sur le montant des rendements qu'il obtient.

Il n'y a pas de société faisant l'objet d'un accord de partenariat ni de société dans laquelle DELFINGEN Industry exerce une influence notable.

Toutes les transactions significatives entre les sociétés consolidées sont éliminées, de même que les résultats internes au Groupe (plus-values, profits sur stocks, dividendes).

### 3 - 2 Méthodes de conversion

#### 3 - 2-1 Transactions en monnaies étrangères

Les transactions en monnaies étrangères sont enregistrées dans la monnaie de fonctionnement au cours du jour de la transaction ou en pratique, au cours moyen de la période tant que celui-ci n'est pas remis en cause par des évolutions significatives de cours. A la date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis dans la monnaie de fonctionnement au taux en vigueur à la date de clôture. Les écarts de change résultant de la conversion sont comptabilisés en résultat, à l'exception de ceux relatifs à des prêts et emprunts, qui, en substance, font partie intégrante de l'investissement net dans une filiale étrangère.

Ceux-ci sont comptabilisés en autres éléments du résultat global, dans les réserves de conversion incluses dans les capitaux propres consolidés, pour leur montant net d'impôt jusqu'à la date de sortie de l'investissement net où ils seront enregistrés en résultat.

#### 3 - 2-2 Conversion des états financiers des filiales consolidées

Les comptes consolidés du Groupe sont présentés en milliers d'euros.

Les comptes des sociétés étrangères sont convertis en euros au taux de change du 31 décembre 2017 pour les postes du bilan et au taux de change moyen de l'exercice pour le compte de résultat. Les écarts de conversion constatés sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global recyclables en résultat.

Les taux des principales monnaies utilisés pour la consolidation des comptes sont les suivants :

	Taux d'ouverture			Taux moyen			Taux de clôture		
	2017	2016	2015	2017	2016	2015	2017	2016	2015
<b>Euro</b>	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000	1,00000
<b>Dinar tunisien</b>	2,45695	2,21393	2,26106	2,70493	2,36999	2,17628	2,94616	2,45695	2,21393
<b>Dirham marocain</b>	10,66030	10,78295	10,98648	10,94659	10,84776	10,81835	11,21579	10,66030	10,78295
<b>Leu roumain</b>	4,53900	4,52401	4,48280	4,56879	4,49075	4,44526	4,65851	4,53900	4,52401
<b>Lire turque</b>	3,70721	3,17650	2,83200	4,10942	3,33686	3,00910	4,54641	3,70721	3,17650
<b>Réal brésilien</b>	3,43050	4,31170	3,22070	3,59642	3,83621	3,63970	3,97291	3,43050	4,31170
<b>Dollar américain</b>	1,05410	1,08870	1,21410	1,12734	1,10615	1,10924	1,19930	1,05410	1,08870
<b>Yuan chinois</b>	7,32022	7,06080	7,53580	7,62251	7,34840	6,96934	7,80439	7,32022	7,06080
<b>Peso philippin</b>	52,26845	50,99959	54,43658	56,78413	52,52946	50,47272	59,79431	52,26845	50,99959
<b>Yen japonais</b>	123,39585	131,06160	145,22219	126,47026	120,05574	134,24892	135,00743	123,39585	131,06160
<b>Roupie indienne</b>	71,59221	72,02017	76,71653	73,41262	74,32071	71,12413	76,60487	71,59221	72,02017
<b>Baht thai</b>	37,72588	39,24801	39,91060	38,27154	39,03027	37,92065	39,12057	37,72588	39,24801

#### Note n° 4 Dates de clôture

A l'exception de DELFINGEN India Private Limited, dont l'exercice social se terminera le 31 mars 2018, toutes les sociétés incluses dans le périmètre de consolidation ont un exercice social clos le 31 décembre 2017.

Concernant DELFINGEN India Private Limited, une situation intermédiaire audité a été effectuée au 31 décembre 2017.

## Note n° 5 Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés du Groupe intègrent l'ensemble des filiales, sous filiales et participations de la société DELFINGEN Industry.

Les sociétés entrant dans le périmètre de consolidation du Groupe sont :

Raison sociale	Pays	% détenu, et droits de vote, si différent			Méthode*
		2017	2016	2015	
DELFIN GEN Industry	France	Mère	Mère	Mère	IG
DELFIN GEN FR-Anteuil	France	99,98	99,98	99,98	IG
DELFIN GEN FR-Anteuil SAS	France	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN DE-Deutschland Holding	Allemagne	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN DE-Marktrodach Verwaltungs	Allemagne	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN DE-Marktrodach	Allemagne	100,00	100,00	100,00	IG
MBG Techbelt Innovation	Allemagne	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN PT-Porto	Portugal	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN SK-Nitra	Slovaquie	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN RO-Transilvania	Roumanie	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN RO-Valahia	Roumanie	99,99	99,99	99,99	IG
DELFIN GEN TR-Marmara	Turquie	99,99	99,99	99,99	IG
DELFIN GEN TN-Tunis	Tunisie	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN MA-Casablanca	Maroc	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN MA-Tanger	Maroc	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN BR-Sao Paulo	Brésil	99,99	99,99	99,99	IG
DELFIN GEN US-Holding	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN US	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN US-New York	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN US-Texas	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN US-Mexico	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
Sofanou of Mexico	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN MX-Coahuila	Mexique	100,00	100,00	100,00	IG
Compañeros en Excelencia en Extrusión	Mexique	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN US-Central America	Etats-Unis	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN HN-Cortes	Honduras	100,00	100,00	100,00	IG
DROSSBACH NA	Canada	100,00	-	-	IG
DROSSBACH	Etats-Unis	100,00	-	-	IG
DELFIN GEN Asia Pacific Holding	Singapour	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN (Hebi) Automotive Parts	Chine	86,67	86,67	86,67	IG
Wuhan DELFIN GEN Automotive Tubing	Chine	100,00	-	-	IG
DELFIN GEN SG-Filipinas	Singapour	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN PH-Filipinas	Philippines	99,99	99,99	99,99	IG
DELFIN GEN PH-Cavite	Philippines	99,99	99,99	-	IG
DELFIN GEN Japan	Japon	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN India	Inde	100,00	100,00	100,00	IG
DELFIN GEN Siam	Thaïlande	99,99	99,99	99,99	IG
DELFIN GEN ROH Asia	Thaïlande	99,99	99,99	99,99	IG
DELFIN GEN PH-ROHQ	Philippines	100,00	100,00	-	IG

\* IG : Intégration Globale

Le périmètre de consolidation a évolué comme suit au cours de la période :

- Acquisition des entités Drossbach NA et Drossbach détenues à 100 % par Delfingen US-Holding ;
- Dissolution de la filiale Delfingen Automotive Parts (Wuhan) ;
- Création de la filiale Wuhan DELFINGEN Automotive Tubing détenue à 100 % par Delfingen (Hebi) Automotive Parts.

## Note n° 6 Acquisition et cession d'activité

DELFINGEN Industry s'est porté acquéreur du groupe Drossbach North America, composé des sociétés Drossbach Inc (USA) et Drossbach NA (Canada).

Le groupe Drossbach North America est spécialisé dans la fabrication et la distribution de solutions de protection de câblage à destination des marchés du transport, de l'industrie, de l'environnement et de la robotique. Fondée en 1980, Drossbach Nord America emploie 80 personnes, réalise un chiffre d'affaires de l'ordre de 21,6 M€ et est présente au Canada (Ontario) et aux Etats Unis (Ohio). Drossbach North America est reconnue pour la qualité de ses produits et services et pour la personnalisation de son offre.

Cette acquisition permet à Delfingen :

- de renforcer ses positions sur le continent américain ;
- d'adresser de nouveaux clients et marchés hors automobile ;
- d'intégrer de nouveaux savoir-faire notamment en matière de câblage pour la robotique.

L'acquisition porte sur 100% des titres et est effective au 1er janvier 2017. Le vendeur-dirigeant continue de piloter l'activité.

Le coût du regroupement est de 15,3 M€ et la trésorerie acquise de 2,0 M€.

### ● Affectation du prix

Conformément à la norme IFRS 3, les actifs, passifs et passifs éventuels ont été reconnus à leur juste valeur suivant la méthode du prix de marché (biens immobiliers, machines, stocks), la méthode des "surprofits" (portefeuille clients) ou la méthode des redevances (marque et nom commercial).

L'analyse et l'évaluation des actifs et passifs identifiables à amener à affecter le prix d'acquisition comme suit en M€:

a) Capitaux propres de la cible : 3,9

b) Complément pour la juste valeur :

- Actifs immobiliers et mobiliers : 1,8
- Portefeuille clients : 5,1
- Actifs circulants : 0,5
- Passifs sociaux : (0,5)
- Passifs d'impôts différés : (2,2)

c) Goodwill : 6,8

### ● Effets du regroupement sur les résultats futurs

L'affectation du coût du regroupement (cf. ci-dessus) aura un impact sur les résultats futurs de Delfingen :

- Les actifs immobiliers et mobiliers sont amortis sur des périodes allant de 5 à 20 ans ;
- le portefeuille client est amorti sur 20 ans ;
- le goodwill fera l'objet d'un test de dépréciation tous les ans ou dès lors qu'apparaîtra un indice de perte de valeur.

- **Justification de l'écart d'acquisition résiduel**

Le goodwill représente principalement des parts de marchés, la capacité de développement et des synergies commerciales attendues qui ne peuvent être comptabilisées directement au bilan.

- **Résultats de la société acquise**

Depuis la date d'acquisition (1er janvier 2017), le chiffre d'affaires est de 21,6 M€ et le résultat opérationnel courant de 1,5 M€.

- **Proforma**

Les variations de périmètres sont comprises dans les seuils préconisés par les autorités de contrôle. Nous n'avons pas procédé à l'établissement de comptes proforma

### **Note n° 7 Activités abandonnées et actifs destinés à être cédés**

Non applicable.

### **Note n° 8 Informations concernant les entités ad hoc**

Non applicable.

## C - INFORMATION SECTORIELLE

### Note n° 9 Information sectorielle

En application de la norme IFRS 8, un secteur opérationnel est une composante d'une entité :

- Qui se livre à des activités à partir desquelles elle est susceptible d'acquérir des produits des activités ordinaires et d'encourir des charges (y compris des produits des activités ordinaires et des charges relatifs à des transactions avec d'autres composantes de la même entité) ;
- Dont les résultats opérationnels sont régulièrement examinés par le principal décideur opérationnel de l'entité en vue de prendre des décisions en matière de ressources à affecter au secteur et d'évaluer sa performance ;
- Pour laquelle des informations financières isolées sont disponibles.

Ainsi, le Groupe a défini les secteurs à présenter en se basant sur le reporting interne utilisé par la Direction du Groupe pour évaluer les performances et allouer les ressources aux différents secteurs.

En 2017, les 4 secteurs retenus par le Groupe sont les suivants :

- **Automobile – EA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Europe et Afrique ;
- **Automobile – NCSA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile dans la zone Amérique du Nord, Centrale et du Sud ;
- **Automobile – ASIA** : celui-ci regroupe les produits liés au marché Automobile en Asie ;
- **Marchés de spécialités** : ce secteur regroupe tous les produits hors marché automobile liés aux activités gaines d'isolation, sangles et ceintures techniques ainsi que les tubes de protection qui correspondent à l'activité du groupe Drossbach acquis en janvier 2017.

A ces 4 secteurs s'ajoutent les holdings et les éliminations.

Les indicateurs utilisés pour mesurer la performance des secteurs, et notamment le résultat opérationnel, sont réconciliés avec les états financiers consolidés. Les indicateurs clés sont les suivants :

- Le chiffre d'affaires ;
- Le résultat opérationnel ;
- Les investissements corporels et incorporels ;
- Les actifs sectoriels constitués des immobilisations corporelles, incorporelles, des goodwill et des stocks.

La dette financière, les autres revenus et autres charges, les résultats financiers et les impôts sont suivis au niveau du Groupe et ne sont pas alloués aux secteurs.

### 9 - 1 Eléments du compte de résultat par secteur

Exercice 2017	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>74 704</b>	<b>76 157</b>	<b>29 361</b>	<b>42 790</b>	<b>15 976</b>	<b>(35 027)</b>	<b>203 961</b>
dont chiffre d'affaires externe	60 996	75 058	26 709	41 036	162	-	203 961
dont chiffre d'affaires intra-Groupe	13 708	1 099	2 652	1 754	15 813	(35 027)	-
<b>Total charges et produits opérationnels</b>	<b>68 265</b>	<b>69 557</b>	<b>27 741</b>	<b>41 982</b>	<b>14 573</b>	<b>(32 821)</b>	<b>189 297</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>6 439</b>	<b>6 600</b>	<b>1 620</b>	<b>808</b>	<b>1 402</b>	<b>(2 205)</b>	<b>14 664</b>

Exercice 2016	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>71 868</b>	<b>72 017</b>	<b>29 066</b>	<b>19 309</b>	<b>15 323</b>	<b>(31 818)</b>	<b>175 764</b>
dont chiffre d'affaires externe	60 997	70 855	25 903	17 946	63	-	175 764
dont chiffre d'affaires intra-Groupe	10 871	1 162	3 163	1 363	15 260	(31 818)	-
<b>Total charges et produits opérationnels</b>	<b>67 313</b>	<b>65 883</b>	<b>27 046</b>	<b>18 588</b>	<b>14 337</b>	<b>(29 923)</b>	<b>163 245</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>4 555</b>	<b>6 134</b>	<b>2 020</b>	<b>721</b>	<b>986</b>	<b>(1 895)</b>	<b>12 520</b>

Exercice 2015	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
<b>Total chiffre d'affaires</b>	<b>66 808</b>	<b>67 734</b>	<b>26 773</b>	<b>22 816</b>	<b>13 340</b>	<b>(25 231)</b>	<b>172 241</b>
dont chiffre d'affaires externe	59 315	66 755	24 009	21 997	164	-	172 241
dont chiffre d'affaires intra-Groupe	7 493	979	2 764	819	13 176	(25 231)	-
<b>Total charges et produits opérationnels</b>	<b>61 772</b>	<b>62 817</b>	<b>26 873</b>	<b>21 563</b>	<b>12 608</b>	<b>(25 161)</b>	<b>160 473</b>
<b>Résultat opérationnel</b>	<b>5 036</b>	<b>4 917</b>	<b>(100)</b>	<b>1 253</b>	<b>732</b>	<b>(70)</b>	<b>11 768</b>

## 9 - 2 Eléments de l'état de situation financière par secteurs

Exercice 2017	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
Actifs sectoriels	22 429	26 857	11 679	19 434	9 025	(3 892)	85 532
Acquisition actifs non courants	2 958	4 321	953	203	907	-	9 341

Exercice 2016	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
Actifs sectoriels	22 035	27 735	12 740	7 096	13 949	(8 769)	74 786
Acquisition actifs non courants	4 853	3 316	1 533	288	1 670	-	11 659

Exercice 2015	Automobile EA	Automobile NCSA	Automobile ASIA	Marchés de spécialités	Holding	Elimination	Consolidé
Actifs sectoriels	24 505	30 066	14 658	12 686	18 280	(13 695)	86 501
Acquisition actifs non courants	2 823	1 942	3 838	421	360	-	9 384

## D - DONNÉES OPÉRATIONNELLES

### Note n° 10 Chiffre d'affaires

Le montant du chiffre d'affaires est évalué à la juste valeur de la contrepartie reçue ou à recevoir, après déduction de toute ristourne ou de toute action corrélée aux ventes.

Les produits sont comptabilisés dans le compte de résultat lorsque les risques et avantages significatifs inhérents à la propriété des biens ont été transférés à l'acheteur.

Compte tenu de la nature des produits, des conditions générales de vente, des Incoterm de transports et des polices d'assurance, les produits sont généralement enregistrés à la date de facture.

### 10 - 1 Ventilation du chiffre d'affaires par zone géographique

	2017	2016	2015
Europe - Afrique	71 713	70 801	71 017
Amérique du Nord et Centrale	102 431	76 703	74 894
Amérique du Sud	3 109	2 356	2 322
Asie	26 709	25 904	24 009
<b>Total</b>	<b>203 961</b>	<b>175 764</b>	<b>172 241</b>

Il est à noter que toutes les sociétés intégrées dans le périmètre de consolidation, à l'exception des sociétés américaines, philippines, mexicaines, hondurienne, chinoise et indienne, facturent les clients en fonction de tarifs indexés sur la parité de l'euro. Les sociétés américaines, philippines, mexicaines et hondurienne facturent leurs clients directement en dollar américain, la société chinoise facture principalement en yuan chinois et la société indienne principalement en roupie indienne.

A parité constante, le chiffre d'affaires consolidé du Groupe se serait élevé à 207,2 M€, impacté principalement par les ventes en USD.

### Note n° 11 Achats consommés

	2017	2016	2015
Achats de marchandises	9 319	10 008	5 945
Variation de stocks de marchandises	(91)	(189)	(149)
Achats de matières premières	86 811	75 792	82 584
Variation de stocks de matières premières	(1 073)	488	(295)
Autres approvisionnements	5	306	53
<b>Total</b>	<b>94 971</b>	<b>86 405</b>	<b>88 138</b>

Du fait de l'amélioration continue de la productivité et d'un effet mix produits, le taux des achats consommés (net des variations de productions stockée et immobilisée) continue de s'améliorer. Il est de 44,3 % en 2017 contre 45,8 % en 2016 et 47,7 % en 2015.

### Note n° 12 Autres achats et charges externes

	2017	% CA	2016	% CA	2015	% CA
Achats non stockés de matériels et fournitures	5 573	2,7%	4 922	2,8%	4 890	2,8%
Locations et charges locatives	6 039	3,0%	5 430	3,1%	5 373	3,1%
Entretiens et réparations	3 831	1,9%	3 276	1,9%	3 209	1,9%
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	3 435	1,7%	2 515	1,4%	2 585	1,5%
Transports sur ventes et transports divers	4 559	2,2%	3 796	2,2%	3 625	2,1%
Déplacements, missions, réceptions	2 999	1,5%	2 233	1,3%	2 384	1,4%
Autres services extérieurs	8 092	4,0%	7 015	4,0%	7 571	4,4%
<b>Total</b>	<b>34 527</b>	<b>16,9%</b>	<b>29 187</b>	<b>16,6%</b>	<b>29 636</b>	<b>17,2%</b>

La majorité des charges externes sont en diminution en pourcentage des ventes, à l'exception des rémunérations d'intermédiaires et honoraires et des frais de déplacements, impactés par l'intégration de Drossbach.

### Note n° 13 Autres produits et charges d'exploitation

	2017	2016	2015
Autres produits d'exploitation	83	106	135
Produits sur opération de gestion	258	95	133
Produits sur cessions d'actifs incorporels et corporels	306	50	120
Produits sur cessions d'actifs financiers	-	-	-
<b>Total Autres produits d'exploitation</b>	<b>647</b>	<b>251</b>	<b>387</b>
Autres charges d'exploitation	(323)	(432)	(221)
Charges sur opération de gestion	(133)	(92)	(62)
Valeur nette comptable immobilisations incorporelles et corporelles cédées	(322)	(232)	(383)
Valeur nette comptable des immobilisations financières cédées	-	-	-
<b>Total Autres charges d'exploitation</b>	<b>(778)</b>	<b>(756)</b>	<b>(666)</b>

## Note n° 14 Autres produits et charges opérationnels

	2017	2016	2015
Produits non courants sur exercices antérieurs	-	-	-
Autres produits non courants	67	19	6
<b>Total Autres produits opérationnels</b>	<b>67</b>	<b>19</b>	<b>6</b>
Dépréciation des goodwills	-	(431)	-
Charges non courantes sur exercices antérieurs	-	-	(2)
Autres charges non courantes	(119)	(1 350)	(68)
<b>Total Autres charges opérationnelles</b>	<b>(120)</b>	<b>(1 781)</b>	<b>(70)</b>

Le goodwill affecté à l'activité de marchés de spécialités en Allemagne a fait l'objet d'une dépréciation dans les comptes au 31 décembre 2016 pour 431 K€ du fait de perspectives défavorables.

Les autres charges non courantes en 2016 intégrèrent des charges liées aux opérations de croissance externe pour 1,1 M€ ainsi que des coûts de restructuration pour 0,2 M€ sur l'usine de Casablanca suite à des transferts d'activité sur l'usine de Tanger pour mieux répondre aux besoins des clients de cette zone.

En 2017, l'impact des produits et charges non courants n'est pas significatif.

## Note n° 15 Besoin en fonds de roulement

### 15 – 1 Stocks et en-cours

Les stocks sont évalués au plus faible de leur coût et de leur valeur nette de réalisation.

Les produits finis et les en-cours de production sont évalués à leur coût de production qui incorpore, sur la base d'un niveau normal d'activité, les charges directes et indirectes de production. Les stocks de marchandises, de matières premières et autres approvisionnements sont valorisés au coût moyen pondéré ou au dernier prix d'achat. Les frais de stockage ne sont pas pris en compte pour l'évaluation des stocks. Les coûts financiers ne sont pas inclus dans le coût des stocks.

Une provision pour dépréciation des stocks est constatée lorsque la valeur de réalisation est inférieure au coût de revient, s'ils sont endommagés ou obsolètes et chaque fois qu'ils présentent des risques de non écoulement à des conditions normales.

### Stocks

Le montant des stocks est réparti de la façon suivante :

	2017	2016	2015
Matières premières et autres approvisionnements	13 057	12 133	12 070
En-cours de production de biens	348	989	463
Produits finis	7 719	6 644	6 656
Marchandises	1 413	1 442	1 280
<b>Stocks bruts</b>	<b>22 536</b>	<b>21 207</b>	<b>20 469</b>
Provisions	(1 503)	(1 513)	(1 706)
<b>Stocks nets</b>	<b>21 034</b>	<b>19 694</b>	<b>18 763</b>

Le montant des provisions pour dépréciation des stocks est, au 31 décembre 2017, de :

- Matières premières et autres approvisionnements : 721 K€ ;
- Produits finis et en cours de production : 664 K€ ;
- Marchandises : 118 K€ ;

## Variation des stocks

<b>Stocks bruts à l'ouverture</b>	<b>21 207</b>
Variation de change	(1 709)
Variation de stocks	988
Autres mouvements	77
Variation de périmètre	1 973
<b>Stocks bruts à la clôture</b>	<b>22 536</b>
<b>Provisions à l'ouverture</b>	<b>1 513</b>
Dotations	593
Reprises	(514)
Autres mouvements	6
Variation de change	(94)
Variation de périmètre	-
<b>Provisions à la clôture</b>	<b>1 503</b>
<b>Stocks nets à la clôture</b>	<b>21 034</b>

## 15 – 2 Créances clients et autres débiteurs

Ces créances sont comptabilisées à leur juste valeur réévaluée au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif après déduction des éventuelles pertes de valeur. Lorsque les délais de paiement sont inférieurs à un an, la juste valeur initiale et le coût amorti ultérieur sont égaux au montant nominal.

En cas de risque de non recouvrement, des dépréciations sont constatées au cas par cas sur la base des flux d'encaissement probables.

Le tableau des créances et autres actifs circulants se présente comme suit :

	2017			2016	2015
	Brut	Provisions	Net	Net	Net
<b>Clients et comptes rattachés</b>	<b>33 863</b>	<b>156</b>	<b>33 707</b>	<b>30 905</b>	<b>27 754</b>
Créances fiscales et sociales	5 142		5 142	3 006	3 278
Débiteurs divers	167		167	140	135
Avances et acomptes versés	694		694	483	289
Charges constatées d'avance	3 089		3 089	877	617
<b>Sous-total Autres créances nettes</b>	<b>9 091</b>		<b>9 091</b>	<b>4 506</b>	<b>4 319</b>
Impôts courants	2 620		2 620	1 830	1 343
<b>Total</b>	<b>45 574</b>	<b>156</b>	<b>45 418</b>	<b>37 241</b>	<b>33 416</b>

Les retards de paiement, compte tenu de la qualité des clients, ne constituent pas un risque significatif. Ils résultent généralement de problèmes administratifs.

Au 31 décembre 2017, les retards de paiement supérieurs à un mois représentent 0,4 M€, et la provision pour clients douteux s'élève à 0,2 M€.

L'augmentation des charges constatées d'avance correspond à l'activation des coûts associés aux ventes d'outillages dans le cadre de la norme IFRS 15, mise en place pour la première fois en 2017, pour 2,0 M€.

Les créances fiscales et sociales augmentent de 2,1 M€ essentiellement sur les sites de Casablanca (+1 M€ des paiements de TVA en attente de remboursement) et US-Holding (+1,1 M€ d'avance sur l'IS de Drossbach).

## Conventions d'affacturage

Au 31 décembre 2017, seules les entités DELFINGEN DE-Marktrodach et MBG Techbelt sont concernées par ces conventions.

Les conventions respectent les conditions de déconsolidation des créances définies par la norme IAS 39 (transfert du risque de crédit, du risque de retard de paiement et de dilution).

Les sociétés allemandes, DELFINGEN DE-Marktrodach et MBG Techbelt, ont également des contrats d'affacturage avec subrogation conventionnelle sans recours à hauteur de 90 % des créances cédées. Les contrats prévoient la possibilité de céder des créances jusqu'à un montant de 1 000 K€ pour DELFINGEN DE-Marktrodach et 1 500 K€ pour MBG Techbelt. Les comptes clients sont diminués au 31 décembre 2017 de respectivement 360 K€ et 672 K€.

La juste valeur des actifs financiers transférés est égale à la valeur nominale de ces mêmes actifs.

### 15 – 3 Dotations et reprises de provisions sur actifs circulants

	2017	2016	2015
Dotations aux provisions sur stocks	(593)	(380)	(1 577)
Dotations aux provisions sur autres actifs circulants	(147)	(357)	(102)
Reprises sur provisions sur stocks	493	463	1 274
Reprises sur provisions sur autres actifs circulants	178	393	53
<b>Total Dotations nettes aux provisions</b>	<b>(68)</b>	<b>119</b>	<b>(351)</b>

### 15 – 4 Autres passifs courants

	2017	2016	2015
Dettes fiscales et sociales	9 964	8 250	7 441
Avances et acomptes reçus sur commandes	133	767	42
Produits constatés d'avance	2 009	3	-
Compte-courant d'associés	69	605	529
Dettes diverses	676	1 418	697
<b>Total</b>	<b>12 850</b>	<b>11 043</b>	<b>8 710</b>

L'augmentation des produits constatés d'avance correspond à l'activation des ventes d'outillages dans le cadre de la norme IFRS 15, mise en place pour la première fois en 2017, pour 2,0 M€.

### 15 – 5 Variation du besoin en fonds de roulement

	2017	2016	2015
Variation des stocks nets	910	361	354
Variation des créances clients nettes	5 476	3 010	1 580
Variation des dettes fournisseurs	(1 023)	(49)	(898)
Autres variations	1 353	(1 668)	443
<b>Augmentation (Diminution) du besoin en fond de roulement</b>	<b>6 716</b>	<b>1 655</b>	<b>1 480</b>

## E - CHARGES ET AVANTAGES AU PERSONNEL

### Note n° 16 Répartition du personnel

L'effectif au 31 décembre (y compris intérimaires) se répartit de la manière suivante :

	2017	2016	2015
Dirigeant	1	1	1
Cadres	322	274	279
Collaborateurs	1 959	1 752	1 595
<b>Total Groupe</b>	<b>2 282</b>	<b>2 027</b>	<b>1 875</b>

### Note n° 17 Avantages au personnel

Le montant comptabilisé au titre des avantages au personnel correspond uniquement aux engagements de retraite. Il n'existe pas au sein du Groupe d'autres avantages au personnel susceptibles de faire naître un engagement pour le Groupe.

Les engagements du Groupe au titre des retraites et avantages similaires concernent principalement les régimes à prestations définies concernant les indemnités de cessation de services. Les pays concernés par ces provisions sont la France, l'Inde, la Turquie, les Philippines et la Slovaquie.

Les engagements du Groupe en matière de retraite font l'objet d'une évaluation externe par des cabinets spécialisés.

Le montant des engagements de retraites et avantages assimilés est peu significatif (1 428 K€) au regard de la situation financière et du patrimoine du Groupe.

L'impact net sur les charges opérationnelles de la période (240 K€) et sur les Autres éléments du résultat global non recyclables en résultat (écarts actuariels net d'impôts pour 119 K€) étant peu significatifs, il n'est pas présenté d'informations complémentaires, notamment de sensibilité.

Les engagements en matière de retraite pour la France, l'Inde, la Turquie et les Philippines sont évalués par un actuaire selon le principe actuariel des unités de crédit projetées avec salaire en fin de carrière conformément à IAS19 révisée. Elles sont inscrites au passif du bilan avec comptabilisation d'un impôt différé actif. Aux Etats-Unis, les filiales américaines abondent les versements facultatifs de leurs salariés à un fonds privé de retraite (plan 401 K). Les versements effectués par les sociétés américaines sont comptabilisés en charge de personnel.

Les hypothèses retenues pour le calcul des provisions pour indemnités de départ à la retraite des sociétés selon les différents pays sont les suivantes :

<b>France</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Âge moyen de départ à la retraite	62 à 67 ans	67 ans	67 ans
Taux de turn-over Cadres	2,4% à 5,4%	2,4% à 8,7%	2,4% à 8,7%
Taux de turn-over Non Cadres	1,4% à 2,76%	1,6% à 4,6%	1,6% à 4,6%
Taux d'actualisation	1,30%	1,50%	2,08%
Taux d'augmentation des salaires	1 à 2,25%	1 à 2,5%	1 à 2,5%

<b>Turquie</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Âge moyen de départ à la retraite	53 ans	53 ans	53 ans
Taux de turn-over Cadres	2,7%	3,1%	2,9%
Taux de turn-over Non Cadres	2,7%	3,1%	2,9%
Taux d'actualisation	11,00%	11,00%	10,73%
Taux d'augmentation des salaires	6,00%	9,00%	9,00%

<b>Philippines</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Âge moyen de départ à la retraite	60 ans	60 ans	60 ans
Taux de turn-over Cadres	0 à 5%	0 à 5%	0 à 5%
Taux de turn-over Non Cadres	0 à 5%	0 à 5%	0 à 5%
Taux d'actualisation	5,96%	5,38%	5,08%
Taux d'augmentation des salaires	6,00%	6,00%	6,00%

<b>Inde</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Âge moyen de départ à la retraite	58 ans	58 ans	58 ans
Taux de turn-over Cadres	12,00%	12,00%	14,01%
Taux de turn-over Non Cadres	12,00%	12,00%	14,01%
Taux d'actualisation	7,40%	6,76%	8,03%
Taux d'augmentation des salaires	10,00%	10,00%	10,00%

<b>Slovaquie</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Âge moyen de départ à la retraite	65 ans		
Taux de turn-over Cadres	30,00%		
Taux de turn-over Non Cadres	30,00%		
Taux d'actualisation	0,51%		
Taux d'augmentation des salaires	6,76%		

#### Variation de la provision pour Avantages au personnel

	Avantages au personnel
<b>A l'ouverture</b>	<b>1 408</b>
Augmentation provisions existantes	253
Nouvelles provisions	-
Reprises non utilisées	-
Reprises utilisées	(13)
Variation de change	(64)
Autres mouvements	(156)
Changement de périmètre	-
<b>A la clôture</b>	<b>1 428</b>

La ligne Autres mouvements inclut les reclassements des écarts actuariels en Autres éléments du résultat global.

#### Note n° 18 Charges de personnel

	<b>2017</b>	% CA	<b>2016</b>	% CA	<b>2015</b>	% CA
Salaires	42 284	20,7%	31 895	18,1%	29 477	17,1%
Charges sociales	11 266	5,5%	9 690	5,5%	9 215	5,4%
Interim	3 572	1,8%	3 451	2,0%	3 063	1,8%
<b>Total</b>	<b>57 122</b>	<b>28,0%</b>	<b>45 036</b>	<b>25,6%</b>	<b>41 755</b>	<b>24,2%</b>

## **Note n° 19 Plan d'options d'achats d'actions**

### **Rapport spécial sur le plan d'options d'achats d'actions**

Le précédent plan a expiré le 14 février 2014. Depuis cette date, aucune option n'a été attribuée à des mandataires sociaux de la société ou de sociétés contrôlées par DELFINGEN Industry ou contrôlant DELFINGEN Industry.

### **Options sur actions attribuées aux mandataires sociaux**

Les dirigeants mandataires sociaux de la société DELFINGEN Industry ne sont pas titulaires d'options sur actions, de quelque nature que ce soit et ne se sont pas vus attribuer d'options sur actions au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

## **Note n° 20 Rémunération des organes de direction**

La rémunération brute des organes de direction s'est élevée à 388 K€. Ce montant intègre les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration qui se sont élevés à 68 K€ au titre de l'exercice 2017.

# **F - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES**

## **Note n° 21 Goodwills et autres immobilisations incorporelles**

### **21 – 1 Goodwills**

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode dite de l'acquisition (IFRS 3 révisée). Les goodwills représentent la différence entre le coût d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans la juste valeur de leurs actifs et passifs à la date de prise de participation.

Les goodwills ne sont pas amortis, conformément à IFRS 3 révisée « Regroupements d'entreprises ». Ils font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au moins une fois par an.

Pour ce test, les goodwills sont ventilés par Unités Génératrices de Trésorerie qui correspondent à des ensembles homogènes générant des flux de trésorerie indépendants. Selon les dispositions de l'IFRS 8, les UGT définies par le Groupe ne revêtent pas une taille supérieure à un secteur opérationnel. En cas de perte de valeur estimée à la clôture d'un exercice, la dépréciation est inscrite en résultat dudit exercice. Les modalités des tests de pertes de valeurs sont détaillées dans la note 21-4.

### **21 – 2 Immobilisations incorporelles**

#### **Frais de recherche et de développement**

En application de la norme IAS 38, les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement, découlant de l'application des résultats de la recherche, sont immobilisés dans la mesure où le Groupe peut démontrer :

- Son intention ainsi que sa capacité financière et technique à mener à bien le projet de développement à son terme ;
- Que l'actif générera des avantages économiques futurs ;
- Et que le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement répondant aux critères ci-dessus sont inscrits à l'actif et sont amortis sur une durée maximale de 5 ans.

#### **Autres immobilisations incorporelles**

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les coûts de développement et d'acquisition des logiciels informatiques ainsi que des brevets et licences. Ces dépenses sont amorties selon le mode linéaire sur la durée de vie

estimée.

Il est à noter qu'il ne figure pas dans les actifs du Groupe d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie.

### Amortissements

	Durée	Mode
Frais de développement	5 ans	Linéaire
Droits fongibles (Brevets)	20 ans	Linéaire
Logiciels et Autres immobilisations incorporelles	3 ans	Linéaire

### 21 – 3 Variation des goodwills et autres immobilisations incorporelles

	Ecart d'acquisition	Frais de développement (générés en interne)	Droits fongibles	Autres immobilisations incorporelles	TOTAL
<b>Valeur brute</b>					
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>57 224</b>	<b>1 393</b>	<b>446</b>	<b>3 989</b>	<b>63 051</b>
Augmentations	-	346	-	294	<b>639</b>
Diminutions	-	-	-	(18)	<b>(18)</b>
Variations de change	(6 663)	(72)	-	(706)	<b>(7 441)</b>
Autres mouvements	-	-	-	24	<b>24</b>
Changements de périmètre	6 818	-	-	5 102	<b>11 920</b>
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>57 379</b>	<b>1 667</b>	<b>446</b>	<b>8 683</b>	<b>68 175</b>
<b>Amortissements et pertes de valeur</b>					
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>23 583</b>	<b>685</b>	<b>299</b>	<b>3 200</b>	<b>27 767</b>
Augmentations	-	193	17	578	<b>787</b>
Diminutions	-	-	-	(18)	<b>(18)</b>
Variations de change	(2 552)	(15)	-	(100)	<b>(2 668)</b>
Autres mouvements	-	-	-	-	-
Changements de périmètre	-	-	-	-	-
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>21 031</b>	<b>863</b>	<b>315</b>	<b>3 659</b>	<b>25 868</b>
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>36 348</b>	<b>804</b>	<b>131</b>	<b>5 024</b>	<b>42 307</b>

Le changement de périmètre correspond au goodwill généré par l'acquisition en janvier 2017 du groupe Drossbach.

Les frais de développement concernent des dépenses générées en interne sur des projets éligibles.

Les droits fongibles représentent des brevets internationaux et des modèles de produits développés par les sociétés du Groupe.

### 21 – 4 Perte de valeur des goodwills

#### Principes

Lorsqu'il existe un indice que la valeur recouvrable d'un actif pourrait être inférieure à sa valeur nette comptable, alors la valeur recouvrable de l'actif est évaluée, et le cas échéant, une perte de valeur est constatée.

La valeur recouvrable est définie comme étant la plus élevée de la juste valeur (diminuée des coûts de cession) et de la valeur d'utilité déterminée par l'actualisation des flux futurs de trésorerie attendus. Dans la pratique, compte tenu du fait qu'il existe rarement une base fiable pour déterminer la juste valeur des UGT du Groupe, DELFINGEN Industry utilise la valeur d'utilité pour déterminer la valeur recouvrable d'une UGT.

Pour ce test, les actifs sont regroupés en Unité Génératrice de Trésorerie (UGT). Selon les dispositions de la norme IFRS 8, les UGT définies par le Groupe ne revêtent pas une taille supérieure à un secteur opérationnel.

Le Groupe a retenu pour la définition des UGT, le regroupement stratégique des Business Unit (BU) au sein de ses quatre secteurs opérationnels : automobiles NCSA (Amérique du Nord, Centrale et du Sud), EA (Europe et Afrique), Asia (Asie) et marchés de spécialités.

Le secteur opérationnel automobile EA regroupe les BU suivantes :

- BU Protection des faisceaux et transfert de fluides EA (UGT 1) ;
- BU Assemblage mécanique / Injection (UGT 2) ;
- BU Assemblage de faisceaux (UGT 3) ;
- BU Protection Textile Allemagne (UGT 11).

Le secteur opérationnel automobile NCSA regroupe les BU suivantes :

- BU Protection des faisceaux NCSA (UGT 4) ;
- BU Transfert de fluides NCSA (UGT 5).

Le secteur opérationnel ASIA regroupe les BU suivantes :

- BU Protection des faisceaux et transfert de fluides Filipinas (UGT 6) ;
- BU Chine (UGT 7) ;
- BU Inde (UGT 8).

Le secteur opérationnel « marchés de spécialités » regroupe les BU suivantes :

- BU Machines et équipement électriques (UGT 9) ;
- BU Bâtiment et Habitat (UGT 10) ;
- BU Textiles Techniques Allemagne (UGT 12) ;
- BU Tubes de protection DROSSBACH (UGT 13).

Les tests de dépréciation ont été effectués selon les règles suivantes :

- Les goodwills ont été ventilés entre les différentes UGT ;
- Les goodwills font l'objet d'un test de dépréciation dès qu'il existe un indice de perte de valeur et au moins une fois par an ;
- La valeur d'utilité est déterminée par référence à des flux de trésorerie nets, actualisés, après impôts, établis à partir d'un plan d'activité à 4 ans tel que arrêté par la Direction du Groupe ;
- Le taux d'actualisation reflète les appréciations de la Direction notamment en ce qui concerne le niveau de risque attaché à chaque actif testé.

Les pertes de valeurs enregistrées au titre des goodwills sont irréversibles.

### **Tests de dépréciation au 31 décembre 2017**

Les tests de dépréciation pratiqués au 31 décembre 2017, au niveau de chacune des UGT, n'ont conduit à aucune dépréciation des UGT.

La valeur recouvrable des UGT a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie après impôts issus de la construction budgétaire et des plans moyen terme propres à chacune d'entre elles, approuvés par le Conseil d'administration, en intégrant une composante retour sur investissement attendu par les actionnaires et une composante coût du financement externe. Les flux de trésorerie sont projetés sur 4 ans.

Ce plan est en accord avec les dispositions d'IAS 36.44. Le calcul de la valeur d'utilité exclut :

- Les entrées ou sorties de flux de trésorerie futurs devant résulter d'une restructuration future dans laquelle l'entreprise n'est pas encore engagée - par exemple, les réductions de coûts de personnel. Concernant les restructurations, seules sont prises en compte dans les flux de trésorerie celles dans lesquelles l'entité est engagée au sens de la norme IAS 37 ;
- Les dépenses d'investissement futures qui amélioreront ou accroîtront la performance de l'actif.

Les principales hypothèses affectant la valeur d'utilité sont le niveau de marge opérationnelle retenue dans les flux futurs de trésorerie et le coût moyen pondéré du capital.

Les hypothèses de volumes reprises dans le plan moyen terme sont ajustées avec les dernières hypothèses issues de sources externes. Les prévisions de trésorerie intègrent également l'impact sur les coûts du plan d'excellence

opérationnelle. L'extrapolation des prévisions de trésorerie au-delà de la dernière année du plan moyen terme (2021) est déterminée en appliquant un taux de croissance de la zone géographique concernée.

Concernant le coût moyen pondéré du capital à utiliser pour actualiser les flux de trésorerie futurs, sa détermination s'appuie sur une analyse effectuée par un expert indépendant. Le coût moyen utilisé comme taux pour actualiser les flux futurs a été fixé à 10,66 % en 2017 (10,77 % en 2016), intégrant une prime de risque de marché de l'ordre de 7,08 %, un « beta\* » sans levier de la dette de 1,08 % et un taux additionnel lié à l'effet taille de 4,00 % (contre une prime de risque de marché de 6,45 % en 2016, un « beta\* » sans levier de la dette de 1,03 % et un taux additionnel de 4,00 %).

La prime de risque de l'activité en Inde intègre un spread de 4,32 % lié à la situation financière propre du pays.

	Automobile						
	Philippines	NCA	EASA		Inde	Allemagne	
	Protection et Transfert	Protection	Protection et transfert	Assemblage Mécanique	Assemblage Faisceaux	Protection	Protection
<b>Valeur brute comptable des goodwill</b>	<b>241</b>	<b>34 391</b>	<b>3 075</b>	<b>882</b>	<b>569</b>	<b>4 060</b>	<b>2 045</b>
<b>Valeur nette comptable des goodwill</b>	<b>241</b>	<b>16 013</b>	<b>1 570</b>	<b>882</b>	<b>0</b>	<b>4 060</b>	<b>2 045</b>
<b>Méthode utilisée</b>	valeur d'utilité						
<b>Paramètres du modèle</b>							
Taux de croissance sur 4 ans	suivant Budget 2018 et plan MT 2019/2021						
Taux de croissance sur valeur terminale	2,10%	2,10%	2,10%	1,30%	NA	3,80%	1,10%
Taux d'actualisation	10,66%	10,66%	10,66%	11,89%	NA	14,98%	10,66%
<b>Pertes de valeur comptabilisées sur l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variation du taux d'actualisation amenant à une dépréciation	+87,0 points	+23,5 points	+22,9 points	+2,7 points	NA	+0,5 points	+11,1 points
Variation du taux d'EBITDA amenant à une dépréciation	-22,6 points	-14,3 points	-9,2 points	-1,1 points	NA	-0,6 points	-8,0 points
Variation des investissements annuels amenant à une dépréciation	10,8 M€	49,5 M€	10,9 M€	0,2 M€	NA	0,2 M€	4,5 M€

	Marchés de spécialités		
	Etats-Unis		Allemagne
	Equipement Electrique	Tubes de Protection - Drossbach	Textiles techniques

<b>Valeur brute comptable des goodwill</b>	<b>5 703</b>	<b>5 993</b>	<b>431</b>
<b>Valeur nette comptable des goodwill</b>	<b>5 556</b>	<b>5 993</b>	<b>0</b>
<b>Méthode utilisée</b>	valeur d'utilité		
<b>Paramètres du modèle</b>			
Taux de croissance sur 4 ans	suivant Budget 2018 et plan MT 2019/2021		
Taux de croissance sur valeur terminale	2,10%	2,10%	NA
Taux d'actualisation	10,66%	10,66%	NA
<b>Pertes de valeur comptabilisées sur l'exercice</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Variation du taux d'actualisation amenant à une dépréciation	+23,0 points	+11,5 points	NA
Variation du taux d'EBITDA amenant à une dépréciation	-14,4 points	-15,9 points	NA
Variation des investissements annuels amenant à une dépréciation	8,2 M€	17,8 M€	NA

Le beta mesure le risque non diversifiable qui exprime la volatilité des actions des entreprises cotées travaillant dans le même secteur d'activité « Auto parts »

Il est à noter que les UGT suivantes : Bâtiment et Habitat (UGT 10), transfert de fluides NCSA (UGT 5) et Chine (UGT 7), n'ont pas de goodwill associés et n'apparaissent pas dans le tableau ci-dessus.

## Note n° 22 Immobilisations corporelles

### Valeur brute

La valeur brute des immobilisations corporelles correspond à leur coût d'acquisition ou de production. Elle ne fait l'objet d'aucune réévaluation. Les coûts d'emprunts sont exclus du coût des immobilisations.

Dès lors que des composants d'une immobilisation corporelle sont identifiables, ils sont immobilisés en tant qu'immobilisation corporelle distincte.

Les contrats de location ayant pour effet de transférer au Groupe la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété d'un actif sont classés en tant que contrat de location - financement. Les actifs ainsi financés sont comptabilisés à l'actif pour un montant égal à la juste valeur du bien loué ou, si celle-ci est inférieure, à la valeur actualisée des paiements effectués au titre du contrat de location. En contrepartie, la dette correspondante est inscrite en passif financier. Les paiements relatifs aux contrats de location simple sont enregistrés comme une charge de la période au cours de laquelle ils sont encourus.

## Coûts ultérieurs

S'il s'agit du remplacement d'un composant ou d'une dépense qui concourt à une prolongation significative de la durée de vie de l'immobilisation, le coût est enregistré à l'actif.

Dans le cas de dépenses de maintenance, d'entretien et de réparation courante participant à la bonne utilisation de l'immobilisation, le coût est enregistré en charges.

## Amortissements

L'amortissement est calculé sur la base du coût d'acquisition ou de production, sous déduction le cas échéant d'une valeur résiduelle. Les valeurs résiduelles sont nulles.

La durée d'amortissement est fondée sur la durée d'utilité estimée des différentes catégories d'immobilisations, dont les principales sont les suivantes :

	Durée	Mode
Agencements, aménagements terrains et constructions	8 à 10 ans	Linéaire
Constructions	Gros Oeuvres	30 ans
	Lots techniques	20 ans
	Second oeuvre	15 ans
Matériel et outillage	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Mobilier/matériel de bureau/informatique	10 ans/3 ans	Linéaire

## Variation des immobilisations corporelles

	Terrains	Constructions	Installations techniques, matériel, outillage	Autres immob. corporelles	Immob. corporelles en cours	Avances et acomptes versés sur commande	TOTAL
<b>Valeur brute</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>1 005</b>	<b>13 474</b>	<b>62 896</b>	<b>8 232</b>	<b>4 449</b>	<b>58</b>	<b>90 116</b>
Augmentations	-	627	4 163	348	2 675	395	8 209
Diminutions	-	-	(569)	(162)	(47)	-	(778)
Variations de change	(26)	(496)	(4 350)	(283)	(201)	-	(5 356)
Autres mouvements	102	652	2 662	86	(3 630)	(373)	(500)
Changements de périmètre	212	1 525	1 331	197	15	-	3 279
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>1 294</b>	<b>15 782</b>	<b>66 134</b>	<b>8 418</b>	<b>3 262</b>	<b>80</b>	<b>94 969</b>
<b>Amortissements et pertes de valeur</b>							
<b>A l'ouverture de l'exercice</b>	<b>152</b>	<b>8 064</b>	<b>40 966</b>	<b>5 479</b>	<b>136</b>	-	<b>54 796</b>
Augmentations	8	706	4 016	630	-	-	5 360
Diminutions	-	-	(347)	(147)	(12)	-	(507)
Variations de change	-	(260)	(2 699)	(202)	-	-	(3 161)
Autres mouvements	-	-	(519)	(141)	-	-	(661)
Changements de périmètre	-	-	(76)	-	-	-	(76)
<b>A la clôture de l'exercice</b>	<b>159</b>	<b>8 510</b>	<b>41 341</b>	<b>5 619</b>	<b>124</b>	-	<b>55 753</b>
<b>Valeur nette à la clôture de l'exercice</b>	<b>1 134</b>	<b>7 273</b>	<b>24 793</b>	<b>2 799</b>	<b>3 138</b>	<b>80</b>	<b>39 216</b>

L'augmentation des installations techniques, matériels et outillages concerne essentiellement les sites américains et mexicains pour 2 144 K€, France pour 466 K€ et Maroc (Tanger) pour 235 K€.

Les autres mouvements correspondent au reclassement des immobilisations en cours.

Les montants du changement de périmètre correspondent à l'acquisition de Drossbach.

## Note n° 23 Dotations et reprises sur amortissements et provisions sur actifs incorporels et corporels

	2017	2016	2015
Dotations aux provisions pour immobilisations incorporelles	-	-	-
Dotations aux provisions pour immobilisations corporelles	(80)	(53)	(49)
Reprises pour dépréciation des immobilisations incorporelles	-	-	-
Reprises pour dépréciation des immobilisations corporelles	39	115	150
<b>Total Dotations nettes aux provisions et pertes de valeur</b>	<b>(41)</b>	<b>62</b>	<b>101</b>
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	(787)	(405)	(461)
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	(5 280)	(4 749)	(4 782)
Reprises sur amortissements des immobilisations incorporelles	-	-	-
Reprises sur amortissements des immobilisations corporelles	10	22	-
<b>Total Dotations nettes aux amortissements</b>	<b>(6 057)</b>	<b>(5 132)</b>	<b>(5 244)</b>

## G - ENGAGEMENTS HORS BILAN LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES

### Note n° 24 Contrats de location

#### Répartition des paiements minimaux futurs non - résiliables au titre des contrats de location simple

Le montant des paiements minimaux futurs non résiliables au titre des contrats de location simple est réparti selon les échéances suivantes :

	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total
Paiements minimaux futurs	3 986	6 430	206	10 622

#### Répartition des paiements minimaux futurs au titre des contrats de location – financement

	< 1 an	> 1 an et < 5 ans	> 5 ans	Total
Paiements minimaux futurs	257	325	3	585

## H - AUTRES PROVISIONS ET PASSIFS ÉVENTUELS

### Note n° 25 Provisions

Une provision est constituée lorsque le Groupe a une obligation à la clôture à l'égard d'un tiers et qu'il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Les provisions pour risques et charges sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources futures nécessaires à l'extinction de l'obligation. Les risques et charges provisionnés au bilan consolidé sont tous nettement précisés quant à leur objet et rendus probables par des événements survenus ou en cours.

Les provisions ne font l'objet d'aucune actualisation.

### 25 – 1 Variation des provisions pour autres passifs

Les variations du poste « Provisions non courantes » se présentent ainsi :

	Litiges	Autres risques et charges	Total des provisions non courantes
<b>A l'ouverture</b>	<b>16</b>	<b>1 064</b>	<b>1 080</b>
Augmentation provisions existantes	-	94	<b>94</b>
Nouvelles provisions	-	-	-
Reprises non utilisées	-	(96)	<b>(96)</b>
Reprises utilisées	(16)	(149)	<b>(165)</b>
Variation de change	-	(50)	<b>(50)</b>
Autres mouvements	-	7	<b>7</b>
Changement de périmètre	-	-	-
<b>A la clôture</b>	<b>0</b>	<b>870</b>	<b>870</b>

Les provisions pour autres risques et charges concernent essentiellement :

- Des risques fiscaux : 507 K€ (\*) ;
- Des charges en couverture de réparations/mises en conformité des constructions de DELFINGEN DE-Marktrodach et MBG Techbelt : 277 K€.

**(\*) La société DELFINGEN Industry et ses filiales font régulièrement l'objet de vérifications par les administrations fiscales locales.**

Au regard de l'implantation internationale, de flux intercompagnies importants et de son organisation avec une concentration sur les entités françaises des services dits « de groupe », les principales zones de risques identifiées au cours des vérifications fiscales concernent :

- La politique de prix de transfert ;
- La déductibilité du résultat imposable des prestations de service et management fees fournis par la société mère ;
- L'assujettissement aux retenues à la source et à la TVA des prestations de service fournies par des entités non résidentes ;
- Les transactions douanières.

La sensibilité de ces zones de risque a amené le Groupe à se faire accompagner pour recenser et réduire son exposition.

La direction financière, sur la base des lettres de notification reçues et/ou les relations avec les administrations concernées, estime que la meilleure appréciation du risque et de la situation du Groupe nécessite, dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017, une provision de 507 K€.

## 25 – 2 Dotations et reprises sur provisions pour risques et charges

	2017	2016	2015
Dotations aux provisions pour risques et charges	(347)	(624)	(389)
Reprises sur provisions pour risques et charges	274	291	727
<b>Total Dotations nettes aux provisions pour risques et charges (*)</b>	<b>(73)</b>	<b>(332)</b>	<b>338</b>

(\*) y compris dotations nettes aux provisions pour avantages au personnel (cf note n°18 de la présente annexe)

Les reprises de provisions utilisées (149 K€) viennent directement en diminution des charges concernées et n'apparaissent donc pas dans les reprises de provisions pour risques et charges dans ce tableau (se reporter à la note 25 - 1 de la présente annexe).

## Note n° 26 Passifs éventuels

Le Groupe a des passifs éventuels se rapportant à des litiges survenus dans le cadre habituel de ses activités. Pour chacun des litiges connus, dans lesquels le Groupe est impliqué, il a été procédé à une revue à la date d'arrêté des comptes. Les provisions jugées nécessaires ont été constituées pour couvrir les risques estimés (cf. note 25- 1). Bien que l'issue de l'ensemble des procédures existantes ne soit pas prévisible, DELFINGEN Industry estime à ce jour qu'elles n'auront pas d'impact significatif sur les résultats et la situation financière du Groupe.

## I - CAPITAUX PROPRES ET RÉSULTAT PAR ACTION

### Note n° 27 Titres d'autocontrôle

Les titres d'autocontrôle détenus par le Groupe sont enregistrés à leur coût d'acquisition en diminution des capitaux propres. Le produit de la cession des actions d'autocontrôle est imputé directement en augmentation des capitaux propres, de sorte que les éventuelles plus ou moins-values de cession n'affectent pas le résultat net de l'exercice.

### Note n° 28 Capital social et primes

Le capital est composé de 2 443 944 actions de 1,54 € de nominal. DELFINGEN Industry détient, au 31 décembre 2017, 37 430 titres d'autocontrôle.

En Euros	Nombre d'actions	Capital social	Primes	Réserve légale	Total
<b>Titres en fin d'exercice 2015</b>	<b>2 443 944</b>	<b>3 763 674</b>	<b>12 286 349</b>	<b>354 765</b>	<b>16 404 788</b>
Affectation du résultat				21 602	21 602
<b>Titres en fin d'exercice 2016</b>	<b>2 443 944</b>	<b>3 763 674</b>	<b>12 286 349</b>	<b>376 367</b>	<b>16 426 390</b>
<b>Titres en fin d'exercice 2017</b>	<b>2 443 944</b>	<b>3 763 674</b>	<b>12 286 349</b>	<b>376 367</b>	<b>16 426 390</b>

Suite à la conclusion de deux prêts entre deux partenaires bancaires et la société DELFINGEN Group S.A, il a été donné en garantie auxdits partenaires bancaires 200 000 actions que DELFINGEN Group S.A détient au capital de DELFINGEN Industry, pendant toute la durée des prêts.

## Répartition du capital social de DELFINGEN Industry au 31 décembre 2017

DELFINGEN Group	60,30%
Gérald STREIT	NS
Bernard STREIT	1,29%
Françoise et Bernard STREIT	0,09%
Divers (nominatifs et Famille STREIT)	6,81%
Auto détention	1,53%
Public	29,97%
<b>Total</b>	<b>100,00%</b>

### Note n° 29 Dividendes versés

Les dividendes versés aux actionnaires de la société mère au cours des trois derniers exercices se sont élevés à :

- 2015 : 918 K€ ;
- 2016 : 1 230 K€ ;
- 2017 : 1 400 K€.

Il est proposé, au titre des résultats de l'exercice 2017, la distribution de 2 297 K€.

### Note n° 30 Intérêts minoritaires

La rationalisation des intérêts minoritaires n'appel pas de commentaires particuliers.

### Note n° 31 Résultat net par action

Le résultat par action (avant dilution) est calculé en faisant le rapport entre le résultat de l'exercice part du Groupe et le nombre moyen pondéré d'actions en circulation (hors action d'autocontrôle) au cours de l'exercice.

En conséquence, le résultat 2017 dilué par action est identique à celui avant dilution.

<b>En euros</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Résultat net, Part du Groupe	9 365 194	6 885 790	6 160 376
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	2 406 514	2 322 222	2 322 222
Nombre moyen pondéré d'actions émises	2 443 944	2 443 944	2 443 944
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	2 406 514	2 322 222	2 322 222
Résultat par action attribuable aux actionnaires			
De base	3,89	2,97	2,65
Dilué	3,89	2,97	2,65

Le résultat par action des activités poursuivies est le suivant :

En euros	2017	2016	2015
Résultat net des activités poursuivies, à l'exclusion de la part des intérêts non assortis de contrôle	9 365 194	6 885 790	6 166 643
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	2 406 514	2 322 222	2 322 222
Nombre moyen pondéré dilué d'actions en circulation	2 406 514	2 322 222	2 322 222
Résultat par action attribuable aux actionnaires			
De base	3,89	2,97	2,66
Dilué	3,89	2,97	2,66

## J - FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

### Note n° 32 Actifs et passifs financiers

#### 32 – 1 Actifs financiers non courants

Sont classés dans cette catégorie principalement les dépôts et cautionnements versés dans le cadre de baux pour les locaux dont le Groupe n'est pas propriétaire, les titres non consolidés ainsi que les cautions versées en garantie de prêts bancaires.

Les autres actifs financiers non courants comprennent des titres non consolidés pour 830 K€ de valeur brute et 780 K€ de valeur nette, ainsi que des cautions sur la France de 133 K€ en garantie du prêt OSEO, 168 K€ en garantie de l'emprunt obligataire du GIAC et 320 K€ en garantie des prêts BPIfrance.

#### 32 – 2 Passifs financiers

Les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE) et retraités des coûts de transaction attribuables.

La différence entre le coût et la valeur de remboursement est comptabilisée dans le compte de résultat et étalée sur la durée des passifs financiers.

#### 32 – 3 Ventilation des actifs et passifs par catégorie d'instruments financiers

	Ventilation par catégorie d'instruments financiers					
	Total à la clôture	Juste valeur par résultat	Actifs disponibles à la vente	Prêts, créances et autres dettes	Dettes au coût amorti	Instruments dérivés
Autres actifs financiers non courants	2 270	-	-	2 270	-	-
Clients	33 707	-	-	33 707	-	-
Autres débiteurs (hors impôts courants)	9 091	-	-	9 091	-	-
Équivalents de trésorerie	-	-	-	-	-	-
Trésorerie	8 532	8 532	-	-	-	-
<b>ACTIFS</b>	<b>53 600</b>	<b>8 532</b>	-	<b>45 068</b>	-	-
Dettes financières	59 564	-	-	-	59 564	-
Autres passifs financiers non courants	-	-	-	-	-	-
Fournisseurs	17 096	-	-	17 096	-	-
Autres passifs courants	12 850	-	-	12 850	-	-
<b>PASSIFS</b>	<b>89 510</b>	-	-	<b>29 946</b>	<b>59 564</b>	-

### Note n° 33 Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie comprennent les fonds de caisses, les comptes courants bancaires ainsi que les OPCVM de trésorerie et de titres de créances négociables qui sont mobilisables ou cessibles à très court terme. Tous ces éléments sont évalués à leur juste valeur, les éventuels ajustements sont enregistrés en résultat.

#### 33 – 1 Décomposition du poste Trésorerie et équivalents de trésorerie

	2017	2016	2015
Valeurs mobilières de placement			
Disponibilités	8 532	24 059	22 172
<b>Total brut</b>	<b>8 532</b>	<b>24 059</b>	<b>22 172</b>
Provisions	-	-	-
<b>Total net</b>	<b>8 532</b>	<b>24 059</b>	<b>22 172</b>

#### 33 – 2 Trésorerie présentée dans l'état de variation des flux de trésorerie

	2017	2016	2015
Trésorerie et équivalents de trésorerie	8 532	24 059	22 172
Concours bancaires courants	(6 473)	(7 770)	(4 213)
<b>Trésorerie présentée dans l'état de variation des flux de trésorerie</b>	<b>2 059</b>	<b>16 289</b>	<b>17 959</b>

### Note n° 34 Endettement financier

#### 34 – 1 Dettes financières courantes et non courantes

Les contrats de financement bancaire mis en place ont des clauses conventionnelles se référant à la situation financière consolidée soit au niveau du Groupe DELFINGEN Industry, soit au niveau de la région NCA (Amérique du Nord, Centrale) pour les prêts de DELFINGEN US - Holding. Ces "covenants financiers" sont fixés en concertation avec les organismes prêteurs. Leur respect s'apprécie à chaque clôture annuelle pour les prêts en France et chaque trimestre pour les prêts aux USA.

Le non-respect de ces ratios autorise l'organisme prêteur à prononcer l'exigibilité (totale ou partielle) du financement concerné.

#### 34 – 2 Endettement financier net

L'endettement financier net est défini de la manière suivante : il comprend l'ensemble des dettes financières à long terme, les crédits à court terme et les découverts bancaires, diminués des prêts et autres actifs financiers à long terme et de la trésorerie et équivalent de trésorerie.

Les dettes financières à moins d'un an intègrent des découverts et concours bancaires courants renouvelables pour un montant de 6 473 K€.

#### 34 – 3 Ratio de Gearing

	2017	2016	2015
Endettement financier net	51 032	37 211	34 129
Total Capitaux Propres	62 539	58 856	53 180
<b>Ratio d'endettement (%)</b>	<b>81,6%</b>	<b>63,2%</b>	<b>64,2%</b>

### 34 – 4 Ventilation par nature

	2017	2016	2015
<b>Part non courante</b>			
Emprunts obligataires	20 146	20 045	19 971
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	19 295	20 918	23 051
Retraitement des crédits baux	260	464	716
Emprunts et dettes diverses	(0)	16	0
<b>Sous-total dettes financières non courantes</b>	<b>39 701</b>	<b>41 444</b>	<b>43 738</b>
<b>Part courante</b>			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	13 048	11 650	7 864
Soldes créditeurs de banque	6 473	7 770	4 213
Intérêts courus sur emprunts	84	84	97
Retraitement des crédits baux	258	321	382
Emprunts et dettes diverses	(0)	0	7
<b>Sous-total dettes financières courantes</b>	<b>19 863</b>	<b>19 826</b>	<b>12 562</b>
<b>Total dettes financières</b>	<b>59 564</b>	<b>61 270</b>	<b>56 300</b>

Les soldes créditeurs de banques correspondent à la partie utilisée des lignes de crédit bancaires court terme.

La variation des passifs inclus dans les activités de financement s'explique comme suit :

<b>Solde à l'ouverture</b>	<b>61 270</b>
Emissions d'emprunts	19 469
Remboursement d'emprunts	(19 295)
Variation découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiales ou d'autres entreprises	0
Effet de variation des cours des devises étrangères	(465)
Variation des justes valeurs	(142)
Autres - dont variation des soldes créditeurs de banque	(1 272)
<b>Solde à la clôture</b>	<b>59 564</b>

### 34 – 5 Ventilation par échéance

Ventilation par échéance des dettes financières non courantes

	Total	2019	2020	2021	2022	> 5 ans
Dettes financières (*)	39 701	8 303	14 094	4 798	10 032	2 473

(\*) y compris dettes de crédit-bail, rentes viagères et autres dettes financières

Ventilation par échéance des dettes financières à plus d'un an à l'origine, souscrites auprès des établissements de crédit

Date souscription	Total	2018	2019	2020	2021	2022	Au-delà
Antérieur 2017	40 307	11 297	6 288	12 320	3 722	9 774	20 26
2017	12 182	1 750	1 760	1 770	1 077	258	447
<b>Total</b>	<b>52 489</b>	<b>13 047</b>	<b>8 048</b>	<b>14 091</b>	<b>4 798</b>	<b>10 032</b>	<b>2 473</b>

La maturité de la dette passe de 2,74 à 2,46 après l'obtention des nouveaux financements en 2017:

- Une tranche de 7,5 M€ amortissable sur 5 ans par échéance constante dans le cadre de la convention de crédit signée avec les banques françaises en vue de financer les investissements opérationnels ;
- Une tranche de 3,9 M€ dans le cadre de la quatrième convention de crédit signée en décembre 2016 ;
- Un nouveau prêt en mars 2017 auprès de la Huntington National Bank (USA) de 2 M\$ ;
- Un nouveau prêt en décembre 2017 auprès de la Huntington National Bank (USA) de 1 M\$.

### 34 - 6 Ventilation par devise

L'ensemble des emprunts et dettes auprès des établissements de crédit est libellé en euros (48,5 M€) ou en dollars (4,0 M€) pour les sociétés américaines.

### 34 - 7 Ventilation par nature de taux

Le tableau ci-après recense les encours les plus significatifs des crédits moyens termes, répartis en taux fixes et taux variables (en millions d'euros).

Nature du crédit	Taux fixe	Taux variable	Montant global des lignes en M€	Capital restant dû au 31/12/17	Échéances	Existence ou non de couvertures	
Crédit classique		E3M + marge	10,0	1,0	2018	Couverture de Taux	
		E3M + marge	5,0	1,2	2019	Couverture de Taux	
		E3M + marge	5,0	2,2	2020	Couverture de Taux	
		E3M + marge	7,5	4,7	2021	Couverture de Taux	
		E3M + marge	7,5	6,3	2022	Couverture de Taux	
		E3M + marge	5,0	4,2	2023		
		E3M + marge	0,3	0,2	2027		
		T.Fixe		0,04	0,005	2018	
		T.Fixe		0,3	0,1	2019	
		T.Fixe		0,4	0,2	2021	
		T.Fixe		1,4	1,2	2026	
		T.Fixe		1,1	0,9	2027	
	Contrat de Développement Participatif	2,68%		2,4	1,1	2020	Gage Espèces
Emprunt Obligataire	6,50%		3,5	3,5	2018		
Emprunt Obligataire	4,50%		7,5	7,3	2020		
Emprunt Obligataire	4,70%		7,5	7,3	2022		
Contrat de Prêt pour l'Innovation	0,00%		0,2	0,1	2020		
Prêt Export	3,30%		2,0	1,4	2021	Gage Espèces	
Prêt d'Avenir	4,86%		4,0	3,7	2024	Gage Espèces	
Contrat d'Emission d'Obligations		E3M + marge	2,4	2,0	2022		
Crédit classique		Libor USD 1 mois + marge	1,0	0,4	2020		
Crédit classique		Libor USD 1 mois + marge	1,8	1,2	2021		
Crédit classique		Libor USD 1 mois + marge	2,6	2,3	2022		
<b>TOTAL</b>				<b>52,5</b>			

Afin de gérer le risque lié aux fluctuations des taux d'intérêts sur les emprunts à taux variables, le Groupe a conclu des contrats de CAP et CAP+FLOOR de taux d'intérêts dont les caractéristiques sont décrites dans la note 35 - 3.

## Note n° 35 Gestion des risques financiers

### 35 – 1 Liquidités

#### Positions de liquidité

Au 31 décembre 2017, DELFINGEN Industry dispose d'une trésorerie nette de 2 059 K€ (16 289 K€ au 31 décembre 2016).

Les sources supplémentaires d'accès à la liquidité en 2017, sont les suivantes :

- Des lignes de crédit bancaire court terme confirmées à échéance mars 2018 pour un total de 7 500 K€, utilisées à hauteur de 6 473 K€ ;
- Des lignes de crédit bancaire court terme classique pour un total de 1 480 K€, utilisées à hauteur de 9 K€ ;
- Une ligne de crédit bancaire moyen terme pour un total de 6 254 K€, non utilisée.

#### Conventions d'affacturage

Se reporter à la note 15 - 2 de la présente annexe.

#### Prêts à l'entité DELFINGEN US Holding

Huntington National Bank a confirmé son soutien à DELFINGEN US Holding, au travers de l'octroi d'un contrat de prêt d'équipement moyen terme pour 3 070 K\$ (2 560 K€).

Du fait du support de DELFINGEN Industry par la politique de gestion de la liquidité au niveau Groupe (centralisation de la trésorerie), l'exposition au risque de liquidité au niveau de DELFINGEN US Holding est limitée.

#### Covenants

	2017
Endettement financier lié à covenants A	37 391
Endettement financier lié à covenants B	3 982
Endettement financier non lié à des covenants	11 116
<b>Total endettement financier brut</b>	<b>52 489</b>

L'ensemble des prêts et lignes de crédit, soumis à covenants, fait l'objet d'une clause de remboursement anticipé liée :

Pour les covenants A (calculés sur les données consolidées du Groupe) :

- Au ratio d'EFN\* / EBITDA\* courant qui doit être inférieur à 3 ;
- Au ratio d'EFN\* / Fonds propres qui doit être inférieur à 1.

Pour les covenants B (calculés sur les données consolidées au niveau de DELFINGEN US Holding) :

- Au ratio d'EBITDA (retraité des dividendes) / (service de la dette + impôt sur les sociétés payé + investissements non financés) qui doit être supérieur à 1,15 ;
- Au ratio de Dettes (retraitées de la dette subordonnée) / EBITDA qui ne doit pas être supérieur à 2,25.

A la date de clôture des comptes, DELFINGEN Industry respecte tous les covenants. Le Groupe prévoit de respecter l'ensemble des covenants sur les 12 prochains mois.

### 35 – 2 Gestion des risques de change

Les couvertures de change concernent essentiellement les risques sur des avances de trésorerie faites par la société DELFINGEN Industry à ses filiales américaines et asiatiques.

Au 31 décembre 2017, aucune couverture de change n'était souscrite.

L'exposition nette du Groupe se concentre principalement sur le dollar (hors devise fonctionnelle des entités). Au 31 décembre 2017, les créances nettes en dollars étaient de 10 M\$ dont 5,4 M\$ à moins d'un an.

#### Sensibilité aux variations du dollar

Impact de la variation du dollar sur la base des comptes 2017 :

	USD
<b>Hypothèse de variation par rapport à l'euro</b>	<b>10%</b>
Impact sur le résultat avant impôt	602 K€
Impact sur les capitaux propres	5 779 K€

### 35 – 3 Gestion des risques de taux financiers

Ces couvertures concernent les risques d'évolution des taux financiers sur des emprunts moyen terme de la société DELFINGEN Industry.

	Taux	1 <sup>re</sup> échéance	Dernière échéance	Milliers d'euros au 31/12/17
DELFINGEN Industry	Taux Fixe : 0,75 % Euribor 3 mois	17/07/2013	29/03/2018	253
DELFINGEN Industry	Taux Fixe : 0,61% E3M avec barrière désactivante à 4%	01/04/2014	01/10/2018	750
DELFINGEN Industry	Cap de Taux Plafond 0% Euribor 3 mois	31/03/2018	31/03/2021	1 895
DELFINGEN Industry	Cap de Taux Plafond 0% Euribor 3 mois	31/03/2018	31/03/2020	1 000
DELFINGEN Industry	Cap de Taux Plafond 0% Euribor 3 mois	31/03/2018	31/03/2021	3 000
DELFINGEN Industry	Cap de Taux Plafond 1,25% Libor USD 3 mois	30/06/2017	30/06/2020	892
DELFINGEN Industry	Cap de Taux Plafond 1,25% Libor USD 3 mois	30/06/2017	30/06/2020	892

A noter que les intérêts attachés aux dettes auprès des établissements de crédit sont majoritairement indexés sur l'Euribor 3 mois ou sur le Libor 3 mois; seuls 26,8 M€ sont en taux fixes.

A noter qu'une variation de + ou - 0,5 point des taux d'intérêt aurait un impact de + ou - 326 K€ sur les charges d'intérêts financiers de l'exercice.

### 35 – 4 Contreparties

Dans le cadre de ses opérations d'accès aux financements, DELFINGEN Industry est exposé au risque de contrepartie. Toutefois ce risque est limité du fait que ces opérations de financement sont réalisées avec une dizaine d'intervenants :

- En France : Banque Populaire de Franche-Comté, Crédit Agricole de Franche-Comté, BECM, CIC-Est, Société Générale, BPIfrance/OSEO, Caisse d'Epargne Bourgogne Franche-Comté, ainsi que le Fonds Micado, le GIAC et Tikehau investissements ;
- Aux Etats-Unis : Huntington National Bank ;
- En Allemagne : Kulmbacher Bank.

## Note n° 36 Produits et charges financiers

### 36 – 1 Autres produits et charges financiers

	2017	2016	2015
Gains de change	2 964	2 024	3 259
Autres produits financiers	101	197	270
Reprises sur provisions et amortissements financiers			
<b>Total Autres produits financiers</b>	<b>3 066</b>	<b>2 220</b>	<b>3 529</b>
Dotations aux provisions et amortissements financiers			(50)
Pertes de change	(5 524)	(1 456)	(2 961)
Autres charges financières	(484)	(322)	(377)
<b>Total Autres charges financières</b>	<b>(6 008)</b>	<b>(1 778)</b>	<b>(3 388)</b>

Au 31 décembre 2017, les états financiers consolidés enregistrent un solde d'écart de change négatif de 2 560 K€. Les autres charges financières concernent essentiellement le retraitement des emprunts selon la méthode du TIE (taux d'intérêt effectif).

### 36 – 2 Coût de l'endettement financier brut

	2017	2016	2015
Charges d'intérêts financiers	2 067	2 125	1 828
<b>Coût de l'endettement brut</b>	<b>2 067</b>	<b>2 125</b>	<b>1 828</b>

Le coût moyen de l'endettement financier brut (hors couverture des taux) est de 3,17 %.

## Note n° 37 Engagements hors bilan liés au financement du Groupe

Les engagements hors bilan (covenants) liés au financement du Groupe sont détaillés dans la note 35 - 1 de la présente annexe sur la gestion du risque de liquidité.

### 37 – 1 Avals, engagements et cautions donnés

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2017	2016	2015
Nantissements et hypothèques	10 489	9 731	9 491
Cautions	1 826	1 893	2 724
<b>Total</b>	<b>12 315</b>	<b>11 624</b>	<b>12 215</b>

### 37 – 2 Avals, engagements et cautions reçus

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2017	2016	2015
Ouverture de crédit non tirée	6 254	7 115	6 889
Autorisations facilités caisse	5 539	1 405	2 591
Cautions et autres	2 153	2 240	2 466
<b>Total</b>	<b>13 952</b>	<b>10 759</b>	<b>11 947</b>

## K - IMPÔTS COURANTS ET DIFFÉRÉS

La charge d'impôt sur les résultats correspond à l'impôt exigible de chaque entité fiscale consolidée, corrigé des impôts différés.

L'impôt exigible est basé sur les bénéfices des sociétés du Groupe. Il est calculé conformément aux règles locales et intègre les éventuels ajustements au titre des exercices précédents.

Les impôts différés sont calculés selon la méthode du report variable sur les différences temporelles entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leur valeur figurant dans les états financiers consolidés, en utilisant les taux d'imposition applicables.

Les passifs d'impôts différés sont systématiquement comptabilisés. Les perspectives de récupération des impôts différés sont revues périodiquement par entité fiscale. Les impôts différés actifs ne sont reconnus que dans la mesure où la réalisation d'un bénéfice imposable futur est probable à court ou moyen terme.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

En France, la loi de Finance pour 2010, votée en décembre 2009, a introduit une Contribution Économique Territoriale (CET) en remplacement de la taxe professionnelle. La CET a deux composantes : la Contribution Foncière des Entreprises (CFE) et la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE). Le Groupe considère que les deux composantes de la CET relèvent de la même classification en charge opérationnelle.

Par ailleurs, en France, la loi de Finances 2012 rectificative a instauré un nouveau crédit d'impôt à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 : le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). Son calcul est basé sur une partie des rémunérations versées aux salariés des entreprises françaises. Ce crédit d'impôt est payé par l'Etat, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés. Il n'entre pas dans le champ d'application de la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat ».

Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel (282 K€).

La loi de Finance pour 2017 a instauré une baisse progressive du taux d'impôt sur les sociétés, sur 4 étapes :

- dès 2017 pour l'ensemble des petites et moyennes entreprises (PME), jusqu'à 75 000 euros de bénéfices ;
- en 2018, pour l'ensemble des entreprises jusqu'à 500 000 euros de bénéfices ;
- en 2019, pour les entreprises réalisant un chiffre d'affaires (CA) inférieur à un milliard d'euros sur l'ensemble de leurs bénéfices ;
- en 2020, pour l'ensemble des entreprises.

L'impact de cette mesure sur les impôts différés des sociétés françaises a été évalué à 0,2 M€.

La loi de Finance pour 2018 aux Etats Unis a instauré une baisse du taux d'impôts sur les sociétés qui passe de 34 % à 21 % pour les exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2018.

L'impact de cette mesure est une réduction des impôts différés passifs de 2,3 M\$.

### Note n° 38 Charge d'impôt

#### 38 – 1 Ventilation de la charge d'impôt

L'imposition de la période se présente ainsi :

	2017	2016	2015
Impôts exigibles	2 367	3 402	3 694
Impôts différés	(2 135)	580	235
<b>Total</b>	<b>231</b>	<b>3 981</b>	<b>3 929</b>

## 38 – 2 Analyse de la charge d'impôt

	Total	Pourcentage
Résultat avant impôt (*)	9 561	-
<b>Impôt théorique</b>	<b>3 187</b>	<b>33,33%</b>
Impôt sociétés sur différences permanentes	1 451	15,17%
Impôt sociétés sur différences temporelles non comptabilisées	(464)	-4,85%
Changement de taux	(1 954)	-20,44%
Ecart taux local / taux français	(1 181)	-12,35%
Crédit d'impôt, régularisation d'impôt et/ou impôt forfaitaire	(326)	-3,41%
Non activation de déficits reportables	233	2,44%
Imputation des pertes antérieures et régularisation/activation des déficits	(700)	-7,32%
Autres	(14)	-0,15%
<b>Impôt sociétés effectif</b>	<b>231</b>	<b>2,45%</b>

L'impact du changement de taux concerne les Etats-Unis : (2,1) M€ et la France +0,2 M€

Les écarts liés aux différences de taux d'impôt appliqués dans les filiales et le taux d'impôt de la société mère (1 181) K€ concernent principalement : la Roumanie : (262) K€ ; les Philippines : (491) K€ ; Singapour : (158) K€ ; la Turquie : (-72) K€ ; l'Allemagne : (190) K€ ; le Maroc : (212) K€ ; le Brésil : +91 K€ et les Etats-Unis : +99 K€.

### Note n° 39 Impôts différés

	2017		2016		Variation des impôts différés	Dont OCI *	Dont variation change	Dont impact résultat
	Base	Impôt	Base	Impôt				
Organic / Effort construction	33	9	52	17	(7)			(7)
Retraitement plus ou moins-values de cessions internes	1 065	310	1 110	381	(70)		(40)	(30)
Retraitement des marges en stocks	672	145	1 013	271	(126)		(8)	(119)
Homogénéisation des amortissements et dépréciation des immobilisations	670	184	833	210	(25)		(5)	(20)
Retraitement du crédit-bail								
Instruments financiers dérivés et retraitement des intérêts d'emprunt selon le TIE	20	4	85	29	(25)		(1)	(24)
Déficits fiscaux reportables	2 780	776	1 691	564	212		(16)	228
Provision pour retraite	1 217	299	1 186	345	(46)	(33)	(2)	(11)
Autres actifs d'impôts différés	4 550	1 131	5 094	1 518	(383)	(209)	(48)	(126)
<b>Impôts différés actifs</b>	<b>11 008</b>	<b>2 859</b>	<b>11 064</b>	<b>3 334</b>	<b>(471)</b>	<b>(242)</b>	<b>(119)</b>	<b>(111)</b>
Homogénéisation des amortissements et dépréciation des immobilisations	5 414	1 097	5 098	1 470	(373)		(140)	(234)
Retraitement crédit-bail	562	167	483	148	19			19
Retraitement intérêts d'emprunts selon le TIE	328	92	362	121	(29)			(29)
Provision Goodwill	10 949	2 315	11 829	4 022	(1 707)		(314)	(1 432)
Elimination des provisions intra-Groupes déductibles fiscalement	1 452	407	1 691	564	(157)			(157)
Changement périmètre	8 128	1 707			1 707			
Autres passifs d'impôts différés	2 454	649	3 782	1 032	(383)		(254)	(129)
<b>Impôts différés passifs</b>	<b>29 287</b>	<b>6 434</b>	<b>23 245</b>	<b>7 356</b>	<b>(923)</b>	<b>0</b>	<b>(708)</b>	<b>(1 962)</b>
<b>Impôts différés nets</b>	<b>18 279</b>	<b>3 575</b>	<b>12 181</b>	<b>4 022</b>	<b>(452)</b>	<b>242</b>	<b>(589)</b>	<b>(1 851)</b>
Dont Impôts différés actifs		(1 469)		(1 632)				
Dont Impôts différés passifs		8 080		5 670				

\*OCI : Other comprehensive income (Autres éléments du résultat global)

Le stock de déficits reportables sur l'ensemble des sociétés du Groupe s'élève à 11 233 K€ au 31 décembre 2017. Seuls 2 780 K€ ont été activés par mesure de prudence. Ces déficits concernent :

- l'intégration fiscale de DELFINGEN Industry et DELFINGEN FR-Anteuil et correspondent en totalité à des provisions intra-groupes (hors intégration fiscale) déductibles fiscalement au 31 décembre 2017.
- le report déficitaire des sociétés indiennes car il a été généré par des coûts de restructuration sur les 2 dernières années, suite à la relocalisation des outils de production sur la nouvelle usine de Pune. Les 2 sites sont en phase de croissance, ce qui permettra l'absorption de ce déficit dans les années à venir.

La provision des goodwill correspond à l'amortissement fiscal des goodwill, constatée sur DELFINGEN US-Holding (10 949 K€).

#### Note n° 40 Périmètre de l'intégration fiscale

Une convention d'intégration fiscale a été signée entre DELFINGEN Industry, société mère et la société DELFINGEN FR-Anteuil.

De même, une convention d'intégration fiscale a été signée entre DELFINGEN Industry et la société DELFINGEN FR-Anteuil SAS à effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

DELFINGEN Industry, société mère, bénéficie du report d'imposition résultant de l'application de la convention d'intégration fiscale.

## L - AUTRES INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE VARIATION DES FLUX DE TRÉSORERIE

#### Note n° 41 Capacité d'autofinancement avant impôts et coût de l'endettement financier net (CAFICE)

	2017	2016	2015
<b>CAFICE</b>	<b>17 854</b>	<b>18 756</b>	<b>16 879</b>
<i>dont: Résultat net</i>	9 335	6 865	6 162
<i>Dotations amortissements &amp; provisions</i>	6 168	5 611	4 716
<i>Plus value de cession d'immobilisation</i>	56	182	264
<i>Intérêts financiers versés</i>	2 064	2 116	1 811
<i>Impôts</i>	231	3 981	3 926

#### Note n° 42 Cash flow libre

	2017	2016	2015
CAFICE	17 853	18 756	16 879
Variation du BFR	(6 716)	(1 654)	(1 480)
Impôts versés	(2 988)	(3 751)	(3 686)
<b>Cash flow libre (avant Investissements)</b>	<b>8 149</b>	<b>13 351</b>	<b>11 713</b>
Investissements (nets des cessions d'immobilisations)	(8 544)	(10 704)	(9 234)
<b>Cash flow libre net (après Investissements)</b>	<b>(395)</b>	<b>2 647</b>	<b>2 479</b>

## M - INFORMATIONS DIVERSES

### Note n° 43 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires versés au cours de l'exercice 2017 aux deux Commissaires aux comptes de la société-mère DELFINGEN Industry pour procéder à l'audit des comptes annuels et des états financiers consolidés sont les suivants :

en K€	EXCO CAP AUDIT				AUDITIS			
	Montant (HT)		%		Montant (HT)		%	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	2017	2016
<b>Audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés								
- Emetteur	82,0	75,9	81%	80%	82,0	75,9	81%	79%
- Filiales intégrées globalement	19,6	19,4	19%	20%	19,6	19,9	19%	21%
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes								
- Emetteur								
- Filiales intégrées globalement								
<b>Sous-total</b>	<b>101,6</b>	<b>95,3</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>101,6</b>	<b>95,8</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement								
- Juridique, fiscal, social								
- Autres (à préciser si >10% des honoraires d'audit)								
- Sous-total								
<b>TOTAL</b>	<b>101,6</b>	<b>95,3</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>	<b>101,6</b>	<b>95,8</b>	<b>100%</b>	<b>100%</b>

L'audit des comptes des différentes filiales du Groupe par des cabinets d'audit locaux ou internationaux a généré le versement des honoraires pour un montant de 465 K€.

## N - TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

Conformément à la norme IAS 24 révisée, les transactions avec DELFINGEN Group, société mère du Groupe et les autres filiales de DELFINGEN Industry sont considérées comme des transactions avec des parties liées.

TOTAL PARTIES LIEES	2017	2016	2015
Comptes clients	32	17	19
Comptes courants débiteurs	-	-	-
Dettes financières diverses	-	-	-
Comptes fournisseurs	341	660	338
Comptes courants créditeurs	-	-	-
Produits d'exploitation (Refacturations)	151	155	186
Charges d'exploitation (Management Fees et autres)	(2 544)	(3 267)	(3 540)
Produits et charges financiers		-	-

La société DELFINGEN Group héberge les membres du Comité Exécutif dont les prestations sont refacturées à DELFINGEN Industry sur la base du « Cost + » incluant une marge de 5 % sur la masse salariale.

## **O - ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA CLÔTURE**

Néant

# PROCEDURE DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

## Définition du contrôle interne

### Cadre de référence

DELFINGEN Industry a mis en place des outils et des procédures dans le cadre de son contrôle interne. Le contrôle interne comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques propres de chaque société et du Groupe pris dans son ensemble.

### Objectifs

Le système de contrôle interne contribue à la maîtrise des activités, à l'efficacité des opérations et à l'utilisation efficiente des ressources. Il doit permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou juridiques.

Le système de contrôle interne mis en place fournit une assurance raisonnable de la maîtrise des opérations au regard des objectifs suivants :

- La conformité aux lois et aux réglementations en vigueur ;
- Le respect des instructions et orientations fixées par la Direction ;
- La sauvegarde des actifs ;
- La prévention et la détection des fraudes ;
- La fiabilité, l'exhaustivité et la qualité de l'information produite, notamment l'information financière.

Par essence, le système de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les risques ont été totalement éliminés. Il a pour objectif d'en réduire la probabilité de réalisation et l'impact potentiel.

Dans le cadre du Groupe, la société mère veille à l'existence de dispositifs de contrôle interne au sein de ses filiales. Ces dispositifs sont adaptés aux caractéristiques propres aux filiales et aux relations entre société mère et sociétés consolidées.

## Périmètre du contrôle interne et de gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne est appliqué à l'ensemble du Groupe, le Groupe étant défini comme la société mère DELFINGEN Industry ainsi que toutes les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

## Composantes du contrôle interne et de gestion des risques

### Environnement de contrôle

Le système de contrôle est construit autour d'une organisation basée :

**1. Sur une Direction Opérationnelle** qui regroupe l'ensemble des filiales, sous la responsabilité d'un Directeur Opérationnel.

Cette direction est structurée en fonction des regroupements stratégiques régionaux (activité automobile) ou locaux (marchés de spécialités).

Les regroupements stratégiques régionaux sont les suivants :

- EA (Europe, Afrique) ;
- NSCA (Amérique du Sud, Centrale et Amérique du Nord) ;
- Asie.

Ils regroupent les activités Systèmes des réseaux embarqués, Tubes techniques pour les transferts de fluides, Fixation pour garniture d'intérieur et Assemblage de pièces mécaniques.

Par ailleurs, les marchés de spécialités regroupent :

- Sangles et ceintures techniques ;
- Gaines d'isolation;

- Tubes de Protection - Drossbach.

La Direction Opérationnelle s'appuie sur :

- Les Directions Commerciales ;
- La Direction Recherche et Développement ;
- Des Directions Centrales Opérationnelles (Qualité, Achats, Supply Chain, Gestion des données et Direction Industrielle).

**2. Sur une Direction Centrale** qui s'appuie sur les métiers de la Finance, des Ressources Humaines, du Juridique, de la Communication et des Systèmes d'Information.

Pour chacune de ces entités, le Groupe a défini leurs missions, leur organisation, leurs contributions aux décisions critiques, la mesure de leur performance et leurs échanges avec les autres entités.

Le Groupe est fortement attaché aux valeurs d'intégrité et d'éthique qui s'expriment dans les valeurs fondamentales du Groupe de responsabilité, de partage, de liberté et d'amélioration continue. Ce cadre de valeur fournit une référence pour la bonne conduite des activités quotidiennes et a notamment pour objectif de promouvoir un comportement équitable et honnête dans la conduite des affaires et envers les clients, les fournisseurs, les salariés, les actionnaires... Tous les salariés ont pour responsabilité de s'y conformer.

### **Evaluation et gestion des risques**

L'identification et l'analyse des risques relèvent de la responsabilité du Comité Exécutif du Groupe.

La Direction des Opérations suit plus spécifiquement les risques opérationnels, notamment les risques industriels et les risques liés aux matières premières à la sécurité et à l'environnement.

La Direction Juridique gère les risques juridiques du Groupe, notamment ceux liés à la propriété industrielle, et aux actions en responsabilité.

La Direction des Ressources Humaines s'assure de la bonne application des législations sociales locales, et du respect de nos valeurs.

La Direction Financière gère les risques liés aux activités financières du Groupe, en particulier la conformité des états financiers aux normes comptables locales, les risques de change, de taux, de liquidité, fiscaux et de fraude.

Les principaux risques identifiés sont le risque macroéconomique, le risque de crédit clients, les risques financiers (change, liquidité et contrepartie), la volatilité du cours des matières premières, ainsi que les risques fiscaux et douaniers.

La prise en compte de l'exposition au risque fait partie intégrante des processus décisionnels et opérationnels.

### **Activités de contrôle**

Dans le cadre du système qualité de DELFINGEN Industry, les processus de l'entreprise sont décrits. Des procédures et instructions fixent les responsabilités de chacun et précisent les modes opératoires et les contrôles associés. Dans le cadre de ce système, des audits sont organisés pour vérifier la conformité aux normes du Groupe. Des auditeurs qualifiés sont formés à cet effet. A ces audits internes s'ajoutent les certifications attribuées par les organismes externes, les clients et les fournisseurs.

Les activités de contrôle, conduites à tous les niveaux hiérarchiques et fonctionnels, reposent sur des normes et procédures contribuant à garantir la mise en œuvre des orientations émanant de la Direction Générale.

### **Information et communication**

Les informations issues des systèmes de gestion sont analysées et diffusées auprès des managers concernés qui disposent ainsi de tableaux de bord pour gérer leurs activités.

Chaque Directeur est responsable de son activité et de ses performances financières et opérationnelles, conformément au plan d'actions et au budget prévisionnel discutés et approuvés par le Conseil d'administration.

Le suivi et le contrôle des performances sont basés sur un processus de reporting. Dans ce cadre chaque société du Groupe prépare :

- Un reporting mensuel concernant l'ensemble des informations financières et opérationnelles (indicateurs RH, analyse du chiffre d'affaires, analyse des créances échues...);
- Un reporting mensuel sur la trésorerie réelle et prévisionnelle;
- Un cycle annuel budgétaire.

Ces éléments, définis au niveau du Groupe, sont consolidés et diffusés auprès du Comité Exécutif et des différents responsables. Ils constituent des outils essentiels dans le pilotage de l'activité du Groupe et dans le choix de ses orientations stratégiques. Ils permettent d'identifier, analyser et traiter toute dérive éventuelle au plus tôt.

La Direction Opérationnelle effectue une revue avec chaque Directeur de Site pour analyser l'évolution des résultats et de la performance du site, et proposer des plans d'actions en vue de les améliorer. Ces revues s'effectuent sur une base mensuelle au niveau local et bimensuelle au niveau régional.

La Direction Financière, au travers du Contrôle de gestion, analyse et valide les reportings mensuels intégrés dans la consolidation.

Le Comité Exécutif se réunit chaque mois pour analyser l'évolution des résultats financiers et de la performance du Groupe, et proposer des plans d'actions en vue de les améliorer. Ces revues s'effectuent sur une base mensuelle. Des revues supplémentaires sont également réalisées préalablement à chaque séance de travail du Conseil d'administration.

### **Pilotage du contrôle interne**

Le système de contrôle interne est piloté conjointement par la Direction Générale « des services supports » et la Direction Générale « Industrielle » avec l'appui de la Direction Financière.

En accord avec le Comité d'audit, un plan pluriannuel de visite des filiales, basée sur l'analyse des risques généraux du Groupe et des risques spécifiques à chaque filiale, a été défini et mis en œuvre. Les constatations faites lors de ces missions font l'objet de recommandations aux entités opérationnelles auditées, qui doivent alors mettre en place des plans d'action appropriés.

Des missions ponctuelles sur des problématiques spécifiques sont également mises en œuvre.

### **Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière pour les comptes annuels et états financiers consolidés**

La Direction Financière est responsable des procédures de contrôle interne liées à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces procédures sont mises en place au niveau local.

Elle assure le suivi de l'évolution des normes et l'homogénéité des principes comptables et, en liaison avec le Contrôle de Gestion, un suivi régulier de la correcte traduction comptable des opérations.

Le service de consolidation a la responsabilité de l'établissement des comptes consolidés semestriels et annuels selon les normes IFRS. Il définit des instructions de clôture détaillées, comprenant notamment le calendrier de clôture, les mouvements de périmètre, le classement et les flux des principaux postes de bilan ainsi que le processus de réconciliation des transactions entre les sociétés du Groupe.

Des comptes sociaux et consolidés sont établis mensuellement dans des conditions similaires à celles des clôtures semestrielles et annuelles.

Le Contrôle de Gestion analyse la pertinence et la cohérence des informations reportées au niveau de chaque filiale, il mesure leur performance ainsi que la performance économique du Groupe. Il prépare une synthèse des indicateurs de gestion à l'attention de la Direction Générale. Les analyses effectuées portent notamment sur les ventes, les marges, les dépenses et la masse salariale, ainsi que le résultat opérationnel par zones géographiques et/ou marchés.

Les variations mensuelles sont analysées, ainsi que les écarts par rapport au budget. Ces éléments sont examinés mensuellement par le Comité Exécutif.

Cette organisation est complétée par les Commissaires aux comptes qui attestent au 30 juin et certifient au 31

décembre, les états financiers consolidés du Groupe. L'examen des états financiers des sociétés concourant à l'établissement des comptes consolidés est réalisé de manière concertée entre les Commissaires aux comptes de la société mère et les auditeurs locaux. Cette concertation se concrétise par l'envoi d'instructions d'audit, l'établissement et l'exploitation de questionnaires d'audit, l'envoi par les auditeurs locaux d'un rapport d'examen limité au 30 juin et d'un rapport d'audit au 31 décembre et d'une communication sur des points particuliers. Les travaux d'audit des Commissaires aux comptes de la société mère sont enrichis par des visites réalisées, chaque année, sur plusieurs sites du Groupe.

Le Comité d'audit, créé le 25 juin 2010, assiste le Conseil d'administration dans son rôle de surveillance afin que celui-ci puisse s'assurer de la qualité du contrôle interne et de la fiabilité des informations fournies aux actionnaires ainsi qu'aux marchés financiers.

La Direction Financière du Groupe est en charge de concevoir et diffuser l'ensemble de la communication financière à destination des marchés financiers :

- Document de référence ;
- Communiqués à caractère financier ;
- Documents utilisés lors des rencontres avec les analystes financiers et investisseurs.

La conception du document de référence est coordonnée par la Direction Financière, revue par la Direction des Services Support et validée par le Conseil d'administration avec une forte contribution de la Direction Juridique. Sa rédaction fait appel à de nombreux intervenants, experts dans leur domaine et contribuant à la richesse et à la qualité des informations données.

Les informations financières communiquées sont systématiquement revues par la Direction des Services Support. Les annonces des résultats sont également revues par le Comité d'audit et le Conseil d'administration.

## LA SOCIETE MÈRE DELFINGEN INDUSTRY S.A.

### RAPPORT DE GESTION SUR LES COMPTES ANNUELS

#### 1 - Evènements marquants de l'exercice

La société DELFINGEN Industry détient les titres des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation. Les participations de DELFINGEN Industry ont évolué comme suit :

- DELFINGEN MA-Tanger : augmentation de capital par conversion de créance pour 1 505 K€ ;
- DELFINGEN US-Holding : augmentation de capital par conversion de prêt pour 12 769 K€ ;
- DELFINGEN Asia Pacific Holding : augmentation de capital pour un total de 5 161 K€, 2 581 K€ par conversion de prêt et 2 580 K€ par conversion de créances.

Dans le cadre de la revue de la valeur d'utilité des titres de participation et de la capacité de recouvrement des avances en compte courant faite, il a été constaté au cours de l'exercice 2017 :

- Une reprise nette de provision sur titres de participation de 727 K€.

Les titres DELFINGEN PT-Porto, DELFINGEN Deutschland Holding, DELFINGEN MA-Tanger et DELFINGEN RO-Valahia font l'objet de reprises de provisions.

Seuls les titres de DELFINGEN BR-Sao Paulo ont été dépréciés.

Des dividendes ont été reçus par DELFINGEN Industry sur la période pour 3 811 K€ provenant de DELFINGEN FR-Anteuil, DELFINGEN TR-Marmara, DELFINGEN MA-Casablanca, DELFINGEN SK-Nitra, DELFINGEN RO-Transilvania.

DELFINGEN Industry présente un résultat bénéficiaire de 4 337 K€.

DELFINGEN Industry a poursuivi sa politique d'amélioration de la position de liquidité, tout en renforçant la structure financière, au travers notamment :

- du déblocage de la deuxième tranche de 7,5 M€, en mai 2017, dans le cadre de la troisième convention de crédit signée avec les banques françaises en novembre 2013, amortissable sur une durée de 5 ans par échéance constante ;
- de la libération d'une tranche de 3,9 M€ dans le cadre de la quatrième convention de crédit signée en décembre 2016.

## 2 - Activité et résultats 2017

DELFINGEN Industry fournit à ses différentes filiales des services qui peuvent être regroupés en deux volets : un volet financier (financement des activités d'un grand nombre de filiales, consolidation de la trésorerie) et un volet d'assistance (Direction opérationnelle, administrative, ...).

En particulier, DELFINGEN Industry assure les prestations suivantes pour le compte de ses filiales :

- Contrôle financier et audit interne, consolidation financière et fiscale ;
- Optimisation financière, gestion centralisée de la trésorerie du Groupe, gestion des placements et des dettes, couverture de change et de taux ;
- Coordination assurances, achats, qualité, recherche et développement, hygiène sécurité et environnement, ressources humaines et investissements ainsi que des plans de progrès industriels ;
- Pilotage de projets stratégiques.

Le compte de résultat résumé se présente ainsi :

	2017	2016	2015
Produits d'exploitation	16 869	16 332	15 392
Charges d'exploitation	(15 843)	(15 866)	(14 583)
<b>Résultat d'exploitation</b>	<b>1 026</b>	<b>466</b>	<b>809</b>
Résultat financier	2 326	2 552	2 012
<b>Résultat courant</b>	<b>3 351</b>	<b>3 018</b>	<b>2 820</b>
Résultat exceptionnel	948	(101)	(69)
Impôts	(38)	577	204
<b>Résultat net</b>	<b>4 337</b>	<b>3 494</b>	<b>2 955</b>

Les produits d'exploitation concernent essentiellement des facturations vers les filiales du Groupe. Leur progression est liée à l'augmentation des prestations de services, managements fees, licences des systèmes d'information et commissions commerciales facturés aux filiales par DELFINGEN Industry.

Les charges d'exploitation sont stables.

L'augmentation du résultat d'exploitation (+ 560 K€) est essentiellement liée à l'augmentation des facturations vers les filiales et à une stabilité des charges d'exploitation.

Le résultat financier comprend :

- Des dividendes reçus pour 3 811 K€ ;
- Une reprise nette des titres de participation pour 727 K€.

L'économie d'impôt sur les sociétés résultant de l'intégration fiscale des sociétés DELFINGEN Industry et DELFINGEN FR-Anteuil est de 325 K€ au titre de l'exercice 2017.

DELFINGEN Industry génère donc un bénéfice net de 4 337 K€.

Le bilan résumé se présente ainsi :

	2017	2016	2015
Immobilisations incorporelles	562	609	1 556
Immobilisations corporelles	3 252	3 158	2 040
Immobilisations financières	87 757	74 597	74 130
<b>Total actif immobilisé</b>	<b>91 571</b>	<b>78 363</b>	<b>77 725</b>
Actif circulant et comptes de régularisation	10 003	21 825	15 400
<b>Total actif</b>	<b>101 574</b>	<b>100 188</b>	<b>93 125</b>
Capitaux propres	41 283	38 346	36 083
Provisions pour risques et charges	500	528	386
Dettes et comptes de régularisation	59 791	61 314	56 657
<b>Total passif</b>	<b>101 574</b>	<b>100 188</b>	<b>93 125</b>

L'actif circulant diminue de 11,8 M€, essentiellement en raison de l'utilisation de la trésorerie pour l'acquisition du groupe Drossbach, ce qui explique aussi l'augmentation des immobilisations financières (augmentation de capital de US-Holding).

### 3 - Evènements exceptionnels ou litiges

Il existe des provisions pour risques et charges relatives principalement à des litiges en cours au 31 décembre 2017. Ces provisions constatent les risques pour leur valeur maximale estimée. Le montant des provisions pour risques et charges est repris dans la note n° 9 de l'annexe aux comptes annuels.

Il n'existe aucun fait exceptionnel ou litige susceptible d'affecter de façon significative l'activité, les résultats, la situation financière ou le patrimoine de la société mère du Groupe, qui ne soit pas pris en compte dans les états financiers.

### 4 - Dépenses non déductibles fiscalement

Conformément aux dispositions de l'article 223 quater du Code général des impôts, nous vous signalons que le résultat de l'exercice tient compte d'une somme de 55 639 € correspondant à des charges non déductibles du résultat fiscal selon les dispositions de l'article 39-4 du même code.

### 5 - Changement de méthode comptable

Néant

### 6 - Echéances des dettes fournisseurs

A compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, en conformité avec la loi de modernisation de l'économie, DELFINGEN Industry a appliqué de nouveaux termes de paiement à ses fournisseurs : 45 jours fin de mois date de facture.

Le solde des dettes fournisseurs au 31 décembre 2017 s'élève à 1 398 K€ dont 290 K€ concernent des factures non parvenues, 100 K€ étaient payables avant décembre 2017, 617 K€ sont payables en janvier 2018, 373 K€ en février 2018, 18 K€ en avril 2018.

## 7 - Résultats et autres renseignements caractéristiques de la société au cours des cinq derniers exercices

NATURE DES INDICATIONS EN EUROS	Exercice 2017	Exercice 2016	Exercice 2015	Exercice 2014	Exercice 2013
<b>Capital en fin d'exercice</b>					
Capital social	3 763 674	3 763 674	3 763 674	3 763 674	3 763 674
Nombre des actions ordinaires existantes	2 443 944	2 443 944	2 443 944	2 443 944	2 443 944
Nombre de BSA (bons de souscription autonomes)	0	0	0	0	0
<b>Opérations et résultats de l'exercice</b>					
Chiffre d'affaires hors taxes	16 523 079	15 956 142	13 950 791	11 823 414	11 169 695
Résultat avant impôt, participation des salariés, amortissements et provisions	4 223 928	4 473 732	2 602 338	1 637 295	901 856
Impôts sur les bénéfices	(37 620)	(577 334)	(203 947)	(269 309)	(121 503)
Participation des salariés due au titre de l'exercice	-	-	-	-	-
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements et provisions	4 336 859	3 494 040	2 954 838	2 954 841	212 675
Résultat distribué au titre de l'exercice	2 297 307	1 370 111	1 230 778	202 043	603 626
<b>Résultats par action (y compris BSA)</b>					
Résultat après impôt, participation des salariés, mais avant amortissements et provisions	1,76	1,83	1,15	0,78	0,42
Résultat après impôt, participation des salariés, amortissements et provisions	1,77	1,43	1,21	1,21	0,09
Dividende attribué à chaque action	0,94	0,59	0,53	0,38	0,25
<b>Personnel</b>					
Effectif moyen des salariés	70,3	57,1	60,9	43,2	40,6
Montant de la masse salariale de l'exercice	4 127 249	3 405 168	3 707 992	2 693 231	2 809 384
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux de l'exercice	1 785 423	1 541 198	1 672 559	1 227 036	1 198 270

## 8 - Evénements survenus après la clôture de l'exercice

Néant

# COMPTES ANNUELS DELFINGEN INDUSTRY

## Informations générales

La société DELFINGEN Industry est une société anonyme de droit français dont le siège social est situé : Rue Emile Streit – 25340 Anteuil, France.

Les états financiers au 31 décembre 2017 ont été arrêtés par le Conseil d'administration du 30 mars 2018 et seront soumis à l'approbation de la prochaine Assemblée Générale.

La société est cotée sur Euronext Growth Paris.

**Sauf indications contraires, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.  
Les termes suivis d'un \* sont définis dans le glossaire.**

### 1- Bilan au 31 décembre 2017

ACTIF	2017		Montants nets	2016 Montants nets	2015 Montants nets	Notes
	Montants Bruts	Amortissements et provisions				
<b>Actif immobilisé</b>						
Capital souscrit non appelé (O)						
Immobilisations incorporelles	1 620	1 058	562	609	1 556	E
<b>Immobilisations corporelles</b>						
Terrains	381	127	254	160	120	E
Constructions	7 003	5 050	1 953	1 555	1 659	E
Autres immobilisations corporelles	1 358	394	964	986	114	E
Immobilisation en cours	-	-	-	404	144	E
Avances et acomptes versés sur immobilisations corporelles	80	-	80	53	2	
<b>Immobilisations financières</b>						
Actions propres	741	-	741	3 072	2 195	G
Autres participations	93 587	11 278	82 309	62 148	58 109	G
Créances rattachées à des participations	4 059	-	4 059	8 544	12 994	G
Autres immobilisations financières	648	-	648	833	831	G
<b>Total (I)</b>	<b>109 478</b>	<b>17 907</b>	<b>91 571</b>	<b>78 363</b>	<b>77 725</b>	
<b>Actif circulant</b>						
Stocks	-	-	-	-	-	
Avances et acomptes versés sur commandes	-	-	-	-	10	
<b>Créances</b>						
Clients et comptes rattachés	3 722	-	3 722	2 305	2 264	C
Autres créances	5 485	-	5 485	3 438	1 870	C
<b>Divers</b>						
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	-	
Disponibilités	145	-	145	15 374	10 551	
Charges constatées d'avance	275	-	275	310	208	
<b>Total (II)</b>	<b>9 628</b>	<b>-</b>	<b>9 628</b>	<b>21 427</b>	<b>14 903</b>	
<b>Comptes de régularisation</b>						
Frais d'émission d'emprunt à étaler (IV)	301	-	301	389	477	
Primes de remboursement des obligations (V)	7	-	7	8	9	
Ecart de conversion actif (VI)	67	-	67	-	10	
<b>Total actif (O à VI)</b>	<b>119 481</b>	<b>17 907</b>	<b>101 574</b>	<b>100 188</b>	<b>93 125</b>	

<b>PASSIF</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>	<b>Notes</b>
<b>Capitaux propres</b>				
Capital social (dont versé 3 030 202€)	3 764	3 764	3 764	I
Primes d'émission, de fusion, d'apport	12 286	12 286	12 286	I
Réserve légale	376	376	355	I
Réserves statutaires ou contractuelles	-	-	-	
Réserves réglementées	-	-	-	
Autres réserves	20 520	18 425	16 723	I
Provisions réglementées	-	-	-	
Résultat de l'exercice	4 337	3 494	2 955	I
<b>Total (I)</b>	<b>41 283</b>	<b>38 346</b>	<b>36 083</b>	
<b>Autres fonds propres</b>				
Produit des émissions de titres participatifs	-	-	-	
Avances conditionnées	-	-	-	
<b>Total (II)</b>				
<b>Provisions pour risques et charges</b>				
Provisions pour risques	67	35	18	F
Provisions pour charges	433	493	368	F
<b>Total (III)</b>	<b>500</b>	<b>528</b>	<b>386</b>	F
<b>Dettes (1)</b>				
Emprunts obligataires convertibles	-	-	-	
Autres emprunts obligataires	20 780	20 900	20 900	G
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	32 720	34 218	30 300	G
Emprunts et dettes financières divers	3 012	1 004	1 982	G
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	-	20	7	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 350	1 859	1 075	C
Dettes fiscales et sociales	1 852	1 691	1 820	C
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	48	70	26	C
Autres dettes	-	934	88	C
Produits constatés d'avance (compte de régularisation)	-	-	-	
<b>Total (IV)</b>	<b>59 763</b>	<b>60 697</b>	<b>56 299</b>	
Ecart de conversion passif (V)	27	617	458	
<b>Total passif (I à V)</b>	<b>101 574</b>	<b>100 188</b>	<b>93 125</b>	
(1) Dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an	24 809	26 420	15 795	
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques	6 445	7 500	3 768	

## 2- Compte de résultat

	2017	2016	2015	Notes
<b>Produits d'exploitation</b>				
Ventes de marchandises				
Production vendue services France	2 143	1 806	2 400	
Export	14 389	14 150	11 551	
<b>Chiffre d'affaires net</b>	<b>16 523</b>	<b>15 956</b>	<b>13 951</b>	C
Subventions d'exploitation	1	2	-	
Production immobilisée	171	251	243	
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges	173	121	1 194	
Autres produits	1	1	3	
<b>Total produits d'exploitation (I)</b>	<b>16 869</b>	<b>16 332</b>	<b>15 392</b>	
<b>Charges d'exploitation</b>				
Autres achats et charges externes <sup>(1)</sup>	8 808	9 706	7 982	
Impôts, taxes et versements assimilés	359	350	552	
Dotations aux amortissements sur immobilisations	678	630	476	
Dotations aux provisions pour risques et charges	-	159	92	
Charges de personnel	5 913	4 946	5 381	
Autres charges	85	75	101	
<b>Total charges d'exploitation (II)</b>	<b>15 843</b>	<b>15 866</b>	<b>14 583</b>	
<b>Résultat d'exploitation (I-II)</b>	<b>1 026</b>	<b>466</b>	<b>809</b>	
Produits financiers de participations <sup>(2)</sup>	3 811	4 760	3 126	
Autres intérêts et produits assimilés <sup>(2)</sup>	804	545	535	
Reprises sur provisions et transfert de charges	1 023	483	1 165	
Différences positives de change	898	274	933	
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement	-	-	-	
<b>Total produits financiers (III)</b>	<b>6 536</b>	<b>6 062</b>	<b>5 759</b>	
<b>Charges financières</b>				
Dotations financières aux amortissement et provisions	364	1 311	1 133	
Intérêts et charges assimilées <sup>(3)</sup>	1 971	1 905	2 221	
Différences de change	1 875	294	394	
<b>Total charges financières (IV)</b>	<b>4 210</b>	<b>3 510</b>	<b>3 747</b>	
<b>Résultat financier (III-IV)</b>	<b>2 326</b>	<b>2 552</b>	<b>2 012</b>	
<b>Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)</b>	<b>3 352</b>	<b>3 018</b>	<b>2 820</b>	
Produits exceptionnels (V)	3 537	8	1 716	C
Charges exceptionnelles (VI)	2 590	108	1 785	C
<b>Résultat exceptionnel (V-VI)</b>	<b>948</b>	<b>(101)</b>	<b>(69)</b>	
<b>Impôts sur les bénéfices (VII)</b>	<b>38</b>	<b>(577)</b>	<b>(204)</b>	H
<b>Total des produits (I+III+V)</b>	<b>26 942</b>	<b>22 401</b>	<b>22 866</b>	
<b>Total des charges (II+IV+VI+VII)</b>	<b>22 605</b>	<b>18 907</b>	<b>19 911</b>	
<b>Bénéfice ou perte</b>	<b>4 337</b>	<b>3 494</b>	<b>2 955</b>	
(1) Dont crédit-bail immobilier				
(2) Dont produits concernant les entreprises liées	4 630	5 188	3 582	K
(3) Dont intérêts concernant les entreprises liées	27	22	28	

### 3- Tableau de flux de trésorerie

	2017	2016	2015
<b>Résultat net des sociétés intégrées</b>	<b>4 337</b>	<b>3 494</b>	<b>2 955</b>
<b>Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité</b>			
Amortissements et provisions: dotations	1 042	2 101	1 707
Amortissements et provisions: reprises	(1 118)	(545)	(740)
Plus-values de cessions	(732)	(93)	62
Autres	-	-	626
<b>Capacité d'autofinancement après coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>3 529</b>	<b>4 957</b>	<b>4 610</b>
Coût de l'endettement financier net	1 876	1 899	1 595
Charge d'impôt exigible	(15)	(60)	(198)
<b>Capacité d'autofinancement avant coût de l'endettement financier net et impôt</b>	<b>5 390</b>	<b>6 796</b>	<b>6 007</b>
Impôts versés	(792)	166	162
Variation du besoin en fonds de roulement	(4 813)	999	2 476
<b>Flux net de trésorerie généré par l'activité</b>	<b>(215)</b>	<b>7 961</b>	<b>8 645</b>
<b>Flux de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>			
Acquisitions d'immobilisations corporelles	(458)	(2 379)	(102)
Acquisitions d'immobilisations incorporelles	(179)	(184)	(243)
Variation des immobilisations financières	(12 433)	(5 754)	(3 449)
Créances rattachées à des participations	4 485	4 450	(6 871)
Remboursement d'immobilisations financières	-	-	1 716
Décassements des sociétés acquises	(1 504)	-	(5 432)
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement</b>	<b>(10 089)</b>	<b>(3 867)</b>	<b>(14 381)</b>
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère	(1 400)	(1 231)	(918)
Augmentation de capital numéraire	-	-	-
Souscription d'emprunts	16 279	8 600	23 000
Remboursement d'emprunts	(16 797)	(8 424)	(6 776)
Intérêts financiers versés	(1 971)	(1 899)	(1 595)
Variation des dettes financières diverses	-	-	-
<b>Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement</b>	<b>(3 889)</b>	<b>(2 954)</b>	<b>13 712</b>
<b>Variation théorique de trésorerie</b>	<b>(14 193)</b>	<b>1 140</b>	<b>7 976</b>
<b>Trésorerie réelle d'ouverture</b>	<b>7 874</b>	<b>6 733</b>	<b>(1 301)</b>
Reclassement de trésorerie			58
<b>Trésorerie réelle de clôture</b>	<b>(6 319)</b>	<b>7 874</b>	<b>6 733</b>
<b>Variation réelle de trésorerie</b>	<b>(14 193)</b>	<b>1 141</b>	<b>7 976</b>

### 4- Proposition d'affectation du résultat 2017

Il est proposé d'affecter le résultat de 4 336 859 € de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	4 336 859 €
augmenté du report à nouveau	4 891 267 €
<b>Soit un bénéfice distribuable de</b>	<b>9 228 126 €</b>
<b>Proposition d'affectation</b>	
A la réserve légale	0 €
Au versement d'un dividende aux actionnaires (0,94 € par action)	2 297 307 €
Au report à nouveau	6 930 819 €

# ANNEXES AUX COMPTES ANNUELS AU 31 DÉCEMBRE 2017

<b>A - EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE</b>	<b>69</b>
<b>B - PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE CONVERSION</b>	<b>70</b>
NOTE N°1 PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	70
NOTE N°2 CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE	70
NOTE N°3 CONVERSION DES TRANSACTIONS EN DEVISES	70
<b>C - DONNEES OPERATIONNELLES</b>	<b>70</b>
NOTE N°4 VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ACTIVITE	70
NOTE N°5 CREANCES CLIENTS ET AUTRES DEBITEURS	71
NOTE N°6 TABLEAU DE VARIATIONS DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	71
NOTE N°7 DETTES COURANTES	71
NOTE N°8 COMPTES DE REGULARISATION PASSIFS	71
NOTE N°9 PRODUITS EXCEPTIONNELS	72
NOTE N°10 CHARGES EXCEPTIONNELLES	72
<b>D - CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL</b>	<b>72</b>
NOTE N°11 REPARTITION DU PERSONNEL	72
NOTE N°12 AVANTAGES AU PERSONNEL	72
NOTE N°13 REMUNERATION DES ORGANES DE DIRECTION	73
<b>E - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES</b>	<b>73</b>
NOTE N°14 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	73
NOTE N°15 IMMOBILISATIONS CORPORELLES	74
<b>F - PROVISIONS REGLEMENTEES ET PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>75</b>
<b>G - FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS</b>	<b>75</b>
NOTE N°16 IMMOBILISATIONS FINANCIERES	75
NOTE N°17 TABLEAU DE VARIATIONS DES PROVISIONS POUR DEPRECIATION	76
NOTE N°18 VALEURS MOBILIERES	76
NOTE N°19 DETTES FINANCIERES	76
NOTE N°20 ENGAGEMENTS HORS BILAN	76
<b>H - IMPOTS SUR LES BENEFICES</b>	<b>77</b>
<b>I - CAPITAL SOCIAL ET TITRES (ACTIONS)</b>	<b>78</b>
<b>J - INFORMATIONS DIVERSES</b>	<b>78</b>
NOTE N°21 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	78
<b>K - FILIALES ET PARTICIPATIONS</b>	<b>78</b>
NOTE N°22 INFORMATIONS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES	78
NOTE N°23 CONSOLIDATION	79
NOTE N°24 TABLEAU DES FILIALES	79
Renseignements détaillés concernant les filiales et participations	79
Renseignements concernant les éléments financiers	80

## A - EVENEMENTS MARQUANTS DE L'EXERCICE

La société DELFINGEN Industry détient les titres des sociétés entrant dans le périmètre de consolidation. Les participations de DELFINGEN Industry ont évolué comme suit :

- DELFINGEN MA-Tanger : augmentation de capital par conversion de créance pour 1 505 K€ ;
- DELFINGEN US-Holding : augmentation de capital par conversion de prêt pour 12 769 K€ ;
- DELFINGEN Asia Pacific Holding : augmentation de capital pour un total de 5 161 K €, dont 2 581 K€ par conversion de prêt et 2 580 K€ par conversion de créances.

Dans le cadre de la revue de la valeur d'utilité des titres de participation et de la capacité de recouvrement des avances en compte courant faites, il a été constaté au cours de l'exercice 2017 :

- Une reprise nette de provision sur titres de participation de 727 K€.

Les titres DELFINGEN PT-Porto, DELFINGEN Deutschland Holding, DELFINGEN MA-Tanger et DELFINGEN RO-Valahia font l'objet de reprises de provisions.

Seuls les titres de DELFINGEN BR-Sao Paulo ont été dépréciés.

Des dividendes ont été reçus par DELFINGEN Industry sur la période pour 3 811 K€ provenant de DELFINGEN FR-Anteuil, DELFINGEN TR-Marmara, DELFINGEN MA-Casablanca, DELFINGEN SK-Nitra, DELFINGEN RO-Transilvania.

DELFINGEN Industry présente un résultat bénéficiaire de 4 337 K€.

DELFINGEN Industry a poursuivi sa politique d'amélioration de la position de liquidité, tout en renforçant la structure financière, au travers notamment :

- Déblocage de la première tranche de 7,5 M€, en mai 2017, dans le cadre de la troisième convention de crédit signée avec les banques françaises en novembre 2013, amortissable sur une durée de 5 ans par échéance constante ;
- Une tranche de 3,9 M€ dans le cadre de la quatrième convention de crédit signée en décembre 2016.

## B PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES DE CONVERSION

### Note n° 1 Principes et méthodes comptables

Les comptes ont été établis conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables en France. Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base qui ont pour objet de fournir une image fidèle de l'entreprise : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices.

### Note n° 2 Changement de méthode comptable

Néant

### Note n° 3 Conversion des transactions en devises

Les transactions en devises sont converties au cours de change en vigueur au moment de la transaction. Les actifs et passifs exprimés en devises sont convertis au cours de clôture.

Les cours des devises utilisés sont :

	Taux ouverture	Taux moyen	Taux clôture
Euro	1,00000	1,00000	1,00000
Dinar tunisien	2,45695	2,70493	2,94616
Dirham marocain	10,66030	10,94659	11,21579
Leu roumain	4,53900	4,56879	4,65851
Lire turque	3,70721	4,10942	4,54641
Réal brésilien	3,43050	3,59642	3,97291
Dollar américain	1,05410	1,12734	1,19930
Yuan chinois	7,32022	7,62251	7,80439
Peso philippin	52,26845	56,78413	59,79431
Yen japonais	123,39585	126,47026	135,00743
Roupie indienne	71,59221	73,41262	76,60487
Baht thai	37,72588	38,27154	39,12057

## C - DONNES OPERATIONNELLES

### Note n° 4 Ventilation du chiffre d'affaires par activité

	2017	2016	2015
Locations immobilières	575	515	646
Autres activités (prestations de services)	15 948	15 441	13 305
<b>Total</b>	<b>16 523</b>	<b>15 956</b>	<b>13 951</b>

L'augmentation des prestations de services correspond essentiellement à la progression des prestations, management fees, licences des systèmes d'information et commissions commerciales, refacturés aux filiales.

## Note n° 5 Créances clients et autres débiteurs

Ces créances sont comptabilisées à leur valeur nominale. Lorsque les délais de paiement sont inférieurs à un an, la juste valeur initiale et le coût amorti ultérieur sont égaux au montant nominal.

En cas de risque de non recouvrement, des dépréciations sont constatées au cas par cas sur la base des flux d'encaissement probables.

Le poste « Autres créances » se décompose de la manière suivante :

	Montants bruts	A 1 an au plus	A plus de 1 an
Etat et collectivités publiques	2 033	2 033	-
Groupe et associés (entreprises liées)	3 187	3 187	-
Débiteurs divers	265	265	-
<b>Total</b>	<b>5 485</b>	<b>5 485</b>	-

## Note n° 6 Tableau de variations des provisions pour dépréciation

	Montants cumulés 2016	Dotations	Reprises	Montants cumulés 2017	Dont entreprises liées
Comptes clients	-	-	-	-	-
Comptes courants débiteurs	-	-	-	-	-
<b>Total</b>	-	-	-	-	-

## Note n° 7 Dettes courantes

Ce poste se décompose de la manière suivante :

	Total au 31/12/17	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Fournisseurs	1 350	1 350	-
Avances et acomptes sur commandes en cours	-	-	-
Personnel et comptes rattachés	995	995	-
Organismes sociaux	633	633	-
Etat			
Impôt sur les bénéfices	-	-	-
Taxe sur la valeur ajoutée	40	40	-
Autres	184	184	-
Dettes sur immobilisations	48	48	-
Autres dettes	-	-	-
<b>Total</b>	<b>3 250</b>	<b>3 250</b>	-

## Note n° 8 Comptes de régularisation passifs

Charges à payer incluses dans les postes du bilan :

	2017	2016	2015
Emprunts et dettes établissements de crédit	75	79	86
Fournisseurs	290	294	300
Dettes fiscales et sociales	1 207	1 107	1 128
<b>Total</b>	<b>1 572</b>	<b>1 480</b>	<b>1 514</b>

## Note n° 9 Produits exceptionnels

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2017	2016	2015
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	226	-	2
Reprise provision exceptionnelle	-	7	1 713
Produits exceptionnels divers	3 311	-	-
<b>Total</b>	<b>3 537</b>	<b>7</b>	<b>1 716</b>

Le montant des produits exceptionnels divers correspond à la vente des actions propres.

## Note n° 10 Charges exceptionnelles

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2017	2016	2015
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	1	-	8
Valeur nette comptable immobilisations corporelles cédées	-	-	-
Valeur nette comptable immobilisations financières cédées	2 589	106	1 770
Dotation aux provisions à caractère exceptionnel	-	2	7
<b>Total</b>	<b>2 590</b>	<b>108</b>	<b>1 785</b>

Le montant de la valeur nette comptable des immobilisations financières cédées correspond à la vente des actions propres.

## D - CHARGES ET AVANTAGES DU PERSONNEL

### Note n° 11 Répartition du personnel

	2017	2016	2015
Dirigeant	1	1	1
Cadres	56	58	62
Collaborateurs	27	27	28
<b>Total</b>	<b>85</b>	<b>86</b>	<b>91</b>

Ces effectifs comprennent le personnel refacturé par DELFINGEN Group.

### Note n° 12 Avantage au personnel

Le montant comptabilisé au titre des avantages au personnel correspond uniquement aux engagements de retraite.

Les engagements en matière de retraite font l'objet d'une évaluation externe par un cabinet spécialisé.

Le montant des engagements de retraites et avantages assimilés est peu significatif (433 K€) au regard de la situation financière et du patrimoine de la société.

L'impact net sur les charges de la période (-60 K€) étant peu significatif, il n'est pas présenté d'informations complémentaires, notamment de sensibilité.

Les hypothèses retenues pour le calcul des provisions pour indemnités de départ à la retraite sont les suivantes :

<b>France</b>	<b>2017</b>	<b>2016</b>	<b>2015</b>
Âge moyen de départ à la retraite	62 à 67 ans	67 ans	67 ans
Taux de turn-over Cadres	2,4% à 5,4%	2,4% à 8,7%	2,4% à 8,7%
Taux de turn-over Non Cadres	1,4% à 2,7%	1,6% à 4,6%	1,6% à 4,6%
Taux d'actualisation	1,30%	1,50%	2,08%
Taux d'augmentation des salaires	1 à 2,25%	1 à 2,5%	1 à 2,5%

### Note n° 13 Rémunération des organes de direction

La rémunération brute des organes de direction s'est élevée à 388 K€. Ce montant intègre les jetons de présence versés aux membres du Conseil d'administration qui se sont élevés à 68 K€ au titre de l'exercice 2017.

## E - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

### Note n° 14 Immobilisations incorporelles

#### Frais de recherche et de développement

Les frais de recherche sont comptabilisés en charges et les frais de développement, découlant de l'application des résultats de la recherche, sont immobilisés dans la mesure où la société peut démontrer :

- Son intention ainsi que sa capacité financière et technique à mener à bien le projet de développement à son terme ;
- Que l'actif génèrera des avantages économiques futurs ;
- Et que le coût de cet actif incorporel peut être évalué de façon fiable.

Les frais de développement répondant aux critères ci-dessus sont inscrits à l'actif et sont amortis sur une durée maximale de 5 ans.

#### Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles comprennent les coûts de développement et d'acquisition des logiciels informatiques ainsi que des brevets et licences. Ces dépenses sont amorties selon le mode linéaire sur la durée de vie estimée.

Il est à noter qu'il ne figure pas dans les actifs de la société d'immobilisations incorporelles à durée de vie indéfinie.

#### Amortissements

	<b>Durée</b>	<b>Mode</b>
Frais de développement	5 ans	Linéaire
Droits fongibles (Brevets)	20 ans	Linéaire
Logiciels et Autres immobilisations incorporelles	3 ans	Linéaire

Les variations du poste « Immobilisations incorporelles » sont les suivantes :

	<b>Montants bruts</b>		<b>2017</b>
	<b>2016</b>	<b>Augmentation Diminution</b>	
Immobilisations incorporelles	1 442	179	1 621
<b>Total</b>	<b>1 442</b>	<b>179</b>	<b>1 621</b>

Les variations des amortissements sur « Immobilisations incorporelles » sont les suivantes :

	Amortissements cumulés			2017
	2016	Augmentation	Diminution	
Immobilisations incorporelles	833	226	-	1 059
<b>Total</b>	<b>833</b>	<b>226</b>	<b>-</b>	<b>1 059</b>

#### Note n° 15 Immobilisations corporelles

Elles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif et en fonction des durées moyennes suivantes :

	Durée	Mode
Agencements, aménagements terrains et constructions	8 à 10 ans	Linéaire
Constructions	Gros œuvre	Linéaire
	Lots techniques	Linéaire
	Second œuvre	Linéaire
Matériel et outillage	5 à 12 ans	Linéaire
Matériel de transport	5 ans	Linéaire
Mobilier/matériel de bureau/informatique	10 ans/3 ans	Linéaire

Les variations du poste « Immobilisations corporelles » sont les suivantes :

	Montants bruts				2017
	2016	Augmentation	Diminution	Autres Mvts	
Terrains	279	102	-	-	381
Constructions	6 383	619	-	-	7 003
Autres immobilisations corporelles	1 244	114	-	-	1 358
Immobilisations en cours	405	(405)	-	-	-
<b>Total</b>	<b>8 311</b>	<b>430</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>8 742</b>

Les variations des amortissements du poste « Immobilisations corporelles » sont les suivantes :

	Amortissements cumulés				2017
	2016	Augmentation	Diminution	Autres Mvts	
Terrains	119	8	-	-	127
Constructions	4 829	221	-	-	5 050
Autres immobilisations corporelles	259	135	-	-	394
<b>Total</b>	<b>5 207</b>	<b>364</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>5 571</b>

## F - PROVISIONS RÉGLEMENTÉES ET PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les variations des postes « Provisions réglementées » et « Provisions pour risques et charges » se présentent ainsi :

	2016	Augmentation	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	2017
Provisions pour perte de change	-	67	-	-	67
Provisions pour risques et charges	528	-	(35)	(60)	433
<b>Total</b>	<b>528</b>	<b>67</b>	<b>(35)</b>	<b>(60)</b>	<b>500</b>

Les provisions pour risques et charges correspondent :

- A la provision pour indemnités de départ à la retraite pour 433 K€ ;
- A la provision pour pertes de change pour 67 K€.

## G - FINANCEMENT ET INSTRUMENTS FINANCIERS

### Note n° 16 Immobilisations financières

Les titres de participation des sociétés sont comptabilisés à leur coût historique d'acquisition selon la méthode du « 1<sup>er</sup> entré - 1<sup>er</sup> sorti ».

Ils font l'objet d'une provision lorsque la valeur d'utilité des titres des sociétés concernées est inférieure au coût d'acquisition. Cette valeur d'utilité est basée essentiellement sur la situation nette de la société concernée et en tenant compte des perspectives de développement. Dans le cas où une société correspond à une UGT pour laquelle un test de dépréciation des goodwills a été effectué, la valeur d'utilité retenue est identique à celle calculée dans le cadre de ces tests.

Les créances et prêts aux sociétés dans lesquelles DELFINGEN Industry possède une participation sont provisionnés lorsque la situation financière du débiteur laisse apparaître une probabilité de non remboursement.

Les actions propres de la société figurent au bilan à leur prix d'achat. Lorsque le prix de marché à la date de clôture de l'exercice est inférieur au prix d'achat, il est constaté une provision pour dépréciation.

Les variations du poste « Immobilisations financières » sont les suivantes :

	Montants bruts				2017
	2016	Augmentation	Diminution	Autres Mvts	
Actions propres	3 072	248	(2 579)	-	741
Titres de participation	74 152	19 435	-	-	93 587
Créances rattachées à des participations	8 544	1 206	(5 691)	-	4 059
Prêts et autres immobilisations financières	833	5	(190)	-	648
<b>Total</b>	<b>86 601</b>	<b>20 894</b>	<b>(8 460)</b>	<b>-</b>	<b>99 035</b>

La variation des titres de participation concerne :

- DELFINGEN MA-Tanger : augmentation de capital par conversion de créance pour 1 505 K€ ;
- DELFINGEN US-Holding : augmentation de capital par conversion de prêt pour 12 769 K€ ;
- DELFINGEN Asia Pacific Holding : augmentation de capital pour un total de 5 161 K€, dont 2 581 K€ par conversion de prêt et 2 580 K€ par conversion de créances.

Les créances rattachées à des participations ont évolué comme suit :

- Variation nette des prêts de :
  - DELFINGEN SK-Nitra pour - 233 K€ ;
  - DELFINGEN PT-Porto pour + 872 K€, dont un nouveau prêt de 1,0 M€ ;

- DELFINGEN TN-Tunis pour - 60 K€ ;
- DELFINGEN BR-Sao Paulo pour - 65 K€ ;
- DELFINGEN Asia Pacific Holding pour - 4 495 K€.

## Note n° 17 Tableau de variations des provisions pour dépréciation

	Montants cumulés				2017 Dont entreprises liés
	2016	Dotations	Reprises	2017	
Titres de participation	12 005	296	1 023	11 278	11 278
<b>Total</b>	<b>12 005</b>	<b>296</b>	<b>1 023</b>	<b>11 278</b>	<b>11 278</b>

La dotation aux provisions sur titres de participation concerne :

- DELFINGEN BR-Sao Paulo : 296 K€.

Les reprises de provisions sur titres de participation concernent :

- DELFINGEN Deutschland Holding : 359 K€ ;
- DELFINGEN MA-Tanger : 165 K€ ;
- DELFINGEN RO-Valahia : 112 K€ ;
- DELFINGEN PT-Porto : 386 K€.

## Note n° 18 Valeurs mobilières

Les valeurs mobilières de la société figurent au bilan à leur prix d'achat. Lorsque le prix de marché à la date de clôture de l'exercice est inférieur au prix d'achat, il est constaté une provision pour dépréciation.

## Note n° 19 Dettes financières

Les dettes financières sont réparties de la manière suivante :

		Total au 31/12/17	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Autres emprunts obligataires		20 780	3 500	17 280
Établissements de crédit	à 1 an au maximum à l'origine	6 445	6 445	-
	à plus d'1 an à l'origine	26 181	8 545	17 636
Groupe et associés (entreprises liées)		2 974	2 974	-
<b>Total</b>		<b>56 380</b>	<b>21 464</b>	<b>34 916</b>

## Note n° 20 Engagements hors bilan

### Engagements, avals et cautions donnés

Ce poste se répartit de la manière suivante :

	2017	2016	2015
Nantissement et hypothèques	5 145	5 145	5 145
Autres engagements <sup>(1)</sup>	610	525	992
<b>Total</b>	<b>5 755</b>	<b>5 670</b>	<b>6 137</b>

(1) Dont caution au profit des fournisseurs : 610K€

## Engagements, avals et cautions reçus

	2017	2016	2015
Ouverture de crédit et facilités de caisse non utilisées	4 056	0	1 180
Cautions banques et personnes physiques	2 153	2 240	2 459
<b>Total</b>	<b>6 209</b>	<b>2 240</b>	<b>3 639</b>

La caution de 2 153 K€ est une caution solidaire donnée par DELFINGEN Group en garantie de l'emprunt du GIAC.

## Instruments Financiers : Règlement ANC 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture

Le nouveau règlement ANC 2015-05 entrant en vigueur au 01/01/2017 s'applique aux instruments financiers à terme, impose au niveau des opérations de couverture la reconnaissance symétrique dans le compte de résultat du risque couvert et des effets de la couverture, et la prise en compte de la juste valeur des dérivés non comptabilisée au bilan, sauf lorsque cela s'avère nécessaire pour assurer la symétrie des opérations ou traduire un risque pris par l'entreprise. Ainsi, les règles de reconnaissance symétrique au compte de résultat des effets de la couverture et du risque couvert restent inchangées pour les opérations simples non spéculatives.

Au niveau des règles comptables françaises, il existe une présomption selon laquelle les dérivés sont souscrits à des fins de couverture. La comptabilisation de la juste valeur des dérivés n'est donc pas nécessaire, sauf pour permettre la reconnaissance symétrique des impacts du risque couvert et des effets de la couverture ou traduire l'effet négatif des risques pris par l'entreprise.

Au niveau des comptes de la société Delfingen Industry SA, ce règlement n'a pas d'impact car Delfingen Industry SA ne souscrit pas d'instruments spéculatifs et n'a pas de contrat de couverture ayant une symétrie dans le compte de résultat.

## H - IMPOTS SUR LES BENEFICES

Il existe une convention d'intégration fiscale (Art. 223 A du CGI) entre la société DELFINGEN Industry et les sociétés DELFINGEN FR-Anteuil et DELFINGEN FR-Anteuil SAS.

La filiale comptabilise en charges l'impôt qu'elle aurait payé si elle n'était pas intégrée et le règle à la société mère, qui est l'unique redevable auprès du Comptable du Trésor Public.

Dans le cas où une filiale est déficitaire, elle conserve l'usage de son déficit reportable. La société mère bénéficie du report d'imposition et règle l'impôt en lieu et place de la filiale lorsque celle-ci revient en position bénéficiaire. La société mère constate dans le compte de résultat l'impôt à payer ou le crédit d'impôt découlant de son propre résultat fiscal ainsi que celui découlant des retraitements engendrés par l'intégration fiscale (quelle que soit la société concernée).

L'économie d'impôt sur les sociétés résultant de l'intégration fiscale des sociétés DELFINGEN Industry et DELFINGEN FR-Anteuil est de 325 K€ au titre de l'exercice 2017.

En France, la loi de Finances 2012 rectificative a instauré un nouveau crédit d'impôt à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 : le Crédit d'impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE). Son calcul est basé sur une partie des rémunérations versées aux salariés des entreprises françaises. Ce crédit d'impôt est payé par l'Etat, quelle que soit la situation de l'entité au regard de l'impôt sur les sociétés. Le CICE est comptabilisé en diminution des charges de personnel (92 K€).

Accroissement et allègement de la dette future d'impôt :

Nature des différences temporaires	Montant (en euros)
Accroissement	0
Allègement - provisions diverses	0
Amortissements réputés différés	0
Déficits reportables	6 591 370
Moins-values long terme	0

## I - CAPITAL SOCIAL ET TITRES (ACTIONS)

En Euros	Nombre	Valeur nominale	Total
Titres en fin d'exercice	2 443 944	1,54	3 763 673
Titres remboursés ou annulés	-	-	-
Augmentation de capital	-	-	-
<b>Titres en fin d'exercice</b>	<b>2 443 944</b>	<b>1,54</b>	<b>3 763 673</b>
Réserves, prime d'émission, report à nouveau...	-	-	33 182 785
Résultat de l'exercice	-	-	4 336 859
Provisions réglementées	-	-	-
<b>Total capitaux propres</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>41 283 317</b>

## J - INFORMATIONS DIVERSES

### Note n° 21 Honoraires des Commissaires aux comptes

Les honoraires versés au cours de l'exercice 2017 aux deux Commissaires aux comptes de la société mère DELFINGEN Industry et les temps passés pour procéder à l'audit des comptes annuels et des états financiers consolidés sont les suivants :

	Temps passé en heures	Honoraires en euros
EXCO P2B AUDIT, venant aux droits de EXCO CAP AUDIT	700	82 039
AUDITIS	700	77 039
<b>Sous-total</b>	<b>1 400</b>	<b>159 078</b>
<b>Autres diligences et prestations</b>		
EXCO P2B AUDIT, venant aux droits de EXCO CAP AUDIT	0	0
AUDITIS	0	0
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>1 400</b>	<b>159 078</b>

## K - FILIALES ET PARTICIPATIONS

### Note n° 22 Informations concernant les entreprises liées

	2017
Créances rattachées à des participations	4 059
Autres créances	0
Créances clients	3 679
Comptes courants débiteurs	3 187
Dettes fournisseurs	514
Comptes courants créditeurs	2 974
Total des charges	4 479
Total des produits	21 008

Le total des charges intègre essentiellement :

- des prestations et management fees facturés par la holding familiale DELFINGEN Group pour 2 301 K€ ;
- des refacturations de frais de personnel par les filiales pour 1 625 K€.

Le total des produits intègre essentiellement :

- des dividendes reçus pour 3 811 K€ ;
- des managements fees, licences des systèmes d'informations et commissions commerciales facturés aux différentes filiales du Groupe pour un total de 14 454 K€ ;
- des prestations de service aux filiales pour 1 490 K€.

A compter du 1er janvier 2017, la fonction "Ressources Humaines" (salariés, actifs et passifs afférents) a été transférée de la société DELFINGEN Group vers la société Delfingen Industry, avec l'objectif d'uniformisation des services proposés par le groupe Delfingen.

### Note n° 23 Consolidation

La société DELFINGEN Industry établit des états financiers consolidés avec les sociétés qu'elle contrôle au 31 décembre 2017.

La société et ses filiales sont elles-mêmes consolidées par la holding familiale : DELFINGEN Group – Rue Emile Streit – 25340 Anteuil (Siret B 425 123 437).

### Note n° 24 Tableau des filiales

#### Renseignements détaillés concernant les filiales et participations

Informations financières filiales et participations (capital détenu à plus de 50%)	Pays	Capital	Devise	Réserves et report à nouveau avant affectation des résultats en milliers d'euros	Quote-part du capital détenu en %	Valeur comptable des titres détenus en milliers d'euros		
						Valeur brute	Provisions	Valeur nette
DELFINGEN FR ANTEUIL	France	1 829 389	EUR	8 210	99,98%	6 326		6 326
DELFINGEN PT PORTO SA	Portugal	804 000	EUR	822	100,00%	8 115	(5 420)	2 696
DELFINGEN TR MARMARA	Turquie	980 000	TRY	557	99,99%	1 742		1 742
DELFINGEN US HOLDING	Etats-Unis	48 969 451	USD	8 785	100,00%	46 451		46 451
DELFINGEN TN TUNIS	Tunisie	1 350 000	TND	(449)	100,00%	758	(758)	-
DELFINGEN MA CASABLANCA	Maroc	10 000 000	MAD	743	100,00%	897		897
DELFINGEN MA TANGER	Maroc	20 704 200	MAD	331	100,00%	2 551		2 551
DELFINGEN SK NITRA	Slovaquie	6 639	EUR	2 025	100,00%	5		5
DELFINGEN RO TRANSILVANIA	Roumanie	18 000	RON	1 634	100,00%	5		5
DELFINGEN BR SAO PAULO	Brésil	8 043 574	BRL	(654)	99,99%	5 707	(4 837)	870
DELFINGEN RO VALAHIA	Roumanie	540 000	RON	294	99,99%	740	(213)	527
DELFINGEN DEUTSCHLAND HOLDING	Allemagne	5 025 000	EUR	(385)	100,00%	5 025		5 025
DELFINGEN ASIA PACIFIC HOLDING	Singapour	15 141 730	USD	(760)	100,00%	14 433		14 433

## Renseignements concernant les éléments financiers

Informations financières filiales et participations (capital détenu à plus de 50%)	Pays	Prêts consentis par Delfingen Industry et non encore remboursés	Montant des cautions et avals donnés par Delfingen Industry	Chiffre d'affaires hors taxes du dernier exercice	Résultat du dernier exercice (bénéfice ou perte)	Dividendes encaissés par la société au cours de l'exercice	Observations
DELFINEN FR ANTEUIL	France			31 051	1 332	1 800	
DELFINEN PT PORTO SA	Portugal	1 212		9 374	(279)		
DELFINEN TR MARMARA	Turquie			4 206	464	500	
DELFINEN US HOLDING	Etats-Unis			105 605	4 709		Chiffres consolidés
DELFINEN TN TUNIS	Tunisie	105		1 335	(125)		
DELFINEN MA CASABLANCA	Maroc			5 910	48	393	
DELFINEN MA TANGER	Maroc			8 816	783		
DELFINEN SK NITRA	Slovaquie	478		8 953	(119)	300	
DELFINEN RO TRANSILVANIA	Roumanie			10 425	1 254	787	
DELFINEN BR SAO PAULO	Brésil	65		3 109	(565)		
DELFINEN RO VALAHIA	Roumanie			3 498	151		
DELFINEN DEUTSCHLAND HOLDING	Allemagne			20 585	1 432		Chiffres consolidés
DELFINEN ASIA PACIFIC HOLDING	Singapour	2 000		31 995	2 049		Chiffres consolidés

## GLOSSAIRE

**BFR** : Besoin en Fonds de Roulement.

**CAFICE** : Capacité d'Autofinancement avant Impôts et Coût de l'Endettement Financier Net.

**Cash flow libre** : CAFICE (Capacité d'Autofinancement avant Impôts et Coût de l'Endettement Financier Net) diminué de la variation du BFR, des impôts versés et des investissements nets.

**Dettes subordonnées** : Dette due par DELFINGEN US-Holding à DELFINGEN Industry considérée comme un quasi fond propre dans le cadre des covenants.

**EBITDA** : Excédent brut avant intérêts, impôts et dotation nette aux amortissements.

**EBE (Excédent Brut d'Exploitation)** : Résultat opérationnel courant + dotation nette aux amortissements, provisions et dépréciations.

**EFN** : Endettement Financier Net.

**Loyers** : Loyers des bâtiments et leasing.

**Marge Brute** : Chiffre d'affaires diminué des achats consommés et augmenté de la production stockée et immobilisée

**Waiver** : Renonciation des banques à l'exigibilité anticipée de la dette en cas de bris de covenant.

## **ATTESTATION DU RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

### **Personne assumant la responsabilité du document**

*Déclaration établie en application des articles 212-14 et 222-3 - I du Règlement Général de l'AMF*

### **Nom et fonction du responsable du document**

Gérald STREIT Directeur Général

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes au 31 décembre 2017 présentés dans le rapport financier annuel sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport de gestion présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

A Anteuil, le 30 mars 2018 Gérald STREIT  
*Directeur Général*

# FACTEURS DE RISQUES

LES RISQUES LIÉS À NOS MARCHÉS	121
LES RISQUES INDUSTRIELS	122
LES RISQUES LIÉS AUX MARCHÉS FINANCIERS	123
LES RISQUES JURIDIQUES	124
LES ASSURANCES	125

## FACTEURS DE RISQUES

| Les risques liés à nos marchés | Les risques industriels | Les risques liés aux marchés financiers | Les risques juridiques | Les assurances |

### Les facteurs de risques

Sont présentés ci-dessous les principaux risques et facteurs de risques auxquels le Groupe est confronté. L'analyse et le management des risques constituent un enjeu majeur pour la pérennité du Groupe et de ses activités. L'évaluation des risques est un processus continu.

La société a procédé à une revue des risques potentiels qui pourraient avoir un impact défavorable sur son activité, sa situation financière, ses résultats ou sa capacité à atteindre ses objectifs et considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés.

## LES RISQUES LIÉS À NOS MARCHÉS

### Risques liés au niveau de la production automobile

Le marché automobile représente 79 % du chiffre d'affaires de DELFINGEN Industry en 2017, en diminution de 10 points comparé à 2016, impacté par l'intégration du Groupe Drossbach qui ne fournit que les Marchés de Spécialité.

Le chiffre d'affaires Automobile se répartit de la façon suivante :

- 36,7 % du chiffre d'affaires réalisé dans la zone EA (Europe et Afrique) ;
- 46,7 % du chiffre d'affaires réalisé dans la zone NCSA (Amérique du Nord, Centrale et du Sud) ;
- 16,6 % du chiffre d'affaires réalisé dans la zone ASIA (Asie).

L'évolution du marché automobile dépend de nombreux facteurs tels que l'évolution du pouvoir d'achat et la confiance des ménages, le coût et l'accès au crédit, les programmes d'incitation à l'achat, la bonne marche de l'économie mondiale, le lancement de nouveaux modèles ou encore les changements d'habitude de consommation. Le niveau de production de véhicules est fonction des anticipations de marché des constructeurs et de leur politique de gestion des stocks.

La croissance de la production automobile mondiale en 2018 est attendue à +2 % (source IHS), dont +1,6 % en Europe, +1,7 % en Amérique du Nord et stable en Chine.

### Risques liés à nos positions concurrentielles

DELFINGEN Industry est un leader sur son cœur de métier : la protection des faisceaux électriques embarqués. Le Groupe est présent sur les marchés américains, européens, africains et asiatiques. Ses produits sont référencés chez la plupart des grands constructeurs automobiles mondiaux. Sur un marché concurrentiel, avec des acteurs internationaux, sur lequel s'exercent des pressions sur les prix et les délais de paiement, DELFINGEN Industry met en avant ses avantages stratégiques : sa part de marché, la qualité de ses produits, l'innovation, l'accompagnement à l'international et la compétitivité.

DELFINGEN Industry est soucieux de préserver une concurrence saine et loyale et s'engage à respecter les règles de concurrence applicables dans les pays où il exerce ses activités.

### Risques liés aux clients

DELFINGEN Industry réalise 42 % de son chiffre d'affaires avec ses cinq principaux clients. Aucun d'entre eux ne représente plus de 14 % du total des ventes. Chacun de ses clients est livré mondialement et ne représente donc pas de risque concentré sur une région ou sur un site.

Les principaux clients sont : Yazaki, Delphi, Sumitomo, Lear, Leoni, Bosch, Furukawa, Valeo.

En 2017, comme au cours des années précédentes, DELFINGEN Industry n'a pas eu à faire face à des défaillances de clients qui auraient eu un impact significatif sur sa situation financière et ses résultats. Le montant de la provision pour créances douteuses au 31 décembre 2017 s'élève à 156 K€ contre 179 K€ au 31 décembre 2016.

DELFINGEN Industry a mis en place des procédures de suivi et de traitement des retards de règlement clients, de façon à atténuer son exposition. Au 31 décembre 2017, les montants échus à plus d'un mois ne représentaient que 1,1 % du chiffre d'affaires (0,4 M€), stable par rapport à 2016 (1,0 %).

## FACTEURS DE RISQUES

| [Les risques liés à nos marchés](#) | [Les risques industriels](#) | [Les risques liés aux marchés financiers](#) | [Les risques juridiques](#) | [Les assurances](#) |

### Risques commerciaux

DELFINGEN Industry fabrique une grande quantité de références essentiellement dans les domaines de la transformation de matières plastiques (extrusion et injection), du textile (tricotage, tissage, tressage) et de l'assemblage.

DELFINGEN Industry est un leader mondial de la protection des faisceaux électriques et électroniques et de transfert de fluides pour l'automobile (72 % du chiffre d'affaires).

Le niveau d'activité du Groupe est étroitement lié au volume mondial de la production automobile. DELFINGEN Industry est présent indirectement chez les principaux constructeurs automobiles de la planète et sur une large gamme de véhicules de sorte que le risque n'est pas concentré sur quelques modèles en particulier.

### Risques sur matières premières

Le Groupe utilise des matières plastiques dans le cadre de son activité industrielle. DELFINGEN Industry est exposé aux variations de prix de ces matières premières. Le prix des matières premières utilisées dépend d'un grand nombre de facteurs : niveau de la demande mondiale, cours du pétrole, cours du dollar et évolutions technologiques énergétiques, entre autres.

Une hausse importante du coût d'achat des matières premières est susceptible d'avoir un impact significatif sur les performances opérationnelles du Groupe. Les achats de matières premières ont représenté en 2016 un montant de 96,1 M€ pour un chiffre d'affaires net de 204,0 M€ contre des achats de 86 M€ en 2015, pour un chiffre d'affaires net de 175,8 M€.

Les principales matières utilisées pour lesquelles il existe des risques significatifs d'évolution des cours, avec des impacts potentiels sur la rentabilité du Groupe, sont le polypropylène, le polyéthylène, les polyamides et le PVC.

Une variation de 1 % du prix de ces matières premières aurait un impact sur le résultat opérationnel de 0,19 points de chiffre d'affaires.

Le Groupe n'utilise pas d'instrument financier dérivé pour gérer son exposition à terme aux variations du prix des matières premières, les instruments de couverture n'étant pas jugés suffisamment efficaces.

Le Groupe suit, au travers d'indicateurs, la tendance d'évolution des prix d'achat des principales matières premières pour les répercuter, soit au travers de clauses d'indexation, soit au travers de négociation avec les clients, sur les prix de vente.

### Risques liés aux fournisseurs

Le marché de la fabrication de matières plastiques est entre les mains de quelques grands Groupes internationaux. Sans avoir de fournisseurs exclusifs, DELFINGEN Industry est en partie dépendant de ses grands fournisseurs. Toutefois afin de limiter le risque, le Groupe s'inscrit dans une démarche de relation durable avec ses fournisseurs : processus collaboratif, pérennité des échanges et respect des clauses contractuelles.

DELFINGEN Industry achète près de 21 % de ses matières premières et semi-finis avec ses cinq principaux fournisseurs. Le plus important d'entre eux représente moins de 6 % du total des achats.

## FACTEURS DE RISQUES

| Les risques liés à nos marchés | **Les risques industriels** | Les risques liés aux marchés financiers | Les risques juridiques | Les assurances |

# LES RISQUES INDUSTRIELS

DELFINGEN Industry développe ses activités en conformité avec les réglementations locales et internationales applicables.

DELFINGEN Industry concentre ses actions dans 3 grandes directions :

- Garantir la sécurité de tous les collaborateurs de l'entreprise ;
- Garantir la pérennité de l'entreprise et la continuité de ses activités ;
- Minimiser l'impact de ses activités sur l'environnement.

### Hygiène et sécurité des personnes

Des programmes hygiène et sécurité sont déployés dans tous les sites du Groupe. Ces programmes sont initiés de la conception des postes de travail et des équipements à leur utilisation. Le Groupe mène une politique active de prévention en matière d'accident du travail.

La sécurité des personnes, quel que soit le pays où elles travaillent, est un des fondements de la Charte du travail décent adoptée par DELFINGEN Industry.

### Sécurité des sites

Parallèlement à la sécurité des personnes, est mis en œuvre un programme de sécurité des biens et des équipements afin de protéger le patrimoine industriel du Groupe.

La préservation des sites est un enjeu majeur de pérennité de DELFINGEN Industry, dans sa capacité à continuer à produire et livrer ses clients dans un modèle économique et logistique basé sur le juste-à-temps.

### Environnement

La conduite stratégique et opérationnelle de DELFINGEN Industry s'inscrit dans une démarche de croissance durable et responsable. A ce titre, le respect de l'environnement requiert une attention de tous les instants aussi bien dans les processus utilisés que dans les produits fabriqués. Au-delà de l'application des contraintes réglementaires toujours plus strictes dans les différents pays où sont exercées les activités du Groupe, DELFINGEN Industry s'attache à développer sa performance environnementale.

La démarche du Groupe intègre dès la conception de ses produits :

- La réduction du poids de ses produits ;
- La consommation moindre de matières premières ;
- L'utilisation de matières « vertes » ;
- La valorisation des déchets de production et l'utilisation de matières recyclées.

La politique environnement menée par le Groupe au niveau des processus de production vise à économiser les ressources naturelles en limitant le gaspillage de l'eau et des énergies en général, tout en :

- Réduisant les impacts générés par son activité sur l'eau, l'air, le bruit, la sécurité et les sols ;
- Préservant la santé de l'être humain.

La grande majorité des sites de production disposent d'un service Qualité et Environnement et est certifiée ISO TS 16949 : 2009 et ISO 14 001. Les sites allemands, Marktrodach et MBG, sont certifiés ISO TS 16949 : 2009 et Oeko-Tex Standard 100 (engagement de respect environnement des produits). Ils ne sont toutefois pas encore certifiés ISO 14 001. La certification de Marktrodach est prévue début 2018.

Les coûts de mise en conformité avec les normes réglementaires en vigueur ou dont l'entrée en vigueur est d'ores et déjà prévue, ne sont pas significatifs au regard de l'activité du Groupe.

## FACTEURS DE RISQUES

| Les risques liés à nos marchés | **Les risques industriels** | **Les risques liés aux marchés financiers** | Les risques juridiques | Les assurances |

### Systemes d'information

Notre groupe a mis en place une politique de sécurité depuis 2003. Cette politique a notamment présidé à l'élaboration d'un PRA (Plan de Reprise d'Activités). Celui-ci évolue régulièrement au fil des avancées technologiques.

Les points saillants de ce plan sont les suivants :

- Fort découplage des usines de production ;
- Salles informatiques dédiées et protégées ;
- Redondance des éléments actifs nécessaires aux opérations ;
- Réplication des données ;
- Sauvegarde hors site ;
- Capacité de redémarrage hors site.

Outre l'adaptation du PRA aux nouvelles technologies, des efforts particuliers sont consentis sur les domaines suivants :

- Utilisation de partenaires référents dans la sécurité (IAAS, SAAS) ;
- Renforcement de l'authentification pour garantir intégrité et confidentialité ;
- Protection contre les cryptovirus ;
- Ségrégation des réseaux ;
- Surveillance réseau en association avec un partenaire expert ;
- Traque et élimination des points uniques de défaillance.

D'une focalisation principale sur la disponibilité au départ, nous abordons tous les aspects de la sécurité: intégrité, confidentialité, traçabilité, authentification et imputation. Depuis deux ans, un effort particulier est fait pour se protéger des cyberattaques, notamment par des efforts de formation et d'information des utilisateurs, de virtualisation des postes de travail, de cryptage et d'analyse comportementale.

## LES RISQUES LIÉS AUX MARCHÉS FINANCIERS

L'endettement financier net (voir note n°34-2 des états financiers consolidés) est de 51 M€. DELFINGEN Industry est exposé au risque de liquidité et de taux d'intérêts.

DELFINGEN Industry réalise une part importante de son activité en zone hors euro, principalement en US dollar. Le Groupe est donc exposé au risque de change.

La Direction Financière propose et met en œuvre la politique de gestion des risques financiers sur la base de sa meilleure appréciation des conséquences de l'évolution de la position de liquidité, des taux d'intérêts et des taux de change.

### Risques de liquidité

La société a procédé à une revue spécifique de son risque de liquidité et elle considère être en mesure de faire face à ses échéances à venir.

Pour plus d'informations, veuillez-vous reporter au chapitre J, note 35-1 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

### Risques de change

Veuillez vous reporter au chapitre J, note 35-2 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

### Risques sur taux d'intérêt

Veuillez vous reporter au chapitre J, note 35-3 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

### Risques de contrepartie

Veuillez vous reporter au chapitre J, note 35-4 figurant dans l'Annexe aux états financiers consolidés.

### Risques d'actions

La sensibilité à ce risque ne présente pas de matérialité.

## FACTEURS DE RISQUES

| Les risques liés à nos marchés | Les risques industriels | Les risques liés aux marchés financiers | **Les risques juridiques** | Les assurances |

## LES RISQUES JURIDIQUES

Le Groupe bénéficie du support d'un service juridique qui analyse les risques liés à l'activité du Groupe, de ses filiales ainsi que de l'ensemble de ses services, donne des avis juridiques, propose les actions à mener et conseille le Comité Exécutif, les différentes directions fonctionnelles et les sites afin d'éliminer ou de limiter ces risques. Le Comité Exécutif a toute latitude afin d'orienter les études et actions menées par le service juridique.

Le service juridique du Groupe est organisé de sorte à couvrir au mieux l'ensemble des besoins du Groupe. Il s'appuie par ailleurs sur des professionnels externes spécialisés dans chacun des pays où le Groupe est implanté. L'analyse des risques juridiques porte principalement sur le droit des sociétés, le droit de la propriété intellectuelle, les obligations contractuelles commerciales, ainsi que sur les assurances.

Les contraintes juridiques auxquelles sont soumises les sociétés du Groupe sont celles habituellement rencontrées dans le cadre des relations normales des affaires.

Le service juridique participe à la préparation et à la négociation des engagements contractuels. Il a également pour mission d'auditer les sites afin de bénéficier de la meilleure information disponible.

Les sociétés du Groupe sont engagées dans des procès ou litiges qui interviennent dans le cours normal des affaires. Deux catégories de litiges, présentées ci-dessous, sont notamment susceptibles d'avoir un impact significatif sur la situation financière, l'activité, le patrimoine ou les perspectives du Groupe.

### Allégations de contrefaçon

Aucun risque de ce type ne pèse sur le Groupe DELFINGEN.

### Risques fiscaux et douaniers

La société DELFINGEN Industry et ses filiales font régulièrement l'objet de vérifications par les administrations fiscales locales.

Au regard de l'implantation internationale, de flux intercompagnies importants et de son organisation avec une concentration sur les entités françaises des services dits « de groupe », les principales zones de risques identifiées au cours de ces vérifications concernent :

- La politique de prix de transfert ;
- La déductibilité du résultat imposable des prestations de service et management fees fournies par la société-mère ;
- L'assujettissement des retenues à la source et à la TVA des prestations de service fournies par des entités non résidentes ;
- Les transactions douanières.

Avec l'appui de ses conseils, la direction financière, sur la base des lettres de notification reçues et/ou des relations avec les administrations concernées, estime que la meilleure appréciation du risque et de la situation du Groupe nécessite, dans les comptes consolidés au 31 décembre 2017, une provision de 507 K€.

### Absence de litiges

Au cours de l'exercice 2017, aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont DELFINGEN Industry pourrait avoir connaissance, qui serait en suspens ou dont DELFINGEN Industry serait menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de DELFINGEN Industry et/ou du groupe DELFINGEN.

## FACTEURS DE RISQUES

| Les risques liés à nos marchés | Les risques industriels | Les risques liés aux marchés financiers | Les risques juridiques | **Les assurances** |

# LES ASSURANCES

DELFINGEN Industry a adopté une politique de prévention des risques et de protection qui lui permet d'identifier, d'évaluer et de réduire les risques grâce :

- A l'audit des sites opérationnels par la Direction Juridique du Groupe ainsi que par les assureurs/courtiers ;
- A l'expertise annuelle des valeurs en risque ;
- Au suivi des recommandations en termes d'organisation et d'équipements émanant des professionnels de la sécurité et des assureurs ;
- A la formation du personnel ;
- A la mise en place de plans de secours appropriés.

Les risques majeurs identifiés par DELFINGEN bénéficient de couvertures d'assurances dans le cadre de programmes internationaux.

Le schéma d'assurance de DELFINGEN Industry pour 2017 repose sur le principe suivant :

La politique d'assurance est générale à l'ensemble des sites : la nature et les niveaux de garanties sont définis par la Direction Juridique du Groupe. Chaque site souscrit des polices locales conformément à la réglementation du pays. Une police dite « master » est souscrite au niveau du Groupe et vient compléter les garanties locales, tant en termes de garanties que de limites, si les garanties locales sont insuffisantes.

La gestion des risques est conduite avec l'appui d'un courtier d'assurances, qui est un acteur spécialisé dans la couverture des grands risques, auprès d'assureurs reconnus dans le secteur de l'assurance des risques industriels et qui bénéficie d'un réseau international pour couvrir l'ensemble des sites. Cette gestion des risques se matérialise, chaque année, par la visite au sein des sites industriels de DELFINGEN Industry d'experts et d'ingénieurs des assureurs. A l'issue de ces visites, des rapports sont émis, contenant des recommandations visant à adapter les procédures et conditions de sécurité des sites. Le Groupe DELFINGEN Industry, en relation avec lesdits experts, s'efforce d'élever, chaque année le niveau de sécurité de ses sites, tant sur le plan matériel que sur le plan humain, en travaillant à la sécurité de ses collaborateurs.

La mise en place de polices locales est assurée par le Directeur de site après validation de la Direction Juridique du Groupe. Les polices locales sont souscrites auprès de compagnies d'assurances d'envergure mondiale, notoirement solvables.

### Assurance dommages

L'assurance Multirisques couvre les dommages aux biens du Groupe, le risque locatif (bâtiments propres ou loués, installations, équipements et matériels) ainsi que la perte d'exploitation, lors d'événements tels qu'incendie, tempête et dégât des eaux.

Le contrat « master » prévoit un plafond global de garantie dommages de l'ordre de 49 M€.

### Assurance Responsabilité Civile

Cette police garantit la société et ses filiales contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée du fait de dommages corporels (atteintes physiques ou morales et préjudices immatériels en découlant), dommages matériels, dommages immatériels consécutifs ou non (dommages ou préjudices tels que, notamment, privation de jouissance, immobilisation, perte de production, perte de bénéfice) causés à des tiers dans le cadre des activités de la société et de ses filiales.

La garantie « master » couvre la responsabilité civile d'exploitation et la « responsabilité civile produits », avant et après livraison et/ou réception.

Les plafonds de garantie « master » (couverture mondiale) sont de l'ordre de :

- Responsabilité civile exploitation : 20 M€ ;
- Responsabilité civile produits : 20 M€.

Il est à noter que DELFINGEN a doublé, en 2017, sa couverture Responsabilité civile exploitation/produits, en la passant de 10 M€ à 20 M€, afin de s'adapter aux besoins du marché ainsi qu'à la haute technicité de ses produits.

## FACTEURS DE RISQUES

| Les risques liés à nos marchés | Les risques industriels | Les risques liés aux marchés financiers | Les risque juridiques | **Les assurances** |

### **Assurance Responsabilité Civile des dirigeants**

Cette garantie a pour objet le règlement par l'assurance des conséquences pécuniaires des sinistres résultant de réclamations introduites à l'encontre des dirigeants (mandataires sociaux et Administrateurs) ou mettant en jeu leur responsabilité civile individuelle ou solidaire et imputable à toute faute professionnelle réelle ou alléguée.

Elle garantit les dirigeants de l'ensemble des sociétés du Groupe. Le plafond des garanties est de 15 M€.

# DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE	128
RAPPORTS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	141
RAPPORT SPÉCIAL SUR LE PLAN D'OPTIONS D'ACHAT D' ACTIONS	150
PROJET DE RÉOLUTIONS	150
CONTRATS	153
CONSULTATION DES DOCUMENTS JURIDIQUES	154

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SUR LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE

(Article L.225-37 du code de commerce)

En application des dispositions légales, je vous rends compte des conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil ainsi que des principes et règles arrêtés pour déterminer les rémunérations et avantages de toute nature accordés aux mandataires sociaux.

La société s'est attachée à respecter l'esprit du cadre de référence complété du guide d'application rédigé par le Groupe de Place créé par l'Autorité des Marchés Financiers pour faire évoluer et améliorer l'organisation et la mise en œuvre de son dispositif de contrôle interne tout en veillant à la bonne adéquation de cette organisation avec ses processus opérationnels et la taille du Groupe.

Le présent rapport a été approuvé par le Conseil d'administration lors de sa réunion du 30 mars 2018. Depuis le 5 mars 2010, le code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites, établi par MIDDLENEXT est applicable au sein de la société. Il est à noter que, lors de sa réunion en date du 10 février 2017, le Conseil d'administration a analysé les points de vigilance et les recommandations édictées par ce code. A l'issue de cette analyse, le Conseil a décidé d'adopter le Code de gouvernement d'entreprise MIDDLENEXT modifié, et de l'appliquer dans son ensemble.

### Liste des services concernés par l'établissement de ce rapport

Afin de se conformer aux recommandations de l'Autorité des Marchés Financiers telles que ressortant du paragraphe 1 du « rapport 2009 de l'AMF sur le gouvernement d'entreprise et le contrôle interne », le Président précise les services ayant contribué à la réalisation du présent rapport, à savoir :

- Direction Générale ;
- Direction Financière ;
- Direction Juridique ;
- Direction des Ressources Humaines ;
- Directions Opérationnelles.

### Limitations des pouvoirs du Directeur Général

Les statuts de la société et le Conseil d'administration n'ont fixé aucune limitation aux pouvoirs du Directeur Général.

### Conditions de préparation et d'organisation des travaux du Conseil d'administration

Le Président établit en fin d'exercice le planning des réunions du Conseil pour l'exercice suivant.

Il prépare l'ordre du jour, le communique aux membres du Conseil environ une semaine avant la réunion et convoque le Conseil. Il dirige les débats lors des réunions.

Un dossier détaillant le contenu des sujets à l'ordre du jour est remis au début de chaque réunion.

Dans le souci de bénéficier d'une vision extérieure et d'avis indépendants, le Conseil d'administration a souhaité s'ouvrir à des personnes extérieures au Groupe.

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

### Au 31 décembre 2017, la composition du Conseil est la suivante :

M. Bernard Streit, Président du Conseil d'administration, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;

Mme Françoise Streit, administrateur, nommée jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;

S.A DELFINGEN Group, administrateur, représentée par Monsieur Gérald Streit, nommée jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

M. Juan Manuel Diaz Huder, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022 ;

M. Georges François, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

Mme Annie Kahn, administrateur, nommée jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

M. Cataldo Mangione, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

M. Michel de Massougnès des Fontaines, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2019 ;

M. Stefaan Vandeveld, administrateur, nommé jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2022.

En raison de la taille de la société, d'un organigramme juridique très simplifié et de la relation étroitement entretenue entre le Conseil d'administration, le Comité Exécutif et les différentes directions fonctionnelles, le Conseil d'administration ne compte qu'un comité spécialisé.

En effet, la société a décidé de constituer un Comité d'Audit lors du Conseil d'administration en date du 25 juin 2010 en vue de satisfaire aux obligations de l'ordonnance n° 2008-1278 du 8 décembre 2008 transposant la directive 2006/43/CE du 17 mai 2006 relative au contrôle légal des comptes imposant aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé d'établir un tel comité.

Au titre de l'exercice 2017, le Conseil d'administration s'est réuni aux dates suivantes :

- Le 10 février 2017, avec pour ordre du jour, l'examen du Code de gouvernement d'entreprise MIDDLENEXT et réflexion sur la modification du Règlement Intérieur ;
- Le 24 mars 2017, avec pour ordre du jour, le rapport du Président du Comité d'audit sur les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2016, l'examen et arrêté des comptes annuels et consolidés de l'exercice clos au 31 décembre 2016, l'examen des documents de gestion prévisionnels, le projet d'affectation et de répartition du résultat de l'exercice clos au 31 décembre 2016, la rémunération des membres du Conseil d'administration, l'approbation du remboursement de l'ensemble des frais engagés (frais de déplacements et frais annexes) par les administrateurs dans le cadre des réunions de travail du Conseil d'administration ainsi que toute autre commission annexe, les conventions de l'article L.225-38 du Code de commerce, la proposition de délégation de compétence au Directeur Général en matière d'octroi de garanties bancaires et corporates ; fixation des plafonds d'autorisation, les propositions relatives aux renouvellements des mandats d'administrateur de Messieurs Bernard Streit, Juan Manuel Diaz Huder, et Stefaan Vandeveld, la proposition de renouvellement des délégations de compétence au Conseil, la convocation de l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires appelée à statuer sur les comptes clos au 31 décembre 2016, l'adoption des rapports du Conseil et des projets de résolutions présentés à l'Assemblée Générale Mixte des actionnaires, l'adoption du projet de Rapport Financier Annuel, et l'examen du rapport social et environnemental, l'adoption du rapport du Président sur le contrôle interne et le gouvernement d'entreprise ;
- Le 2 juin 2017, avec pour ordre du jour, la nomination du Président du Conseil d'administration, la rémunération du Président du Conseil d'administration, et la décision de réaffectation d'actions auto-détenues en vertu du programme de rachat d'actions en date du 30 octobre 2015 - cession de 84 292 actions auto-détenues;

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| **Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise** | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

- Le 21 juillet 2017, avec pour ordre du jour, l'arrêté du chiffre d'affaires consolidé du premier semestre 2017 ;
- Le 08 septembre 2017, avec pour ordre du jour, le rapport du Comité d'audit, le rapport des Commissaires aux comptes, l'arrêté des comptes consolidés du premier semestre 2017, l'arrêté du rapport d'activité semestriel, la révision du compte de résultat prévisionnel, l'établissement de la situation de l'actif réalisable et disponible et du passif exigible du premier semestre, acompte sur versement des jetons de présence ;
- Le 27 octobre 2017, avec pour ordre du jour, l'autorisation préalable d'une convention réglementée : cession de créances, l'autorisation préalable d'intervenir à une cession de dette ;
- Le 24 novembre 2017, avec pour ordre du jour, la mise au vote du budget 2018, la proposition du calendrier des séances de l'exercice 2018, la revue du Code de gouvernement d'entreprise MIDDLENEXT, l'Auto-évaluation des travaux du Conseil d'administration ;
- Le 15 décembre 2017, avec pour ordre du jour l'autorisation préalable de signer un avenant à une convention de crédit ainsi que tous documents associés, l'autorisation préalable de signer un contrat de crédits senior, ainsi que tous documents associés, l'augmentation de capital d'une filiale (DELFINGEN Asia Pacific Holding), l'augmentation de capital d'une filiale (DELFINGEN US Holding).

Le Conseil d'administration prend toutes les décisions légales et met en œuvre la stratégie définie par le Comité Exécutif, logé dans la société DELFINGEN Group S.A, contribue à son expression et prend connaissance de la vie de la société ainsi que des perspectives envisagées. Le Président du Conseil d'administration est chargé de présenter les dossiers et, le Directeur Général, en sa qualité de mandataire social, est chargé de les appliquer.

Les décisions importantes découlant des orientations stratégiques définies par le Comité Exécutif sont le résultat de réunions, d'entretiens ou de discussions entre le Conseil d'administration, la Direction Générale et les Responsables opérationnels.

### Information des Administrateurs

Les membres du Conseil sont informés de manière régulière des affaires courantes. Ils sont informés spécifiquement des événements majeurs de la vie de la société et du Groupe.

Au titre de l'exercice 2017, le Conseil d'administration s'est réuni 8 fois. Préalablement à la réunion, chacun des membres reçoit les informations détaillées sur lesquelles portera l'ordre du jour.

Le règlement intérieur impose que le Président doit transmettre les informations appropriées aux membres du Conseil d'administration, et ce, en respectant un délai raisonnable.

### Réunions du Conseil d'administration

En vertu de l'article 19 des statuts, le Conseil se réunit aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige. Il se réunit au minimum quatre fois par an, afin d'arrêter les comptes sociaux et consolidés, semestriels et annuels.

Conformément à l'article 19 des statuts, les administrateurs sont convoqués par tous moyens et même verbalement. Aux termes de l'article 19-I des statuts, les réunions du Conseil d'administration peuvent se tenir au siège social ou en tout autre endroit avec l'accord de la majorité des administrateurs. D'une manière générale, les réunions du Conseil d'administration se tiennent au siège de la société.

Les procès-verbaux des réunions sont établis à l'issue de chaque réunion, sont adressés aux administrateurs et font l'objet de l'approbation du Conseil lors de la réunion suivante.

Sur les 8 séances du Conseil tenues au cours de l'exercice, toutes ont été présidées par Monsieur Bernard STREIT, Président du Conseil.

Le taux moyen de présence effective des membres du Conseil aux réunions est très haut (supérieur à 80%).

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| **Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise** | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

### Séances de travail du Conseil d'administration

Le Conseil d'administration réunit l'ensemble des administrateurs ainsi que le Directeur Général de DELFINGEN Industry et le Comité Exécutif. Ces réunions sont des séances de travail d'analyse et de réflexion portant sur l'évolution de la situation du Groupe, ou sur des événements ou sujets particuliers plus ponctuels, sous l'impulsion du Comité Exécutif.

Au cours de la réunion, le Président et les Directeurs présentent un rapport sur l'activité et sur la situation générale du Groupe : ressources humaines, finances, affaires commerciales. Ils soumettent les points sur lesquels le Conseil est amené à débattre, à prendre position et à arrêter les mesures à mettre en œuvre.

Le projet de compte-rendu de la réunion est ensuite établi et transmis aux membres du Conseil pour recueillir leurs observations. Le compte-rendu définitif est approuvé lors de la séance suivante.

### Réunions mixtes

Des réunions mixtes rassemblent périodiquement les administrateurs et les membres du Comité de Direction et du Comité Exécutif.

Au cours de ces réunions, regroupant l'ensemble des Directions fonctionnelles et opérationnelles du Groupe, sont examinées les questions et problématiques posées par le Conseil d'administration. Lors de ces réunions se décident les mesures et les plans d'actions à soumettre au Comité Exécutif. Ces réunions sont éventuellement ouvertes à des experts internes ou externes au Groupe venant apporter leur expertise en fonction du sujet à traiter. Ces réunions de travail interviennent de manière périodique. Des séances exceptionnelles sont organisées en fonction des besoins et des situations ponctuelles.

### Accords conclus par la société qui sont modifiés ou prennent fin en cas de changement de contrôle de la société

La société DELFINGEN Industry était intervenante dans un pacte d'actionnaires conclu le 23 novembre 2009 entre la société DELFINGEN Group, sa société mère et le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA) ; ce pacte instaure diverses obligations réciproques à la charge de la société DELFINGEN Group et du FMEA, lesquels ont déclaré agir de concert dans le cadre d'une déclaration en date du 25 novembre 2009.

Du fait de la sortie totale du capital du Fonds Avenir Automobiles (FAA anciennement FMEA), le pacte d'actionnaires ci-dessus n'est plus applicable.

### Accords prévoyant des indemnités pour les membres du Conseil d'administration ou les salariés s'ils démissionnent ou sont licenciés sans cause réelle et sérieuse ou si leur emploi prend fin en raison d'une offre publique

Néant

### Options de souscription ou d'achat d'actions attribués durant l'exercice à chaque dirigeant mandataire social – Historique des attributions durant les exercices antérieurs

Néant

### Actions de performances attribuées aux mandataires sociaux dirigeants et non dirigeants

Néant

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

### Contrats de travail, Indemnités, Régimes de retraite complémentaires des mandataires sociaux dirigeants

Dirigeants mandataires sociaux	Contrat de travail	Régime de retraite supplémentaire	Indemnités ou avantages susceptibles d'être dus à raison de la cessation ou du changement de fonctions	Indemnités relatives à une clause de non-concurrence
Bernard STREIT, Président du Conseil d'administration Début du mandat : AG du 02/06/2017 Fin du mandat : AG statuant sur les comptes de l'exercice clos au 31/12/2022	Non	Non	Non	Non
Gérald STREIT, Directeur Général Nommé par le Conseil d'Administration du 03/04/2015	Non	Non	Non	Non

### Déclaration d'absence de conflit d'intérêts

Il n'existe aucun conflit d'intérêts entre d'une part, l'un des membres des organes d'Administration, de Direction et de la Direction Générale et ses intérêts privés ou tous autres devoirs lui incombant en exercice de cette fonction, et d'autre part, la société.

### Convention réglementée au cours de l'exercice

Partie 1	Partie 2	Libellé	Résumé du contenu	Personne(s) intéressée(s)	Information/Autorisation/Ratification	Date du CA
Delfingen Industry	Delfingen FR-Anteuil S.A	Cession de créance Delfingen Hebi	Cession de créance entre Partie 2 et Partie 1	Bernard STREIT, Gérald STREIT	Autorisation	10/27/2017
Delfingen Industry	Delfingen US, Inc.	Cession de créance Delfingen Hebi	Cession de créance entre Partie 2 et Partie 1	Bernard STREIT, Gérald STREIT	Autorisation	10/27/2017
Delfingen Industry	Delfingen Asia Pacific Holding et Delfingen Hebi	Cession de dette	Partie 1 appelée à la signature	Bernard STREIT, Gérald STREIT	Information	10/27/2017

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

### Modalités de convocation des Assemblées

Aux termes de l'article 26 des statuts, les Assemblées Générales sont convoquées par le Conseil d'administration ou à défaut, par le ou les Commissaires aux comptes, ou par toute personne habilitée à cet effet. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans la convocation.

La convocation est faite quinze jours au moins avant la date de l'Assemblée, soit par avis inséré dans un journal d'annonces légales du département du siège social, soit par lettre simple adressée à chaque actionnaire titulaire d'actions nominatives, ainsi que par avis inséré dans le Bulletin des Annonces Légales Obligatoires. Lorsque l'Assemblée n'a pu délibérer faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée sont convoquées six jours au moins à l'avance, dans les mêmes formes que la première. L'avis et les lettres de convocation de cette seconde Assemblée reproduisent la date et l'ordre du jour de la première.

### Modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales

L'article 28 des statuts définit les modalités de participation des actionnaires aux Assemblées Générales.

#### « ARTICLE 28 - ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS

*Tout actionnaire a le droit d'assister aux Assemblées Générales et de participer aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur simple justification de sa qualité. S'il s'agit d'un actionnaire personne physique, celui-ci ne pourra être représenté que par un mandataire actionnaire membre de l'Assemblée ou par son conjoint.*

*Ce droit de participer aux Assemblées Générales est subordonné à l'enregistrement comptable des titres au nom de l'actionnaire ou de l'intermédiaire inscrit pour son compte, au troisième jour ouvré précédent l'Assemblée à zéro heure, heure de Paris, soit dans les comptes nominatifs tenus par la société, soit dans les comptes de titres au porteur tenus par l'intermédiaire habilité, ce dont il est justifié conformément à la réglementation.*

*Tout actionnaire peut voter par correspondance au moyen d'un formulaire établi et adressé à la société selon les conditions fixées par la loi et les règlements ; ce formulaire doit parvenir à la société trois jours avant la date de l'Assemblée pour être pris en compte.*

*Deux membres du comité d'entreprise, désignés par le comité dans les conditions fixées par la loi, peuvent assister aux Assemblées Générales. Ils doivent, à leur demande, être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des actionnaires. »*

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

### Tableau récapitulatif des rémunérations de chaque dirigeant mandataire social\*

Nom	2017	2016	2015
<b>Bernard STREIT</b>			
Rémunération fixe	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-
Rémunération exceptionnelle	-	-	-
Rémunérations au titre d'un mandat social exercé sur DELFINGEN Group	71 488 €	71 488 €	70 431 €
Jetons de présence	-	-	-
Avantages en nature	2 729 €	2 729 €	1 407 €
Total	74 214 €	74 217 €	71 838 €
Nom	2017	2016	2015
<b>Gérald STREIT</b>			
Jetons de présence	9 150 €	12 200 €	15 250 €
Rémunération issue d'un contrat de travail	-	-	-
Rémunération variable (bonus)	59 513 €	-	-
Avantages en nature	4 839 €	3 764 €	3 515 €
Rémunérations au titre d'un mandat social exercé sur DELFINGEN Group	180 000 €	172 500 €	150 000 €
Total	253 502 €	188 464 €	168 765 €

### Tableau concernant les jetons de présence et autres rémunérations perçues par les mandataires sociaux non dirigeants\*

Nom	2017	2016	2015
<b>Françoise STREIT</b>			
Jetons de présence	-	-	-
Rémunération issue d'un contrat de travail	28 302 €	27 884 €	27 922 €
Rémunération variable	-	27 884 €	27 922 €
Total	28 302 €	-	-
<b>Georges FRANCOIS</b>			
Jetons de présence	9 150 €	13 725 €	18 300 €
Autres rémunérations	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-
Total	9 150 €	13 725 €	18 300 €
<b>Michel de MASSOUGNES des FONTAINES</b>			
Jetons de présence	9 150 €	9 150 €	10 675 €
Autres rémunérations	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-
Total	9 150 €	9 150 €	10 675 €

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

<b>Juan Manuel DIAZ HUDER</b>			
Jetons de présence	9 150 €	10 675 €	6 100 €
Autres rémunérations	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-
Total	9 150 €	10 675 €	6 100 €
<b>Cataldo MANGIONE</b>			
Jetons de présence	12 200 €	25 925 €	6 100 €
Autres rémunérations	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-
Total	12 200 €	25 925 €	6 100 €
<b>DELFINGEN Group</b>			
Jetons de présence	-	-	-
Autres rémunérations	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-
Total	-	-	-
<b>Annie KAHN</b>			
Jetons de présence	12 200 €	10 675 €	6 100 €
Autres rémunérations	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-
Total	12 200 €	10 675 €	6 100 €
<b>Stéfaan VANDEVELDE</b>			
Jetons de présence	7 625 €	9 150 €	-
Autres rémunérations	-	-	-
Rémunération variable	-	-	-
Total	7 625 €	9 150 €	-

\*Nous attestons que lesdits tableaux reflètent bien l'intégralité des rémunérations perçues par les mandataires de la part de toutes les sociétés du Groupe ainsi que de DELFINGEN Group, et qu'il n'en existe pas d'autres. Il est rappelé que les charges d'exploitation comprennent des management fees et autres charges refacturées par DELFINGEN Group et qui s'élèvent, pour 2017, à 2,3 M€ (cf. chapitre N des états financiers consolidés).

Concernant les règles de fonctionnement du Conseil d'administration, la durée des mandats des Administrateurs ainsi que l'état complet des mandats et fonctions exercés par les Administrateurs, merci de vous reporter à la partie "Informations générales / Gouvernement d'entreprise".

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

### Démarche d'analyse et perspectives

L'objectif du Groupe est de :

- Poursuivre l'amélioration du processus relatif à l'élaboration et au traitement de l'information financière, et à l'identification et l'analyse des risques ;
- Adapter en permanence ces outils de gestion et de contrôle à l'évolution du Groupe.

L'ambition du Groupe est de se doter de dispositifs de contrôle interne pertinents et performants à chaque niveau de responsabilité :

Basés sur :

- Un ensemble de procédures plus exhaustif ;
- La responsabilisation de l'ensemble des opérationnels qui sont au cœur des processus ;
- La mise en place d'une plateforme comptable et financière commune à tous les sites ;

Permettant de :

- Mieux contrôler et renforcer l'application des méthodes comptables et financières adoptées pour l'établissement des comptes ;
- Mieux contrôler et renforcer le suivi des procédures internes de collecte et de contrôle des informations financières et comptables transmises ;
- Limiter les risques.

L'ensemble de cette démarche est soutenu activement par la Direction Générale du Groupe ainsi que par le Comité d'audit et le Conseil d'administration.

### Principes et règles de détermination de la rémunération des mandataires sociaux

Lors du Conseil d'administration en date du 5 mars 2010, la société DELFINGEN Industry a adhéré au code de gouvernement d'entreprise pour les valeurs moyennes et petites, établi par MIDDLENEXT et en vigueur à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010. Le Conseil d'administration du 10 février 2017 a analysé les points de vigilance et les recommandations édictées par ce code, dans sa version révisée. A l'issue de cette analyse, le Conseil a décidé d'adopter le Code de gouvernement d'entreprise MIDDLENEXT modifié, et de l'appliquer dans son ensemble.

En conséquence de cette adhésion sans réserve à ces recommandations, la société DELFINGEN Industry déclare se référer plus particulièrement aux stipulations des recommandations dudit code concernant l'information sur les rémunérations versées aux dirigeants (et notamment les jetons de présence, mention à l'article 14 du Règlement intérieur du Conseil d'administration qui stipule que les jetons de présence sont attribués sur la base suivante : assiduité aux réunions du Conseil d'administration ainsi qu'à tout comité ou commission annexe, apport technique particulier lors d'opérations spécifiques). Par ailleurs, et afin de se conformer aux recommandations sur le gouvernement d'entreprise pour 2010 de l'Association Française de la Gestion Financière, les informations concernant les rémunérations figurent désormais dans un tableau intégrant ces données sur trois exercices sociaux.

Il est précisé que Monsieur Bernard STREIT ainsi que Monsieur Gérald STREIT ne sont liés à la société DELFINGEN Industry (ou d'ailleurs toute autre société composant le Groupe DELFINGEN Industry, à savoir DELFINGEN Group S.A, DELFINGEN Industry S.A et ses filiales étrangères et françaises) par aucun contrat de travail à quelque titre que ce soit.

Aucun mandataire social dirigeant ou non dirigeant ne perçoit de rémunération au sein de la société DELFINGEN Industry depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2007, date de l'activation de la société DELFINGEN Group. Les personnes concernées sont rémunérées au sein de la société DELFINGEN Group au titre de leur mandat social ou en tant que salarié.

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

# PROCEDURE DE CONTROLE INTERNE ET DE GESTION DES RISQUES

## Définition du contrôle interne

### Cadre de référence

DELFINGEN Industry a mis en place des outils et des procédures dans le cadre de son contrôle interne. Le contrôle interne comprend un ensemble de moyens, de comportements, de procédures et d'actions adaptés aux caractéristiques propres de chaque société et du Groupe pris dans son ensemble.

### Objectifs

Le système de contrôle interne contribue à la maîtrise des activités, à l'efficacité des opérations et à l'utilisation efficiente des ressources. Il doit permettre de prendre en compte de manière appropriée les risques significatifs, qu'ils soient opérationnels, financiers ou juridiques.

Le système de contrôle interne mis en place fournit une assurance raisonnable de la maîtrise des opérations au regard des objectifs suivants :

- La conformité aux lois et aux réglementations en vigueur ;
- Le respect des instructions et orientations fixées par la Direction ;
- La sauvegarde des actifs ;
- La prévention et la détection des fraudes ;
- La fiabilité, l'exhaustivité et la qualité de l'information produite, notamment l'information financière.

Par essence, le système de contrôle interne ne peut fournir une garantie absolue que les risques ont été totalement éliminés. Il a pour objectif d'en réduire la probabilité de réalisation et l'impact potentiel.

Dans le cadre du Groupe, la société mère veille à l'existence de dispositifs de contrôle interne au sein de ses filiales. Ces dispositifs sont adaptés aux caractéristiques propres aux filiales et aux relations entre société mère et sociétés consolidées.

## Périmètre du contrôle interne et de gestion des risques

Le dispositif de contrôle interne est appliqué à l'ensemble du Groupe, le Groupe étant défini comme la société mère DELFINGEN Industry ainsi que toutes les sociétés consolidées selon la méthode de l'intégration globale.

## Composantes du contrôle interne et de gestion des risques

### Environnement de contrôle

Le système de contrôle est construit autour d'une organisation basée :

**1. Sur une Direction Opérationnelle** qui regroupe l'ensemble des filiales, sous la responsabilité d'un Directeur Opérationnel.

Cette direction est structurée en fonction des regroupements stratégiques régionaux (activité automobile) ou locaux (marchés de spécialités).

Les regroupements stratégiques régionaux sont les suivants :

- EA (Europe, Afrique) ;
- NSCA (Amérique du Sud, Centrale et Amérique du Nord) ;
- Asie.

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| **Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise** | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

Ils regroupent les activités protection des faisceaux, transfert de fluides, assemblage mécanique et assemblage de faisceaux.

Par ailleurs, les marchés de spécialités regroupent :

- L'activité Equipements Electriques (ETIS) ;
- L'activité Textile Technique.

La Direction Opérationnelle s'appuie sur :

- Les Directions Commerciales ;
- La Direction Recherche et Développement ;
- Des Directions Centrales Opérationnelles (Qualité, Achats, Supply Chain, Gestion des données et Direction Industrielle).

**2. Sur une Direction Centrale** qui s'appuie sur les métiers de la Finance, des Ressources Humaines, du Juridique, de la Communication et des Systèmes d'Information.

Pour chacune de ces entités, le Groupe a défini leurs missions, leur organisation, leurs contributions aux décisions critiques, la mesure de leur performance et leurs échanges avec les autres entités.

Le Groupe est fortement attaché aux valeurs d'intégrité et d'éthique qui s'expriment dans les valeurs fondamentales du Groupe de responsabilité, de partage, de liberté et d'amélioration continue. Ce cadre de valeur fournit une référence pour la bonne conduite des activités quotidiennes et a notamment pour objectif de promouvoir un comportement équitable et honnête dans la conduite des affaires et envers les clients, les fournisseurs, les salariés, les actionnaires... Tous les salariés ont pour responsabilité de s'y conformer.

### Evaluation et gestion des risques

L'identification et l'analyse des risques relèvent de la responsabilité du Comité Exécutif du Groupe.

La Direction des Opérations suit plus spécifiquement les risques opérationnels, notamment les risques industriels et les risques liés aux matières premières à la sécurité et à l'environnement.

La Direction Juridique gère les risques juridiques du Groupe, notamment ceux liés à la propriété industrielle, et aux actions en responsabilité.

La Direction des Ressources Humaines s'assure de la bonne application des législations sociales locales, et du respect de nos valeurs.

La Direction Financière gère les risques liés aux activités financières du Groupe, en particulier la conformité des états financiers aux normes comptables locales, les risques de change, de taux, de liquidité, fiscaux et de fraude.

Les principaux risques identifiés sont le risque macroéconomique, le risque de crédit clients, les risques financiers (change, liquidité et contrepartie), la volatilité du cours des matières premières, ainsi que les risques fiscaux et douaniers. Ils sont recensés dans le chapitre concernant les facteurs de risques pages 115 à 122.

La prise en compte de l'exposition au risque fait partie intégrante des processus décisionnels et opérationnels.

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

### Activités de contrôle

Dans le cadre du système qualité de DELFINGEN Industry, les processus de l'entreprise sont décrits. Des procédures et instructions fixent les responsabilités de chacun et précisent les modes opératoires et les contrôles associés. Dans le cadre de ce système, des audits sont organisés pour vérifier la conformité aux normes du Groupe. Des auditeurs qualifiés sont formés à cet effet. A ces audits internes s'ajoutent les certifications attribuées par les organismes externes, les clients et les fournisseurs.

Les activités de contrôle, conduites à tous les niveaux hiérarchiques et fonctionnels, reposent sur des normes et procédures contribuant à garantir la mise en œuvre des orientations émanant de la Direction Générale.

### Information et communication

Les informations issues des systèmes de gestion sont analysées et diffusées auprès des managers concernés qui disposent ainsi de tableaux de bord pour gérer leurs activités.

Chaque Directeur est responsable de son activité et de ses performances financières et opérationnelles, conformément au plan d'actions et au budget prévisionnel discutés et approuvés par le Conseil d'administration.

Le suivi et le contrôle des performances sont basés sur un processus de reporting. Dans ce cadre chaque société du Groupe prépare :

- Un reporting mensuel concernant l'ensemble des informations financières et opérationnelles (indicateurs RH, analyse du chiffre d'affaires, analyse des créances échues...)
- Un reporting mensuel sur la trésorerie réelle et prévisionnelle ;
- Un cycle annuel budgétaire.

Ces éléments, définis au niveau du Groupe, sont consolidés et diffusés auprès du Comité Exécutif et des différents responsables. Ils constituent des outils essentiels dans le pilotage de l'activité du Groupe et dans le choix de ses orientations stratégiques. Ils permettent d'identifier, analyser et traiter toute dérive éventuelle au plus tôt.

La Direction Opérationnelle effectue une revue avec chaque Directeur de Site pour analyser l'évolution des résultats et de la performance du site, et proposer des plans d'actions en vue de les améliorer. Ces revues s'effectuent sur une base mensuelle au niveau local et bimensuelle au niveau régional.

La Direction Financière, au travers du Contrôle de gestion, analyse et valide les reportings mensuels intégrés dans la consolidation.

Le Comité Exécutif se réunit chaque mois pour analyser l'évolution des résultats financiers et de la performance du Groupe, et proposer des plans d'actions en vue de les améliorer. Ces revues s'effectuent sur une base mensuelle. Des revues supplémentaires sont également réalisées préalablement à chaque séance de travail du Conseil d'administration.

### Pilotage du contrôle interne

Le système de contrôle interne est piloté conjointement par la Direction Générale « des services supports » et la Direction Générale « Industrielle » avec l'appui de la Direction Financière.

En accord avec le Comité d'audit, un plan pluriannuel de visite des filiales, basée sur l'analyse des risques généraux du Groupe et des risques spécifiques à chaque filiale, a été défini et mis en œuvre. Les constatations faites lors de ces missions font l'objet de recommandations aux entités opérationnelles auditées, qui doivent alors mettre en place des plans d'action appropriés.

Des missions ponctuelles sur des problématiques spécifiques sont également mises en œuvre.

Les travaux et conclusions des missions de l'audit interne sont présentés aux réunions du Comité d'audit.

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| **Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise** | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

### Procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière pour les comptes annuels et états financiers consolidés

La Direction Financière est responsable des procédures de contrôle interne liées à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière. Ces procédures sont mises en place au niveau local.

Elle assure le suivi de l'évolution des normes et l'homogénéité des principes comptables et, en liaison avec le Contrôle de Gestion, un suivi régulier de la correcte traduction comptable des opérations.

Le responsable de la consolidation a la responsabilité de l'établissement des comptes consolidés semestriels et annuels selon les normes IFRS. Il définit des instructions de clôture détaillées, comprenant notamment le calendrier de clôture, les mouvements de périmètre, le classement et les flux des principaux postes de bilan ainsi que le processus de réconciliation des transactions entre les sociétés du Groupe.

Des comptes sociaux et consolidés sont établis mensuellement dans des conditions similaires à celles des clôtures semestrielles et annuelles.

Le Contrôle de Gestion analyse la pertinence et la cohérence des informations reportées au niveau de chaque filiale, il mesure leur performance ainsi que la performance économique du Groupe. Il prépare une synthèse des indicateurs de gestion à l'attention de la Direction Générale. Les analyses effectuées portent notamment sur les ventes, les marges, le résultat opérationnel par zones géographiques et/ou marchés.

Les variations mensuelles sont analysées, ainsi que les écarts par rapport au budget. Ces éléments sont examinés mensuellement par le Comité Exécutif.

Cette organisation est complétée par les Commissaires aux comptes qui attestent au 30 juin et certifient au 31 décembre, les états financiers consolidés du Groupe. L'examen des états financiers des sociétés concourant à l'établissement des comptes consolidés est réalisé de manière concertée entre les Commissaires aux comptes de la société mère et les auditeurs locaux. Cette concertation se concrétise par l'envoi d'instructions d'audit, l'établissement et l'exploitation de questionnaires d'audit, l'envoi par les auditeurs locaux d'un rapport d'examen limité au 30 juin et d'un rapport d'audit au 31 décembre et d'une communication sur des points particuliers.

Les travaux d'audit des Commissaires aux comptes de la société mère sont enrichis par des visites réalisées, chaque année, sur plusieurs sites du Groupe.

Le Comité d'audit, créé le 25 juin 2010, assiste le Conseil d'administration dans son rôle de surveillance afin que celui-ci puisse s'assurer de la qualité du contrôle interne et de la fiabilité des informations fournies aux actionnaires ainsi qu'aux marchés financiers.

La Direction Financière du Groupe est en charge de concevoir et diffuser l'ensemble de la communication financière à destination des marchés financiers :

- Document de référence ;
- Communiqués à caractère financier ;
- Documents utilisés lors des rencontres avec les analystes financiers et investisseurs.

La conception du document de référence est coordonnée par la Direction Financière, revue par la Direction des Services Support et validée par le Conseil d'administration avec une forte contribution de la Direction Juridique. Sa rédaction fait appel à de nombreux intervenants, experts dans leur domaine et contribuant à la richesse et à la qualité des informations données.

Les informations financières communiquées sont systématiquement revues par la Direction des Services Support. Les annonces des résultats sont également revues par le Comité d'audit et le Conseil d'administration.

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | **Rapport des Commissaires aux Comptes** | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

## EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2017

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société « DELFINGEN INDUSTRY » relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

## FONDEMENT DE L'OPINION

### *Référentiel audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

## JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

La direction de DELFINGEN INDUSTRY est amenée à retenir des jugements et estimations et à formuler des hypothèses qui concernent notamment la dépréciation des actifs, les provisions et les impôts différés, exposées dans les notes 21, 25 et 39 de l'annexe aux comptes consolidés.

Pour l'ensemble de ces estimations, nous avons apprécié les données et hypothèses sur lesquelles se fondent ces jugements et estimations, revu par sondages les calculs effectués par la société, examiné la documentation disponible et vérifié que les notes de l'annexe donnent une information appropriée sur les hypothèses retenues par la société.

La société procède systématiquement, à chaque clôture, à un test de dépréciation des écarts d'acquisition et des actifs à durée de vie indéfinie et évalue également s'il existe un indice de perte de valeur des actifs à long terme, selon les modalités décrites dans la note 21 aux états financiers.

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | **Rapport des Commissaires aux Comptes** | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

Concernant les modalités de mise en œuvre de ce test de dépréciation, nous avons :

- examiné, par sondages, les flux futurs de trésorerie retenus, au regard des données budgétaires validées par le Conseil d'Administration, des résultats historiques ainsi que du contexte économique et financier dans lequel s'inscrit le groupe ;
- vérifié, par sondages, l'exactitude arithmétique des tests de dépréciation réalisés par la direction ;
- évalué si les informations données dans la note 21 de l'annexe aux comptes consolidés, notamment en ce qui concerne les hypothèses clés et les analyses de sensibilité réalisées, sont présentées de manière adéquate.

### VÉRIFICATION DES INFORMATIONS RELATIVES AU GROUPE DONNÉES DANS LE RAPPORT DE GESTION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, à la vérification spécifique prévue par la loi des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

### RESPONSABILITÉS DES COMMISSAIRES AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES CONSOLIDÉS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;

**DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | **Rapport des Commissaires aux Comptes** | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- Concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

Les Commissaires Aux Comptes

Dijon, le 26 avril 2018  
AUDITIS  
Philippe DANDON, Associé

Montbéliard, le 26 avril 2018  
EXCO P2B AUDIT  
Pierre BURNEL, Associé

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | **Rapport des Commissaires aux Comptes** | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

# RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, SUR LES COMPTES ANNUELS

## EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

Mesdames, Messieurs les Actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société « DELFINGEN INDUSTRY », tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

## FONDEMENT DE L'OPINION

### *Référentiel d'audit*

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du Commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### *Indépendance*

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux comptes.

## JUSTIFICATIONS DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues, notamment pour ce qui concerne l'évaluation des titres de participation, des créances rattachées aux titres de participation, des comptes courants groupe et la dépréciation de ces actifs. Ces derniers sont indiqués dans la note G de l'annexe aux comptes annuels relative au « Financement et Instruments financiers ».

Pour apprécier l'estimation des valeurs d'utilité des titres de participation, des créances rattachées aux titres de participation et des comptes courants groupe, sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont notamment consisté à :

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | **Rapport des Commissaires aux Comptes** | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

- analyser, que l'estimation de ces valeurs déterminée par la Direction est fondée sur une justification appropriée de la méthode d'évaluation et des éléments chiffrés utilisés ;
- comparer les données utilisées ; dans la réalisation des tests de dépréciation des titres de participation et des créances rattachées avec les données source par entité ainsi que les résultats des travaux d'audit sur ces filiales ;
- vérifier, par sondages, l'exactitude arithmétique des calculs des valeurs d'utilité retenues par la société.

## VÉRIFICATION DU RAPPORT DE GESTION ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSÉS AUX ACTIONNAIRES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents adressés aux Actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et à l'identité des détenteurs du capital et des droits de vote vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

## RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | **Rapport des Commissaires aux Comptes** | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

- anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Les Commissaires Aux Comptes

Dijon, le 26 avril 2018  
AUDITIS  
Philippe DANDON, Associé

Montbéliard, le 26 avril 2018  
EXCO P2B AUDIT  
Pierre BURNEL, Associé

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | **Rapport des Commissaires aux Comptes** | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

# RAPPORT SPÉCIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES, SUR LES CONVENTIONS RÉGLEMENTÉES

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE D'APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2017

Mesdames et Messieurs les Actionnaires,

En notre qualité de Commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles ainsi que les motifs justifiant de l'intérêt pour la société des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Par ailleurs, il nous appartient, le cas échéant, de vous communiquer les informations prévues à l'article R.225-31 du Code de commerce relatives à l'exécution, au cours de l'exercice écoulé, des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes relative à cette mission. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### Conventions soumises à l'approbation de l'Assemblée Générale

#### CONVENTIONS AUTORISÉES AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés des conventions suivantes qui ont fait l'objet de l'autorisation préalable de votre Conseil d'administration.

##### Cession d'une créance – Conseil d'administration du 27 octobre 2017

Votre Conseil d'administration a autorisé la conclusion au profit de DELFINGEN Industry d'une convention de cessions de créances détenues par les sociétés DELFINGEN FR Anteuil et DELFINGEN US Inc. sur la société DELFINGEN Hebi. Le montant des créances détenues par ces deux sociétés s'élèvent respectivement à 1 308 554,35 euros et 1 594 380,48 USD pour DELFINGEN FR Anteuil et à 1 438 601,43 USD pour DELFINGEN US Inc.

Les administrateurs concernés sont Messieurs Bernard et Gérald STREIT.

L'intérêt pour votre société est une centralisation des flux financiers.

#### CONVENTIONS DÉJÀ APPROUVÉE PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

##### Conventions approuvées au cours d'exercices antérieurs et dont l'exécution s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé

En application de l'article R.225-30 du Code de Commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions déjà approuvées par l'Assemblée Générale au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours de l'exercice écoulé.

##### Autorisation de la signature d'un avenant à un pacte d'actionnaire – Conseil d'administration du 30 octobre 2015

Dans le cadre de la convention réglementée précitée, votre Conseil d'administration a autorisé la signature d'un avenant au pacte d'actionnaires initialement signé entre le FAA (anciennement FMEA) et votre Société, afin d'en réduire le champ d'action et les obligations en résultant.

## **DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | **Rapport des Commissaires aux Comptes** | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

Les administrateurs concernés sont M. Bernard STREIT, la société DELFINGEN Group représentée par M. Gérald STREIT, et Monsieur Stefaan VANDELDE.

L'intérêt pour votre société est la réduction des obligations mises à sa charge notamment, par le pacte d'actionnaires antérieurement signé.

Cet avenant a pris fin au 30 mai 2017 suite à la sortie du FAA du capital de DELFINGEN Industry.

### **Octroi d'un don annuel renouvelable à la Fondation DELFINGEN**

Votre Conseil d'administration a autorisé l'octroi d'un don annuel renouvelable à la Fondation DELFINGEN correspondant à un montant de 1 % du résultat net de chaque exercice. Le montant comptabilisé sur l'exercice 2017 s'élève à 91.453 euros. De cette somme, sont déduites les charges prises en compte directement par les filiales du groupe DELFINGEN Industry au profit de la Fondation soit pour 2017 un montant de 36.335 euros.

L'intérêt pour votre société est le financement de sa Fondation, créée pour venir en aide aux plus démunis.

### **Nantissement de parts sociales**

Votre société a affecté en nantissement 119 978 titres de la société DELFINGEN FR-Anteuil au profit du pool bancaire composé de CIC EST, CREDIT AGRICOLE FRANCHE COMTE, BECM, BANQUE POPULAIRE BOURGOGNE FRANCHE COMTE, SOCIETE GENERALE, BGL, HSBC.

L'intérêt pour votre société est la garantie de prêts souscrits afin de financer son expansion.

### **Rémunération d'un compte courant d'associé**

Le Conseil d'Administration du 14 février 2007 a pris acte de la renonciation de Monsieur Bernard STREIT, Président de ce même Conseil, à la rémunération de son compte courant bloqué d'associé. Ce compte courant est soldé au 31 décembre 2017 suite à son remboursement en février 2017.

L'intérêt pour votre société est un financement sans frais à hauteur de cette somme.

### **Cautions, garanties, lettres de confort et de garantie**

Votre société a donné des engagements de cautions, de garanties et/ou de soutien dans le cadre d'opérations entre des tiers et des sociétés avec qui elle a des dirigeants communs.

**DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | **Rapport des Commissaires aux Comptes** | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | Consultation des documents juridiques |

La nature de ces engagements, leurs montants et les parties concernées sont présentés dans le tableau récapitulatif ci-dessous :

<b>Nature de l'engagement</b>	<b>Sociétés ayant des dirigeants communs</b>	<b>Tiers bénéficiaires</b>	<b>Montant de l'engagement</b>
Garantie à première demande	DELFINGEN MA-CASABLANCA	BASELL SALES & MARKETING	100 K€
Lettre de confort	DELFINGEN PT-PORTO SA	BPI	Maximum 200 K€
Engagement de caution	DELFINGEN MA-TANGER DELFINGEN MA-CASABLANCA DELFINGEN TR-MARMARA	RESINOPLAST	300 K€
Engagement de caution	DELFINGEN FR-ANTEUIL	METZNER	93 K€
Lettre de garantie	DELFINGEN RO-VALAHIA / RO-TRANSILVANIA	SC ALD AUTOMOTIVE SRL	Maximum 40 K€
Engagement de caution	DELFINGEN RO-TRANSILVANIA	SOLVENCY PROJECT	Maximum 53K€
Engagement de caution	DELFINGEN MA-TANGER	ARVAL	14 K€
Engagement de caution	DELFINGEN MA-CASABLANCA	ARVAL	8 K€
Engagement de caution	DELFINGEN MA-CASABLANCA	FORMOSA	417 K€

Les Commissaires Aux Comptes

Dijon, le 26 avril 2018  
AUDITIS  
Philippe DANDON, Associé

Montbéliard, le 26 avril 2018  
EXCO P2B AUDIT  
Pierre BURNEL, Associé

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | **Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions** | **Projet de résolutions** | Contrats | Consultation des documents juridiques |

# RAPPORT SPÉCIAL SUR LE PLAN D'OPTIONS D'ACHATS D' ACTIONS

Le précédent plan a expiré le 14 février 2014. Depuis cette date, aucune option n'a été attribuée à des mandataires sociaux de la société ou de sociétés contrôlées par DELFINGEN Industry ou contrôlant DELFINGEN Industry.

### Options sur actions attribuées aux mandataires sociaux

Les dirigeants mandataires sociaux de la société DELFINGEN Industry ne sont pas titulaires d'options sur actions, de quelque nature que ce soit et ne se sont pas vus attribuer d'options sur actions au cours de l'exercice clos au 31 décembre 2017.

## PROJET DE RESOLUTIONS SOUMISES A L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE RÉUNIE LE 6 JUIN 2018

### Résolutions soumises à l'Assemblée Générale Ordinaire

#### Première résolution (Approbation des comptes annuels de l'exercice 2017)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture des rapports du Conseil d'administration, du rapport du Président du Conseil d'administration sur le contrôle interne ainsi que des rapports des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017, approuve les comptes dudit exercice, comprenant le bilan, le compte de résultat et son annexe, tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

L'Assemblée Générale approuve les dépenses et charges visées à l'article 39-4 du Code général des impôts qui s'élèvent à 55 639 €.

En conséquence, l'Assemblée Générale donne quitus aux Administrateurs de l'exécution de leurs mandats pour l'exercice écoulé.

#### Deuxième résolution (Approbation des comptes consolidés de l'exercice 2017)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration sur la gestion du Groupe au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2017 et du rapport des Commissaires aux comptes sur l'exécution de leur mission au cours de cet exercice, approuve les états financiers consolidés dudit exercice, comprenant le bilan consolidé, le compte de résultat consolidé et son annexe, tels qu'ils sont présentés, ainsi que les opérations traduites dans ces comptes ou résumées dans ces rapports.

#### Troisième résolution (Affectation du résultat de l'exercice 2017)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, sur proposition du Conseil d'administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice, soit un bénéfice de 4 336 858,90 €, comme suit, à savoir :

- A la réserve légale : 0€
- En dividende à verser : 2 297 307,36€
- En report à nouveau : 2 039 551,54€

Il sera ainsi distribué à chacune des actions de la société ayant droit au dividende, un dividende de 0,94 €.

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | **Projet de résolutions** | Contrats | Consultation des documents juridiques |

Le montant total de la distribution visée ci-dessus est calculé sur le fondement du nombre d'actions et pourra varier en fonction notamment du nombre d'actions auto-détenues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et la date de détachement du droit à dividende.

Ce droit à dividende sera détaché de l'action le 4 juillet 2018 et sera payable entre le 5 et le 9 juillet 2018. L'intégralité du montant distribué est éligible pour les personnes physiques fiscalement domiciliées en France, à un abattement de quarante pour cent (40 %) mentionné à l'article 158, 3. alinéa 2 du Code général des impôts.

Les sommes correspondant aux dividendes non versés à raison des actions auto-détenues lors de la mise en paiement seront affectées au « report à nouveau ».

Conformément aux dispositions légales, l'Assemblée Générale rappelle en outre qu'au titre des trois derniers exercices, il a été distribué les dividendes suivants :

- Exercice 2014 : 0,37 € par action ;
- Exercice 2015 : 0,53 € par action ;
- Exercice 2016 : 0,59 € par action.

### **Quatrième résolution** (Approbation des conventions visées à l'article L. 225-38 du Code de commerce)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, après avoir entendu la lecture du rapport du Conseil d'administration ainsi que du rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements visés aux articles L.225-38 et suivants du Code de commerce, déclare approuver les conventions et engagements qui y sont relatés et prend acte en tant que de besoin de la continuation, au cours de l'exercice, des conventions antérieurement autorisées.

### **Cinquième résolution** (Fixation du montant global des jetons de présence à allouer aux Administrateurs)

Après lecture du rapport du Conseil d'administration, et sur proposition de ce dernier, l'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, fixe à la somme de cent-dix mille euros (110 000 €) le montant global maximal des jetons de présence que le Conseil d'administration est autorisé à répartir entre ses membres au titre de l'exercice 2018.

### **Sixième résolution** (Prise d'acte de la restructuration juridique intervenue au sein de la société EXCO CAP AUDIT)

L'Assemblée Générale prend acte que, suite à une restructuration juridique intervenue au sein de la société EXCO CAP AUDIT, la société EXCO P2B AUDIT représentée par Monsieur Pierre BURNEL est venue aux droits de la première afin de poursuivre le mandat de Commissaire aux Comptes titulaire, qui avait été confié à la société EXCO CAP AUDIT, pour la durée restant à courir dudit mandat.

### **Septième résolution** (Proposition de non-renouvellement du mandat d'Administrateur de Madame Françoise Streit)

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, et statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, décide, sur sa demande, de ne pas renouveler le mandat en tant qu'Administrateur de Madame Françoise Streit, et de ne pas nommer de nouvel Administrateur en remplacement.

### **Huitième résolution** (Autorisation d'opérer en bourse sur ses propres actions)

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, connaissance prise du rapport du Conseil d'administration, autorise le Conseil d'administration avec faculté de subdélégation, conformément aux dispositions des articles L.225-209 et suivants du Code de commerce et des articles 241-1 et suivants du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers, à acheter ou faire acheter des actions de la Société en vue :

- De la mise en œuvre de tout plan d'option d'achat d'actions de la Société dans le cadre des dispositions des articles L.225-177 et suivants du Code de commerce ; ou
- De l'attribution ou de la cession d'actions aux salariés au titre de leur participation aux fruits de l'expansion de l'entreprise et de la mise en œuvre de tout plan d'épargne d'entreprise dans les conditions définies par la loi ; ou
- De la remise d'actions lors de l'exercice de droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital par remboursement, conversion, échange, présentation d'un bon ou de toute autre manière ; ou
- De l'annulation de tout ou partie des titres ainsi rachetés ; ou

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | **Projet de résolutions** | Contrats | Consultation des documents juridiques |

- De la remise d'actions à titre d'échange, de paiement ou autre dans le cadre d'opérations de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport ; ou
- De l'animation du marché secondaire ou de la liquidité de l'action par un prestataire de services d'investissement dans le cadre d'un contrat de liquidité conforme à la charte de déontologie reconnue par l'Autorité des Marchés Financiers ; ou
- De la réalisation d'opérations d'achats, ventes ou transferts par tous moyens par un prestataire de services d'investissement, notamment dans le cadre de transactions hors marché.

Cette autorisation permettrait également à la Société d'opérer dans tout autre but autorisé ou qui viendrait à être autorisé par la loi ou la réglementation en vigueur. Dans une telle hypothèse, la Société informerait ses Actionnaires par voie de communiqué.

Les achats d'actions de la Société pourront porter sur un nombre d'actions tel que :

- Le nombre d'actions que la Société achète pendant la durée de cette autorisation n'excède pas dix pour cent (10 %) des actions composant le capital de la Société à quelque moment que ce soit, ce pourcentage s'appliquant à un capital ajusté en fonction des opérations l'affectant postérieurement à la présente Assemblée Générale, étant précisé que le nombre d'actions acquises en vue de leur conservation et de leur remise ultérieure dans le cadre d'une opération de fusion, de scission ou d'apport ne pourra excéder cinq pour cent (5 %) de son capital ;
- Le nombre d'actions que la Société détiendra à quelque moment que ce soit ne dépasse pas dix pour cent (10 %) des actions composant le capital social de la Société à la date considérée.

L'acquisition, la cession ou le transfert des actions pourront être réalisés à tout moment (y compris en période d'offre publique dans les limites permises par la réglementation applicable) et par tous moyens, sur le marché de gré à gré, y compris par acquisition ou cession de blocs (sans limiter la part du programme de rachat pouvant être réalisée par ce moyen), par offre publique ou par utilisation d'options ou autres instruments financiers à terme négociés sur un marché organisé ou de gré à gré ou par remise d'actions par suite de l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital de la Société par conversion, échange, remboursement, exercice d'un bon ou de toute autre manière, soit directement, soit indirectement par l'intermédiaire d'un prestataire de services d'investissement.

Le prix maximum d'achat des actions dans le cadre de la présente résolution sera de cinquante euros (50,00 €) par action (ou la contre-valeur de ce montant à la même date dans toute autre monnaie), ce prix maximum étant applicable tant aux acquisitions décidées à compter de la date de la présente Assemblée qu'aux opérations à terme conclues en vertu d'une autorisation donnée par une précédente Assemblée Générale et prévoyant des acquisitions d'actions postérieures à la date de la présente Assemblée.

Cette autorisation est donnée pour une durée maximum de dix-huit (18) mois. Elle annule et remplace la précédente autorisation donnée lors de l'Assemblée Générale Mixte du 2 juin 2017 dans sa neuvième résolution.

Conformément aux dispositions de l'article L.225-209 alinéa 1 du Code de commerce, le Comité d'entreprise sera informé de la présente résolution.

L'Assemblée Générale confère tous pouvoirs au Conseil d'administration, avec faculté de subdélégation dans les conditions légales, pour décider et effectuer la mise en œuvre de la présente autorisation, pour en préciser, si nécessaire, les termes et en arrêter les modalités, effectuer toute publication requise par la loi ou les règlements, réaliser le programme d'achat et notamment pour passer tout ordre de bourse, conclure tout accord, en vue de la tenue des registres d'achats et de ventes d'actions, effectuer toute déclaration auprès de l'Autorité des Marchés Financiers et de toute autre autorité qui s'y substituerait, remplir toutes formalités et, d'une manière générale, faire le nécessaire.

### **Neuvième résolution (Pouvoirs pour l'accomplissement des formalités légales)**

L'Assemblée Générale, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les Assemblées Générales Ordinaires, confère tous pouvoirs au Président du Conseil d'administration et au Directeur Général ou toute autre personne qu'ils auront entendu se substituer, et porteur d'un original ou d'une copie des présentes, à l'effet de procéder à toutes formalités légales nécessaires.

## DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | **Contrats** | Consultation des documents juridiques |

# CONTRATS

### **Pactes d'actionnaires conclus entre la société DELFINGEN Group et le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA), devenu le Fonds Avenir Automobile (FAA) :**

La société DELFINGEN Industry était intervenante dans un pacte d'actionnaires conclu le 23 novembre 2009 entre la société DELFINGEN Group, sa société mère et le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA) ; ce pacte instaure diverses obligations réciproques à la charge de la société DELFINGEN Group et du FMEA, lesquels ont déclaré agir de concert dans le cadre d'une déclaration en date du 25 novembre 2009.

Du fait de la sortie totale du capital du Fonds Avenir Automobiles (FAA anciennement FMEA), le pacte d'actionnaires ci-dessus n'est plus applicable.

### **Pactes d'actionnaires conclus en application des articles 787 B et 885 I-bis du code général des impôts :**

Ces pactes ont été conclus suite à l'entrée du FAA fin 2009 ayant entraîné la rupture des pactes d'actionnaires conclus en 2007 (cf le chapitre « Répartition du capital et des droits de vote en page 166 »).

### **Contrats de service liant directement les membres des organes d'administration à la société DELFINGEN Industry ou l'une quelconque de ses filiales et prévoyant des avantages au profit de ces membres**

Les membres du Conseil d'administration ne sont directement liés par aucun contrat de service tant avec la société DELFINGEN Industry qu'avec l'une quelconque de ses filiales.

**DOCUMENTS RELATIFS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE**

| Rapport du Conseil d'Administration sur le Gouvernement d'entreprise | Rapport des Commissaires aux Comptes | Rapport spécial sur le plan d'options d'achat d'actions | Projet de résolutions | Contrats | **Consultation des documents juridiques** |

## CONSULTATION DES DOCUMENTS JURIDIQUES

Monsieur Bernard STREIT, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration de la société DELFINGEN Industry, atteste que, pendant la durée de validité du présent document, les documents suivants ou leur copie peuvent être consultés :

- L'acte constitutif et les statuts de la société DELFINGEN Industry ;
- Tous rapports, courriers et autres documents et informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'émetteur, dont une partie est incluse ou visée dans le présent document ;
- Les informations financières historiques de l'émetteur et de ses filiales pour chacun des deux exercices précédant la publication du document d'enregistrement.

Ces consultations peuvent être réalisées sur support physique et/ou électronique au siège social de la société situé à ANTEUIL (25340), Rue Emile Streit.



# INFORMATIONS GÉNÉRALES

IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ	156
CAPITAL, DROITS DE VOTE ET OPTIONS D'ACHAT ET SOUSCRIPTION D' ACTIONS	157
POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES	165
CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES	165
CONTRATS IMPORTANTS	165
SITUATION DE DÉPENDANCE	166
IMMOBILISATIONS CORPORELLES SIGNIFICATIVES	166
GOVERNEMENT D'ENTREPRISE	166

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| **Identité de la société** | Capital, droits de vote et options d'achat d'actions | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

## IDENTITÉ DE LA SOCIÉTÉ

**Dénomination sociale** : DELFINGEN Industry

**Siège social** : Rue Emile Streit – 25340 Anteuil

**Coordonnées du siège :**

Tel : 03 81 90 73 00

Fax : 03 81 90 73 19

Email : delfingen@delfingen.com

**Forme juridique et législation applicable :**

DELFINGEN Industry est une société anonyme à Conseil d'administration de droit français, régie par le Code du commerce et par ses statuts.

**Registre du commerce et des sociétés**

La société est immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BESANÇON sous le numéro : B 354 013 575.

Son code d'activité principale, selon la nomenclature d'activité française, est : 6420Z – Activités des sociétés holding.

**Date de constitution** : 28 mars 1990

**Durée de vie** : 99 ans

**Objet social :**

L'article 2 des statuts à jour au 22 mai 2015 stipule que la société a pour objet, directement ou indirectement en tous pays :

- La souscription et l'acquisition de titres de participation et de filiales en vue de leur gestion ;
- Tous travaux d'études, de conseils de formation et d'assistance de nature pluridisciplinaire au profit des entreprises avec lesquelles elle est en relation d'affaire ou dans lesquelles elle détient une participation en capital ;
- Toutes opérations de location ou sous-location d'immeubles destinées à faciliter le fonctionnement de la société ou de toutes filiales ou sociétés apparentées ;
- L'assistance en matière de gestion, technique, financière, informatique, documentaire et administrative et, plus généralement, toutes actions financières, de direction, de gestion, d'études et de recherches, d'accords commerciaux en vue de favoriser et d'accroître le rendement du capital, la politique d'investissements et les opérations du Groupe ;
- Et plus généralement, toutes opérations financières, immobilières ou mobilières, civiles, commerciales, industrielles pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe, qui seraient de nature à favoriser ou développer l'activité sociale.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | **Capital, droits de vote et options d'achat d'actions** | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

# CAPITAL, DROITS DE VOTE, OPTIONS D'ACHAT ET SOUSCRIPTION D' ACTIONS

## Capital

Le capital social s'élève à 3 763 673,76 € (trois millions sept cent soixante-trois mille six cent soixante-treize euros, soixante-seize cents). Il est divisé en 2 443 944 actions d'un euro cinquante-quatre (1,54 €) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Le titre a été introduit le 8 février 1996 à la cote du Second Marché de la Bourse de Paris (désormais Euronext). Il a été transféré en date du 19 septembre 2013 sur Euronext Growth (anciennement Alternext). Il se négocie en cotation continue sous le code ISIN : FR 0000054132, mnémonique ALDEL.

Le titre est répertorié dans la classification ICB : Industrie 3000, Consumer Goods  
SupSecteur 3300, Automobiles & Parts Sector 3350, Automobiles & Parts SousSecteur 3355, Auto Parts

## Répartition du capital et des droits de vote

### Situation au 31 décembre 2015

Actionnaires	Nbre d'actions	% de capital	Droits de vote doubles	Nombre réel des droits de vote	% des droits de vote
DELFINGEN Group <sup>(2) (3)</sup>	1 476 502	60,41	830 000	2 306 502	71,30
FAA Représenté par Bpifrance Investissement <sup>(4)</sup>	93 810	3,84	Néant	93 810	2,90
Gérald STREIT <sup>(1) (2) (3)</sup>	61	NS	11	72	NS
Bernard STREIT <sup>(1) (2)</sup>	81 458	3,33	81 434	162 892	5,04
Bernard et Françoise STREIT <sup>(1) (2)</sup>	9 222	0,38	-	9 222	0,28
Divers – Famille STREIT	2 754	0,11	213	2 967	0,09
Sous Total Concert	1 663 807	68,08	911 658	2 575 465	79,62
- Famille STREIT	1 569 997	64,24	911 658	2 481 655	76,72
- FAA	93 810	3,84	Néant	93 810	2,90
FCP STOCK PICKING France <sup>(5)</sup>	0	0	Néant	0	0
Auto détention	121 722	4,98	Néant	Néant	Néant
Autres Public	658 415	26,94	710	659 125	20,37
<b>Total</b>	<b>2 443 944</b>	<b>100,00</b>	<b>912 368</b>	<b>3 234 590</b>	<b>100,00</b>

(1) Deux engagements de conservation de titres de la société DELFINGEN Group ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par les ECHOS-COMFI le 27 juillet 2007. Ces engagements sont arrivés à échéance le 26 juillet 2015.

(2) Deux engagements de conservation de titres de la société DELFINGEN Industry ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ainsi que la société DELFINGEN Group en date du 6 janvier 2010 ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé le 24 février 2010 via le diffuseur professionnel Hugin.

(3) Société intégralement détenue par les membres de la famille STREIT, principalement Monsieur Gérald STREIT détenant 12 317 029 actions en pleine propriété et par Monsieur et Madame Bernard STREIT, détenant l'usufruit attaché à 12 037 942 actions détenues en nue-propiété par Monsieur Gérald STREIT.

(4) Détenue à hauteur d'un tiers chacun par Bpifrance Investissement, PSA Peugeot Citroën et Renault.

(5) La position a été soldée par FCP STOCK PICKING France au cours de l'exercice 2015.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | **Capital, droits de vote et options d'achat d'actions** | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

### Situation au 31 décembre 2016

Actionnaires	Nbre d'actions	% de capital	Droits de vote doubles	Nombre réel des droits de vote	% des droits de vote
DELFINGEN Group <sup>(2) (3)</sup>	1 474 603	60,34	830 000	2 304 603	71,25
FAA Représenté par Bpifrance Investissement <sup>(4)</sup>	93 810	3,84	Néant	93 810	2,90
Gérald STREIT <sup>(1) (2) (3)</sup>	61	NS	11	72	NS
Bernard STREIT <sup>(1) (2)</sup>	81 458	3,33	81 434	162 892	5,04
Bernard et Françoise STREIT <sup>(1) (2)</sup>	9 222	0,38	-	9 222	0,28
Divers – Famille STREIT	2 754	0,11	213	2 967	0,09
Sous Total Concert	1 661 908	68,00	911 658	2 573 566	79,56
- Famille STREIT	1 568 098	64,16	911 658	2 479 756	76,67
- FAA	93 810	3,84	Néant	93 810	2,90
Auto détention	121 722	4,98	Néant	Néant	Néant
Autres Public	660 314	27,02	710	661 024	20,44
<b>Total</b>	<b>2 443 944</b>	<b>100,00</b>	<b>912 368</b>	<b>3 234 590</b>	<b>100,00</b>

- (1) Deux engagements de conservation de titres de la société DELFINGEN Group ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par les ECHOS-COMFI le 27 juillet 2007. Ces engagements sont arrivés à échéance le 26 juillet 2015.
- (2) Deux engagements de conservation de titres de la société DELFINGEN Industry ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ainsi que la société DELFINGEN Group en date du 6 janvier 2010 ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé le 24 février 2010 via le diffuseur professionnel Hugin.
- (3) Société intégralement détenue par les membres de la famille STREIT, principalement Monsieur Gérald STREIT détenant 12 317 029 actions en pleine propriété et par Monsieur et Madame Bernard STREIT, détenant l'usufruit attaché à 12 037 942 actions détenues en nue-propiété par Monsieur Gérald STREIT.
- (4) Détenu à hauteur d'un tiers chacun par Bpifrance Investissement, PSA Peugeot Citroën et Renault.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | **Capital, droits de vote et options d'achat d'actions** | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

### Situation au 31 décembre 2017

Actionnaires	Nbre d'actions	% de capital	Droits de vote doubles	Nombre réel des droits de vote	% des droits de vote
DELFINGEN Group <sup>(2) (3)</sup>	1 473 717	60,30	1 473 182	2 946 899	74,58
dont contrat de liquidité <sup>(4)</sup>	535				
Gérald STREIT <sup>(1) (2) (3)</sup>	61	NS	61	122	NS
Bernard STREIT <sup>(1) (2)</sup>	31 458	1,29	31 458	62 916	1,59
Bernard et Françoise STREIT <sup>(1) (2)</sup>	2 222	0,09	2 222	4 444	0,11
Divers (nominatifs et Famille STREIT)	166 501	6,81	622	167 123	4,23
Sous Total Concert	1 673 959	68,49	1 507 545	3 181 504	80,51
Auto détention	37 430	1,53	Néant	37 430	0,95
Autres Public	732 555	29,97	Néant	732 555	18,54
<b>Total</b>	<b>2 443 944</b>	<b>100,00</b>	<b>1 507 545</b>	<b>3 951 489</b>	<b>100,00</b>

(1) Deux engagements de conservation de titres de la société DELFINGEN Group ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé par les ECHOS-COMFI le 27 juillet 2007. Ces engagements sont arrivés à échéance le 26 juillet 2015.

(2) Deux engagements de conservation de titres de la société DELFINGEN Industry ont été signés par Monsieur Bernard STREIT, son épouse et leurs deux enfants ainsi que la société DELFINGEN Group en date du 6 janvier 2010 ; ces engagements ont fait l'objet d'un communiqué de presse diffusé le 24 février 2010 via le diffuseur professionnel Hugin.

(3) Société intégralement détenue par les membres de la famille STREIT, principalement Monsieur Gérald STREIT détenant 12 317 029 actions en pleine propriété et par Monsieur et Madame Bernard STREIT, détenant l'usufruit attaché à 12 037 942 actions détenues en nue-propiété par Monsieur Gérald STREIT.

(4) Contrat d'animation du cours de bourse, porté par DELFINGEN Group.

\* Pour plus de clarté, ont été réunis ici l'ensemble des actionnaires au nominatif

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | **Capital, droits de vote et options d'achat d'actions** | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

### Déclarations de franchissements de seuils reçus par la société

SYCOMORE Asset Management, pour le compte des OPCVM :

Par courrier en date du 5 décembre 2017, SYCOMORE ASSET MANAGEMENT a déclaré à la Société avoir franchi à la baisse :

- Le seuil statutaire de 2% du capital de la Société le 4 décembre 2017, et détenait à cette date 42 038 actions, soit 1,72% du capital et 1,11% des droits de vote.

SYCOMORE Asset Management, pour le compte des OPCVM :

Par courrier en date du 8 décembre 2017, SYCOMORE ASSET MANAGEMENT a déclaré à la Société avoir franchi à la baisse :

- Le seuil statutaire de 1% des droits de vote de la Société le 7 décembre 2017, et détenait à cette date 28 038 actions, soit 1,15% du capital et 0,74% des droits de vote.

- Le FAA a déclaré avoir franchi tous les seuils (capital et droit de vote) à la baisse, suite à sa sortie du capital.

### Actionnariat salarié

En application des dispositions de l'article L 225-102 du Code de Commerce, nous vous informons que les salariés ne détiennent pas, collectivement, de participation au capital social, à la date du 31 décembre 2017.

### Pacte d'actionnaires

Se reporter à la mention des Pactes d'actionnaires conclus entre la société DELFINGEN Group et le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA) devenu Fonds d'Avenir Automobile (FAA) et du Pacte d'actionnaires conclu en application des articles 787 B et 885 I-bis du code général des impôts dans le paragraphe « Contrats conférant à un membre quelconque du groupe, un engagement important vis-à-vis du groupe », ci-avant pages 159 et 160.

### Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent. A égalité de valeur nominale, chaque action de capital ou de jouissance donne droit à une voix.

L'article 15 des Statuts, en vertu d'une résolution de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 décembre 1995, prévoit que les actions inscrites sous la forme nominative depuis au moins deux ans bénéficient d'un droit de vote double, dans la mesure où l'actionnaire en fait la demande à la société par lettre recommandée.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | **Capital, droits de vote et options d'achat d'actions** | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

### Existence de seuils statutaires devant être déclarés à la société (Article 8 des statuts)

En application de l'article 8 des statuts, toute personne physique ou morale agissant seule ou de concert, qui vient à posséder un nombre d'actions de la société ou de droits de vote égal ou supérieur à 1 % du nombre total des actions ou des droits de vote doit, dans un délai de quinze jours à compter de ce franchissement de seuil de participation, informer la société du nombre total des actions ou des droits de vote qu'elle possède par lettre recommandée avec accusé de réception. Cette déclaration est renouvelée dans les mêmes conditions chaque fois qu'un seuil de 1 % est franchi à la hausse ou à la baisse.

Pour la détermination des seuils, il sera tenu compte également des actions et droits de vote détenus indirectement et des actions et droits de vote assimilés aux actions et droits de vote possédés tels que définis par les dispositions des articles L.233-7 et suivants du Code de commerce.

Dans chaque déclaration visée ci-dessus, le déclarant devra certifier que la déclaration faite comprend bien tous les titres et droits de vote détenus ou possédés au sens de l'alinéa qui précède. Il devra indiquer également la ou les dates d'acquisition.

En cas d'inobservation des dispositions ci-dessus, l'actionnaire sera privé du droit de vote à hauteur des actions ou droits de vote dépassant les seuils soumis à déclaration, à la demande, conformément aux dispositions de l'alinéa 6 de l'article L. 233-7 du Code de commerce, consignée dans le procès-verbal de l'Assemblée Générale d'un ou plusieurs actionnaires détenant une fraction du capital au moins égale à 1 %.

### Capital autorisé non émis

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 22 mai 2015 :

- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 €, et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 22 mai 2015. En conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, a pris fin en date du 22 juillet 2017 ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 22 mai 2015. En conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, a pris fin en date du 22 juillet 2017 ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre par offre au public, des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant de la précédente délégation ci-dessus mentionnée), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 22 mai 2015 ; en conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, a pris fin en date du 22 juillet 2017 ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre par placement privé, des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 22 mai 2015 ; en conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, a pris fin en date du 22 juillet 2017 ;

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | **Capital, droits de vote et options d'achat d'actions** | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit de catégories de bénéficiaires avec détermination de la catégorie des bénéficiaires et des modalités de fixation du prix d'émission, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 22 mai 2015 ; en conséquence, cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, a pris fin en date du 22 juillet 2017 ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'ajuster le nombre de titres à émettre en fonction des souscriptions reçues, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, le nombre de titres pouvant être augmenté dans la limite de quinze (15%) de l'émission initiale, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 27 mai 2016 :

- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, de fixer le prix d'émission selon les modalités fixées par l'assemblée générale qui ne pourra être inférieur à la moyenne pondérée des cours des vingt (20) dernières séances de bourse précédant le jour de la fixation du prix d'émission dans la limite de dix pour cent (10%) du capital social par période de douze (12) mois, le tout dans la limite d'un plafond global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), cette délégation, se substituant purement et simplement à toute délégation antérieure ayant le même objet, est en cours de validité au 31 décembre 2016 dans la limite du plafond nominal global non utilisé.

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 2 juin 2017 :

- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 €, et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 2 juin 2017 ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'augmenter le capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 2 juin 2017 ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre par offre au public, des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant de la précédente délégation ci-dessus mentionnée), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 2 juin 2017 ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre par placement privé, des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 2 juin 2017 ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'émettre des actions ordinaires ou toutes valeurs mobilières donnant accès au capital avec suppression du droit préférentiel de souscription des actionnaires, au profit de catégories de bénéficiaires avec détermination de la catégorie des bénéficiaires et des modalités de fixation du prix d'émission, le tout dans la limite d'un plafond nominal global de 5 000 000 € (y compris le montant des précédentes délégations ci-dessus mentionnées), et ce, sur une durée de 26 mois à compter du 2 juin 2017 ;
- Le Conseil d'administration s'est vu déléguer la faculté d'ajuster le nombre de titres à émettre en fonction des souscriptions reçues, en cas d'augmentation de capital avec ou sans droit préférentiel de souscription, le nombre de titres pouvant être augmenté dans la limite de quinze (15%) de l'émission initiale, au même prix que celui retenu pour l'émission initiale.

Les délégations ci-dessus n'ont donné lieu à aucune utilisation au cours de l'exercice.

Le tableau ci-après retrace les utilisations partielles des autorisations données par le passé.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | **Capital, droits de vote et options d'achat d'actions** | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

### Evolution du capital

Date	Nature de l'opération du capital Augmentation	Augmentation	Prime d'émission du rapport	Montant du capital	Nombre d'actions	Nominal
08/03/90	Création, par apport des actions de la société Sofanou (devenue Flexitec)	-	-	12 039 000 F	120 390	100 F
25/07/90	Augmentation de capital en numéraire	1 461 000 F	-	13 500 000 F	135 000	100 F
02/12/91	Augmentation de capital en numéraire	1 335 000 F	664 830 F	14 835 000 F	148 350	100 F
02/12/91	Incorporation au capital de la prime d'émission	664 608 F	-	15 499 608 F	148 350	104,48 F
16/09/93	Réduction du capital, par suite du rachat des actions privilégiées détenues par Centrest	(1 447 048) F	-	14 052 560 F	134 500	104,48 F
19/12/95	Augmentation de capital par incorporation de réserves	742 440 F	-	14 795 000 F	134 500	110 F
19/12/95	Réduction à 10 F de la valeur nominale des actions	-	-	14 795 000 F	1 479 500	10 F
du 16/06/97 au 27/06/97	Augmentation du capital par apport en numéraire	1 479 500 F	33 140 800 F	16 274 500 F	1 627 450	10 F
31/05/99	Augmentation du capital par apport en numéraire suite à l'exercice de 870 BSA	1 740 F	50 460 F	16 276 240 F	1 627 624	10 F
27/10/00	Augmentation du capital par incorporation de réserves	58 827,59 F	-	16 335 067,59 F	1 627 624	10 F
27/10/00	Conversion du capital en euros	-	-	2 490 265 €	1 627 624	1,53 €
25/06/10	Augmentation de capital par compensation avec des créances certaines, liquides et exigibles sur la société	539 937 €	2 459 713 €	3 030 202 €	1 980 524	1,53 €
10/01/2011	Augmentation de capital par exercice des Bons de Souscription d'Actions (BSA)	87 081,48 €	396 704,52 €	3 117 283,48 €	2 037 440	1,53 €
20/12/2013	Augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription des actionnaires	621 951,12 €	4 378 048,08 €	3 739 234,60 €	2 443 944	1,53 €

20/12/2013	Augmentation de capital par élévation du nominal de l'action, réalisée par prélèvement sur les réserves	24 439,16 €	-	3 763 673,76 €	2 443 944	1,54 €
------------	---	-------------	---	----------------	-----------	--------

---

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | **Capital, droits de vote et options d'achat d'actions** | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

### Disposition d'un contrat qui pourrait retarder, différer ou empêcher un changement de contrôle de l'émetteur

La société DELFINGEN Industry était intervenante dans un pacte d'actionnaires conclu le 23 novembre 2009 entre la société DELFINGEN Group, sa société mère et le Fonds de Modernisation des Equipementiers Automobiles (FMEA) ; ce pacte instaure diverses obligations réciproques à la charge de la société DELFINGEN Group et du FMEA, lesquels ont déclaré agir de concert dans le cadre d'une déclaration en date du 25 novembre 2009.

Du fait de la sortie totale du capital du Fonds Avenir Automobiles (FAA anciennement FMEA), le pacte d'actionnaires ci-dessus n'est plus applicable.

### Nombre, valeur comptable et valeur nominale des actions auto détenues par l'émetteur et par ses filiales

Au 31 décembre 2017, la société DELFINGEN Industry détient 37 430 de ses propres titres pour une valeur brute globale de 741 246,32 €.

La valeur nominale de ces titres est de 1,54 €.

### Plan d'options d'achat d'actions

Non applicable

### Annulation

Une autorisation d'annuler des titres de la société donnée par l'Assemblée Générale Mixte du 2 juin 2017 est en vigueur au 31 décembre 2017. Elle n'a fait l'objet d'aucune utilisation à ce jour.

### Programme de rachat d'actions

Conformément à l'article L.225-209 du code de commerce, l'Assemblée Générale Ordinaire et Extraordinaire en date du 22 mai 2015 a autorisé le Conseil d'administration à procéder au rachat de ses propres actions à hauteur de 10 % des actions composant le capital social à la date de réalisation de ces achats.

Au 31 décembre 2017, la société DELFINGEN Industry détient 37 430 de ses propres actions représentant 1,53 % du nombre total d'actions composant le capital social. Ces actions ont été notamment achetées dans le cadre du précédent contrat de liquidité et la mise en œuvre du programme de rachat d'actions en date du 13 novembre 2015.

Au titre de l'exercice 2017, DELFINGEN Industry a cédé 84 292 de ses actions.

### Contrat de liquidité

En vue d'assurer l'animation du marché de son titre, la société DELFINGEN Group a confié au 1<sup>er</sup> janvier 2013 à la société CM CIC-Securities, un contrat de liquidité conforme à la Charte de déontologie de l'AFEI (Association Française des Entreprises d'Investissement) du 14 mars 2005 référencée AFEI/05-20, acceptée par l'AMF (Décision du 22 mars 2005).

## Identification des titres au porteur

Les statuts de la société DELFINGEN Industry l'autorisent à rechercher les renseignements nécessaires à l'identification des actionnaires au porteur, dans les conditions prévues par la législation en vigueur.

164

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | Capital, droits de vote et options d'achat d'actions | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | Gouvernement d'entreprise |

### Actions nominatives

La tenue du registre ainsi que la gestion des comptes des actionnaires au nominatif sont assurées depuis le 1<sup>er</sup> juin 2004 par :

Société Générale Service Nominatif Division Émetteurs  
32 rue du Champ de Tir BP 81236  
44312 Nantes cedex 3

Les actionnaires au nominatif peuvent accéder à leur compte en contactant le Service Nominatif au Tel : 0825 820 000 ou encore sur le site Internet: <https://nominet.socgen.com>

## POLITIQUE DE DISTRIBUTION DES DIVIDENDES

L'Assemblée Générale peut offrir à chaque actionnaire, pour le dividende qui lui revient, un paiement en espèces ou un paiement en actions.

La société ne procède généralement pas à la distribution d'acomptes sur dividendes ; les dividendes sont versés annuellement après la tenue de l'Assemblée Générale Ordinaire annuelle.

Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits et reversés à l'Etat.

### Montant des trois derniers dividendes

Au titre de l'exercice 2014, il a été versé un dividende global de 918 K€. Au titre de l'exercice 2015, il a été versé un dividende global de 1 230 K€. Au titre de l'exercice 2016, il a été versé un dividende global de 1 370 K€.

## CONTRÔLEURS LÉGAUX DES COMPTES

Les Commissaires aux comptes titulaires et suppléants sont actuellement les suivants :

### Co-Commissaires aux comptes titulaires :

- La société EXCO P2B AUDIT venant aux droits de EXPO CAP AUDIT, représentée par Monsieur Pierre BURNEL, domiciliée à MONTBÉLIARD (25), 16 rue Frédéric Japy.
- La société AUDITIS, représentée par Monsieur Philippe DANDON, domiciliée à DIJON (21), 5 rue René Char.

### Co-Commissaires aux comptes suppléants :

- PRETRE Bernard, domicilié à MORTEAU (25), Rue Neuve
- DUMAS Thierry, domicilié à MACON (71), 113 rue des Grands Crus

Il est précisé que :

- La société EXCO P2B AUDIT venant aux droits de EXPO CAP AUDIT, ainsi que Monsieur Bernard PRETRE, respectivement Commissaire aux comptes titulaire et Commissaire aux comptes suppléant, sont en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos au 31 décembre 2018 ;
- La société AUDITIS ainsi que Monsieur Thierry DUMAS, respectivement Commissaire aux comptes titulaire et Commissaire aux comptes suppléant, sont en fonction jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2020.

# CONTRATS IMPORTANTS

Il n'existe pas de contrats significatifs autres que ceux conclus dans la marche normale des affaires.

165

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | Capital, droits de vote et options d'achat d'actions | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | **Situation de dépendance** | **Immobilisations corporelles significatives** | **Gouvernement d'entreprise** |

## SITUATION DE DÉPENDANCE

L'activité de DELFINGEN Industry ne dépend pas de brevets appartenant à des tiers ou de procédés de fabrication détenus par des tiers, pas plus qu'elle ne dépend de contrats particuliers d'approvisionnement.

## IMMOBILISATIONS CORPORELLES SIGNIFICATIVES

Le Groupe dispose de 39 sites dans le monde dédiés au développement des produits, à l'innovation, à la production, à la logistique et à la commercialisation répartis dans 21 pays sur 4 continents.

Aucune de ses installations industrielles prise isolément, ne représente de valeur significative au regard de la totalité des immobilisations corporelles consolidées du Groupe. Leur taux d'utilisation est largement dépendant du niveau d'activité de nos clients. Ce taux n'est pas suivi de façon globale et systématique.

L'ensemble des propriétés immobilières du Groupe est en location, à l'exclusion de celles de DELFINGEN Industry, DELFINGEN FR-Anteuil, DELFINGEN PH-Filipinas, DELFINGEN DE-Marktrodach (anciennement Langendorf), MBG, ainsi que les bâtiments des usines du groupe DROSSBACH, dont le Groupe est propriétaire ou qui sont en location financement.

Tous les sites de production sont tournés vers le marché automobile, à l'exception de celui de DELFINGEN US-New York, d'une partie du site de DELFINGEN DE-Marktrodach, MBG, et les sites du groupe DROSSBACH qui sont dédiés aux marchés de spécialités.

Les équipements de production sont standardisés, identiques dans tous les sites de production concernant le marché automobile. Ceci permet :

- D'optimiser les coûts d'acquisition et de maintenance ;
- D'adapter l'affectation des machines aux différents sites en fonction de l'évolution de la localisation de nos clients.

Pour plus d'information, se reporter à la chapitre F de l'annexe aux états financiers consolidés.

## GOVERNEMENT D'ENTREPRISE

### Régime de gouvernement d'entreprise

Suite à la parution du code de gouvernance MIDDLENEXT pour les valeurs moyennes et petites en décembre 2009, applicable à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2010, le Conseil d'administration de la société DELFINGEN Industry a décidé de l'appliquer dans le cadre d'une résolution adoptée le 5 mars 2010 (aucune de ses dispositions n'a été écartée) et a analysé les points de vigilance mentionnés lors d'un Conseil en date du 23 juin 2011.

Suite à la parution, en septembre 2016, du nouveau Code de gouvernement d'entreprise MIDDLENEXT, le Conseil d'administration du 25 novembre 2016 a mandaté le service juridique afin d'effectuer une analyse comparée avec le précédent code.

Après en avoir pris connaissance, le Conseil d'administration du 10 février 2017 a décidé d'adopter le Code de gouvernement d'entreprise MIDDLENEXT, et de l'appliquer dans son ensemble.

### Stipulations statutaires relatives aux membres des organes de Direction

Les administrateurs peuvent être des personnes physiques ou morales. Le nombre d'administrateurs ayant dépassé l'âge de 70 ans ne peut excéder le tiers des membres du Conseil d'administration.

En cas de vacance par décès ou démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateurs, le Conseil d'administration peut, entre deux Assemblées, procéder à des nominations à titre provisoire.

Les administrateurs peuvent être ou non actionnaires de la société.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | Capital, droits de vote et options d'achat d'actions | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | **Gouvernement d'entreprise** |

### Stipulations du règlement intérieur du Conseil d'administration relatives aux membres des organes de Direction

Les articles 9 et 10 du règlement intérieur prévoient une obligation de confidentialité et de discrétion des administrateurs ainsi qu'un devoir d'indépendance de ces derniers.

### Composition du Conseil d'administration et durée des mandats

En vertu des dispositions statutaires, la société est administrée par un Conseil d'administration de trois membres au moins et de dix-huit membres au plus.

Les administrateurs appartenant à la famille STREIT sont Monsieur Bernard STREIT, Madame Françoise STREIT et Monsieur Gérald STREIT (représentant permanent de DELFINGEN Group SA).

Le Conseil d'administration se compose actuellement de 8 membres :  
Bernard Streit, né le 12 octobre 1952, détenant 31 458 actions en nom propre et 2 222 actions en commun avec son épouse ;  
S.A. DELFINGEN Group, représentée par M. Gérald Streit, né le 3 octobre 1976, détenant 1 473 182 actions (dont 535 au titre du contrat de liquidité, 31 décembre 2017) ;  
M. Juan Manuel Diaz Huder, né le 25 juillet 1942, détenant 1 action ;  
M. Georges François, né le 29 janvier 1941, détenant 50 actions ;  
Mme Annie Kahn, née le 4 mai 1950, détenant 10 actions ;  
M. Cataldo Mangione, né le 19 avril 1953, détenant 10 actions ;  
M. Michel de Massougnès des Fontaines, né le 13 Juillet 1946, détenant 60 actions ;  
M. Stefaan Vandeveld, né le 13 avril 1958, détenant 1 action.

Monsieur **Bernard STREIT**, de nationalité française, domicilié à ANTEUIL (25), 2 rue du Stade, Président du Conseil d'administration, nommé en qualité d'administrateur jusqu'à l'Assemblée Générale statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2022.

#### Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe DELFINGEN Industry :

*(cf tableau récapitulatif des mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)*

**Déclaration complémentaire** : Monsieur Bernard STREIT n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

**Curriculum Vitae** : Dirigeant du Groupe depuis le début des années 1980.

Mme **Françoise Streit**, administrateur, nommée jusqu'à l'Assemblée Générale qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2017 ;

**S.A DELFINGEN Group**, représentée par Monsieur Gérald STREIT, administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2019. La société DELFINGEN Group est la maison mère de la société DELFINGEN Industry et est domiciliée à ANTEUIL (25340), Rue Emile Streit ;

Monsieur Gérald STREIT, de nationalité française, représentant permanent de la société DELFINGEN Group au sein du Conseil d'administration de la société DELFINGEN Industry, est le Directeur Général de la société depuis le 3 avril 2015, et est le fils de Monsieur et Madame Bernard STREIT.

#### Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe DELFINGEN Industry :

*(cf tableau récapitulatif des mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)*

**Déclaration complémentaire** : La société DELFINGEN Group ainsi que M. Gérald STREIT n'ont fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

**Curriculum Vitae (Gérald STREIT) :** Médecin Rhumatologue, Directeur général

Monsieur **Juan Manuel DIAZ**, de nationalité espagnole, domicilié à CALLE LASGASCA 79, 4º IZQDA ES - 28006 MADRID, (Espagne), administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2016

167

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | Capital, droits de vote et options d'achat d'actions | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | **Gouvernement d'entreprise** |

### **Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe DELFINGEN Industry :**

*(cf tableau récapitulatif des mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)*

**Déclaration complémentaire :** Monsieur Juan Manuel DIAZ n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

### **Curriculum Vitae :**

Entre 1986 et 2003, M. DIAZ prend la direction générale (en cumul avec une fonction d'administrateur) de la société Filtrauto Iberica, spécialisée dans la fabrication de filtres automobiles sous la marque PURFLUX. Entre 1988 et 1995, il assume la responsabilité de la société Cablinal Espagne (VIGO), fabricant de câblage pour Citroën et Peugeot et de Labauto Ibérica (Orense), un autre câbleur, en qualité d'administrateur et Directeur Général

En 1995, il assure la présidence de Cablauto Ibérica SA, filiale du Groupe Labinal (rachetée par Valéo) qui fabrique les câblages électriques pour SEAT (Groupe Volkswagen).

Monsieur **Georges FRANCOIS**, de nationalité française, domicilié à LE VESINET (78), 17 Rue des Charmes, administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2019, Président du Comité d'audit.

### **Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe DELFINGEN Industry :**

*(cf tableau récapitulatif des mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)*

**Déclaration complémentaire :** Monsieur Georges FRANCOIS n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

**Curriculum Vitae :** De 1965 à 1983, Cadre Dirigeant puis Directeur Industriel de WABCO. M. François rejoint le Groupe LABINAL en 1983 où il exerce la Direction Industrielle de la division FILTRAUTO avant d'en prendre la Direction Générale. En 1990, il devient Président de SYLEA. En 2000, SYLEA est racheté par VALEO où il prend la Direction de la Branche Connective Systems

De 2002 à 2006, Conseiller Banque ARGIL pour les équipementiers automobiles.

Madame **Annie KAHN**, de nationalité française, domiciliée à PARIS (75), 2 rue de Mirbel, administrateur coopté nommée jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2019, membre du Comité d'audit.

### **Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe DELFINGEN Industry :**

*(cf tableau récapitulatif des mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)*

**Déclaration complémentaire :** Madame Annie KAHN n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

### **Curriculum Vitae :**

Madame Annie KAHN est journaliste au journal « Le Monde » depuis 1987, actuellement en charge du développement et de la diversification du Monde. Elle tient également une chronique sur le management et les relations humaines en entreprise.

Elle fut précédemment responsable des pages sur le Multimedia, chef adjoint du service Sciences, et co-responsable du Monde Affaires.

Avant d'entrer au journal « Le Monde », Annie KAHN dirigeait la société d'ingénierie médiatique, Annie Kahn Communication, après avoir été rédactrice en chef d'un magazine spécialisé en Informatique.

Monsieur **Cataldo MANGIONE**, de nationalité française, domicilié à COUBLEVIE (38500), 155 Chemin de l'Echaillon, administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2019,

membre du Comité d'audit.

**Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe DELFINGEN Industry :**

*(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)*

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | Capital, droits de vote et options d'achat d'actions | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | **Gouvernement d'entreprise** |

**Déclaration complémentaire :** Monsieur Cataldo MANGIONE n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

**Curriculum Vitae :**

Ancien cadre dirigeant du Groupe SCHNEIDER ELECTRIC, Cataldo MANGIONE a évolué dans des fonctions de développement de nouvelles activités.

Monsieur **Michel de MASSOUGNES des FONTAINES**, de nationalité française, domicilié à BESANCON (25), 13 Avenue Fontaine Argent, administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2019.

**Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe DELFINGEN Industry :**

*(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)*

**Déclaration complémentaire :** Monsieur Michel DE MASSOUGNES DES FONTAINES n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

**Curriculum Vitae**

Monsieur DE MASSOUGNES DES FONTAINES est un médecin psychiatre qui a accompagné de nombreux sportifs de haut niveau dans leurs challenges.

Monsieur **Stefaan VANDEVELDE**, de nationalité belge, domicilié à Am Leimenberg 31, 64625 BENSHEIM (Allemagne), administrateur nommé jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes clos au 31 décembre 2022.

**Mandats et autres fonctions exercées en dehors du Groupe DELFINGEN Industry :**

*(cf tableau récapitulant les mandats et fonctions exercés dans toute société française et étrangère)*

**Déclaration complémentaire :** Monsieur Stefaan Vandevelde n'a fait l'objet, au cours des 5 dernières années, d'aucune condamnation pour fraude, d'aucune procédure collective ou de séquestre, d'aucune incrimination ou sanction publique officielle, ou d'interdiction de gérer toute personne morale.

**Curriculum Vitae**

Monsieur Stefaan VANDEVELDE a été Directeur commercial, service achats de Siemens, puis Directeur Général de l'une de ses filiales allemandes, puis Vice-Président Europe/Afrique/Inde chez Tyco, avant de terminer sa carrière en tant que Vice-Président de Delphi et Président mondial de la division E/EA DEEDS. Monsieur Stefaan VANDEVELDE était membre du Comité exécutif de E/EA, Président de Delphi Russie et membre de différents Conseils d'administration dans diverses entités internationales de Delphi.

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

| Identité de la société | Capital, droits de vote et options d'achat d'actions | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | **Gouvernement d'entreprise** |

En application de l'article L 225-102-1 alinéa 4 du Code de commerce, la liste des mandats et fonctions exercés dans toutes sociétés par chacun des mandataires sociaux est la suivante :

NOM	MANDATS ET FONCTIONS EXERCÉS
<p><b>Bernard STREIT</b> Président du Conseil d'administration Président du Conseil d'administration Président du Conseil d'administration Président</p>	<p><b>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</b> DELFINGEN INDUSTRY DELFINGEN GROUP DELFINGEN FR-ANTEUIL DELFINGEN FR-ANTEUIL SAS</p> <p><b>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</b>  DELFINGEN PT-PORTO SA DELFINGEN PH-FILIPINAS Inc DELFINGEN US-HOLDING Inc DELFINGEN US TEXAS Inc DELFINGEN US-NEW YORK Inc DELFINGEN US Inc DELFINGEN US-CENTRAL AMERICA Inc DELFINGEN US-MEXICO Inc SOFANOU OF MEXICO Llc DELFINGEN MX - COAHUILA Srl COMPAÑEROS en EXCELENCIA en EXTRUSION S de RL de CV DELFINGEN HN - CORTES DELFINGEN Automobile Parts (Wuhan) Co., Ltd DELFINGEN INDIA Pvt Ltd DELFINGEN (Hebi) Automotive Parts Co., Ltd DELFINGEN SIAM Co. DELFINGEN ROH Co., Ltd</p>
<p><b>Françoise STREIT</b> Administrateur Administrateur Secrétaire de direction</p>	<p><b>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</b> DELFINGEN INDUSTRY DELFINGEN GROUP DELFINGEN GROUP</p>
<p><b>Georges FRANCOIS</b> Administrateur</p> <p>Néant</p>	<p><b>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</b> DELFINGEN INDUSTRY</p> <p><b>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</b></p>
<p><b>Michel de MASSOUGNES DES FONTAINES</b> Administrateur</p> <p>Néant</p>	<p><b>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</b> DELFINGEN INDUSTRY</p> <p><b>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères</b></p>
<p><b>Juan Manuel DIAZ HUDER</b></p>	<p><b>Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises</b></p>

Administrateur

DELFINGEN INDUSTRY

Néant

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères**

170

**INFORMATIONS GÉNÉRALES**

| Identité de la société | Capital, droits de vote et options d'achat d'actions | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | **Gouvernement d'entreprise** |

---

**S.A DELFINGEN Group**

(Représentée par M. Gérald STREIT)

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises**

Administrateur

DELFINGEN INDUSTRY

Néant

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères**

---

**Gérald STREIT**

Administrateur

Directeur Général

Représentant permanent

Directeur Général

Administrateur

Directeur Général

Administrateur

Directeur Général

Représentant permanent

Directeur Général

Administrateur

Directeur Général

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises**

DELFINGEN GROUP

DELFINGEN GROUP

DELFINGEN INDUSTRY

DELFINGEN INDUSTRY

DELFINGEN FR-ANTEUIL S.A

DELFINGEN FR-ANTEUIL S.A

DELFINGEN GROUP

DELFINGEN GROUP

DELFINGEN INDUSTRY

DELFINGEN INDUSTRY

DELFINGEN FR-ANTEUIL S.A

DELFINGEN FR-ANTEUIL S.A

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères**

DELFINGEN INDIA Pvt Ltd

DELFINGEN PT-PORTO SA

DELFINGEN Automotive Parts (Wuhan) Co., Ltd

DELFINGEN (Hebi) Automotive Parts Co., Ltd

DELFINGEN SIAM Co.

DELFINGEN ROH Co.

DELFINGEN DE MARKTODACH Verwaltungs

DELFINGEN DEUTSCHLAND HOLDING

DELFINGEN ASIA PACIFIC HOLDING Pte. Ltd.

DELFINGEN SG-FILIPINAS Pte. Ltd.

DELFINGEN JP-TOKYO KK

DELFINGEN MA-CASABLANCA Sarl

DELFINGEN MA-TANGER Sarl

Delfingen TN-Tunis Sarl

Delfingen SK-Nitra Sro

DELFINGEN RO-TRANSILVANIA Srl

DELFINGEN RO-VALAHIA Srl

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Administrateur

Gérant

Gérant

Administrateur

Administrateur

Gérant

Gérant

Gérant

Gérant

Gérant

Administrateur unique

Administrateur unique

---

**Cataldo MANGIONE**

Administrateur

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises**

DELFINGEN INDUSTRY

Néant

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères**

---

**Annie KAHN**

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises**

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères**

Néant

171

**INFORMATIONS GÉNÉRALES**

| Identité de la société | Capital, droits de vote et options d'achat d'actions | Politique de distribution des dividendes | Contrôleurs légaux des comptes | Contrats importants | Situation de dépendance | Immobilisations corporelles significatives | **Gouvernement d'entreprise** |

**Stefaan VANDELDE**

Administrateur

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés françaises**

DELFINGEN INDUSTRY

**Mandats et fonctions exercés dans les sociétés étrangères**

Néant

Dans le souci de bénéficier d'une vision extérieure et d'avis indépendants, le Conseil d'administration a souhaité s'ouvrir à des personnes extérieures au Groupe. Depuis 2001, il compte parmi ses membres des personnes d'horizons et d'expériences différents, apportant leurs savoir-faire, compétences, et expertises des pratiques managériales, issues des affaires internationales dans le domaine de l'automobile.

Il s'agit ici du critère d'indépendance retenu au sein de la société, conformément au Code de gouvernement d'entreprise MIDDLENEXT ; les administrateurs présumés indépendants sur la base de ce critère sont :

- Monsieur Juan Manuel DIAZ HUDER ;
- Monsieur Georges FRANCOIS ;
- Madame Annie KAHN ;
- Monsieur Cataldo MANGIONE ;
- Monsieur Michel de MASSOUGNES des FONTAINES ;
- Monsieur Stefaan VANDELDE.

En raison de la taille de la société, d'un organigramme juridique très simplifié et de la relation étroitement entretenue entre le Conseil d'administration, le Comité Exécutif et les différentes directions fonctionnelles, le Conseil d'administration ne compte qu'un comité spécialisé.

En effet, la société a décidé de constituer un Comité d'Audit lors du Conseil d'administration en date du 25 juin 2010 en vue de satisfaire aux obligations de l'ordonnance n° 2008-1278 du 8 décembre 2008 transposant la directive 2006/43/CE du 17 mai 2006 relative au contrôle légal des comptes imposant aux sociétés dont les titres sont admis aux négociations sur un marché réglementé d'établir un tel comité. Le Conseil d'administration a nommé en tant que membres du Comité d'Audit, Madame Annie KAHN, et Messieurs Steefan Vandevelde et Cataldo Mangione.

Madame Annie KAHN a été nommée membre du Comité d'audit lors du Conseil d'administration du 25 novembre 2016, en remplacement de Monsieur Gérald STREIT, démissionnaire, en raison de sa position de dirigeant. Cette situation se trouvait en effet en contradiction avec les recommandations du Code de gouvernement d'entreprise MIDDLENEXT.

Le Comité d'audit assiste le Conseil d'administration dans son rôle de surveillance afin que celui-ci puisse s'assurer de la qualité de contrôle interne et de la fiabilité des informations fournies aux actionnaires ainsi qu'aux Marchés Financiers. Le Comité d'Audit s'est réuni deux fois pendant l'exercice 2017.

Les réalisations du Comité d'audit de mars 2017 ont porté sur :

- Résultats audités 2016 ;
- Revue des risques ;
- Financements et covenants bancaires ;
- Compte rendu de missions des Commissaires aux comptes sur l'arrêté des comptes 2016 ;
- Rapports des auditeurs Exco Cap Audit et Audités sur les contrôles intérimaires sur les procédures et les dernières visites de sites ;
- Revue du Rapport Financier Annuel ;

Les réalisations du Comité d'audit de septembre 2017 ont porté sur :

- Présentation des résultats du premier semestre 2017 ;
- Compte-rendu des Commissaires aux comptes sur leurs visites du 1er semestre ;
- Compte rendu des Commissaires aux comptes sur leur examen limité au 30 juin ;
- Lecture du projet de communiqué de presse.

**DOCUMENTS ANNEXES**

| Personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel | Table de concordance |

# RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE CONTENANT LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL

M. Gérald Streit – Directeur Général

**ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE CONTENANT LE RAPPORT FINANCIER ANNUEL**

J'atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que les rapports de gestion figurant en pages 38 à 43 et 91 à 94 présentent un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation et qu'il décrit les principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

A Anteuil, le 26 avril 2018 Gérald Streit  
Directeur Général



**DOCUMENTS ANNEXES**

| Personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel | **Table de concordance** |

En application de l'article 28 du règlement européen 809/2004 les éléments suivants sont inclus par référence dans le présent document de référence :

- Les comptes consolidés établis en normes IFRS et les comptes annuels résumés établis en normes françaises au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2016 ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes y afférents sont contenus dans le Document de référence référence n° D.17-0438 déposés auprès de l'AMF le 27 avril 2017 ;
- Les comptes consolidés établis en normes IFRS et les comptes annuels résumés établis en normes françaises au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2015 ainsi que les rapports des Commissaires aux Comptes y afférents sont contenus dans le Document de référence référence n° D.16-0436 déposés auprès de l'AMF le 29 avril 2016.

**TABLE DE CONCORDANCE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE**

		<b>N° de pages</b>
<b>1.</b>	<b>Personnes responsables</b>	
1.1.	Nom et fonctions du responsable des informations	154 ; 173
1.2.	Attestation du responsable du document de référence	173
<b>2.</b>	<b>Contrôleurs légaux des comptes</b>	
2.1.	Coordonnées	165
2.2.	Changements	N/A
<b>3.</b>	<b>Informations financières sélectionnées</b>	
3.1	Informations financières historiques	20 ; 49 - 54
3.2	Informations financières	
3.2.1	Etat du résultat	51
3.2.2	Etat de situation financière	49 - 50
3.2.3	Etat des flux de trésorerie	53
<b>4.</b>	<b>Facteurs de risques</b>	
4.1.	Risques de marché	121
4.2.	Risques liés aux Marchés Financiers	123
4.3.	Risques industriels	122
4.4.	Risques juridiques	124
4.5.	Assurances	125
<b>5.</b>	<b>Informations concernant la société</b>	
5.1.	Histoire et évolution de la société	13
5.1.1.	Raison sociale	156
5.1.2.	Enregistrement	156
5.1.3.	Date de constitution et durée de vie	156
5.1.4	Siège social, forme juridique et législation applicable	156
5.1.5.	Evénements importants	13 - 15 ; 42 ; 47 ; 97 ; 106
5.2.	Investissements	
5.2.1.	Réalisés	46
5.2.2.	En cours	46
5.2.3.	Programmés	46
<b>6.</b>	<b>Aperçu des activités</b>	
6.1.	Principales activités	
6.1.1.	Opérations et principales activités	6 - 12
6.1.2.	Nouveaux produits	6 - 12

## DOCUMENTS ANNEXES

| Personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel | **Table de concordance** |

	<b>N° de pages</b>	
6.2.	Principaux marchés	6 - 12
6.3.	Événements exceptionnels	42
6.4.	Dépendance vis-à-vis des brevets, licences, contrats industriels	166
6.5.	Position concurrentielle	6 - 12 ; 11621
<b>7.</b>	<b>Organigrammes</b>	
7.1.	Description sommaire du Groupe	
7.1.1	Organigramme fonctionnel	17 - 19
7.1.2	Fonctionnement du Groupe	17 - 19
7.1.3	Relations société mère – filiales	27
7.2.	Liste des filiales importantes et participations	26 ; 60
<b>8.</b>	<b>Propriétés immobilières, usines et équipements</b>	
8.1.	Immobilisations corporelles importantes existantes ou planifiées	22 - 25 ; 46 ; 76
8.2.	Questions environnementales pouvant influencer l'utilisation des immobilisations corporelles	28 - 34 ; 122
<b>9.</b>	<b>Examen de la situation financière et du résultat</b>	
9.1.	Situation financière	41 - 47
9.2.	Résultat d'exploitation	41 - 47
9.2.1	Événements importants	41 - 47
9.2.2	Modifications	N/A
9.2.3	Influence extérieure	46 - 47
<b>10.</b>	<b>Trésorerie et capitaux</b>	
10.1.	Informations sur les capitaux	46 ; 50 ; 54 ; 79
10.2.	Flux de trésorerie	53 ; 81 ; 90
10.3.	Informations sur les conditions d'emprunt et la structure de financement	81 - 87
10.4.	Restriction à l'utilisation des capitaux	85 - 86
10.5.	Sources de financement attendues	46
<b>11.</b>	<b>Recherche et Développement, Brevets et Licences</b>	<b>22 - 23</b>
<b>12.</b>	<b>Informations sur les tendances</b>	
12.1.	Principales tendances depuis la fin du dernier exercice	N/A
12.2.	Tendances identifiées pour l'exercice en cours	47
<b>13.</b>	<b>Prévisions ou estimations du bénéfice</b>	<b>47</b>
<b>14.</b>	<b>Organes d'administration, de Direction et Direction Générale</b>	
14.1.	Composition des organes d'administration, de Direction et de Direction Générale	17 - 19 ; 129 ; 170
14.2.	Conflits d'intérêts au niveau des organes d'administration, de Direction et de Direction Générale	132
<b>15.</b>	<b>Rémunérations et avantages des Dirigeants et mandataires sociaux</b>	
15.1.	Rémunérations et avances en nature	134 - 135
15.2.	Sommes provisionnées ou constatées par ailleurs aux fins de versement de pensions, retraites ou d'autres avantages	134 - 135
<b>16.</b>	<b>Fonctionnement des organes d'administration et de Direction</b>	
16.1.	Dates d'expiration des mandats actuels	167 - 169
16.2.	Contrats de services	153
16.3.	Comités	130 ; 180
16.4.	Gouvernement d'entreprise	172

**DOCUMENTS ANNEXES**| Personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel | **Table de concordance** |

	<b>N° de pages</b>
<b>17. Salariés</b>	
17.1. Nombre de salariés et répartition des effectifs	4 ; 35 - 39 ; 69 ; 109
17.2. Participation en stock options	71
17.3. Participation des salariés dans le capital	160
<b>18. Principaux actionnaires</b>	
18.1. Franchissements de seuils	160
18.2. Existence de droits de vote différents	160
18.3. Contrôle de l'émetteur	N/A
18.4. Changement de contrôle	N/A
18.5. Répartition du capital social et des droits de vote	79 ; 157 - 159
<b>19. Opérations avec des apparentés</b>	
19.1. Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	147
19.2. Transactions avec les parties liées	91
<b>20. Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats</b>	
20.1. Historique	41-47
20.2. Informations pro forma	N/A
20.3. Etats financiers	
20.3.1. Etats financiers consolidés au 31 décembre 2017	
20.3.1.1. Etat du résultat global consolidé	49
20.3.1.2. Etat de situation financière consolidé	51-52
20.3.1.3. Etat des flux de trésorerie consolidés	53
20.3.1.4. Etat de variation des capitaux propres consolidés	54
20.3.1.5. Notes annexes aux états financiers consolidés	55-92
20.3.2. Comptes annuels de DELFINGEN Industry SA	
20.3.2.1. Compte de résultat	103
20.3.2.2. Bilan	101-102
20.3.2.3. Tableau de flux	104
20.3.2.4. Notes annexes aux comptes annuels	105-117
20.3.2.5. Résultats financiers de la société au cours des 5 derniers exercices	100
20.3.2.6. Filiales et participations	115-117
20.4. Vérification des informations historiques sur les états financiers consolidés et annuels	141-146
20.5. Date des dernières informations financières	119
20.6. Informations intermédiaires et autres	N/A
20.7. Politique de distribution des dividendes	165
20.8. Procédures judiciaires et d'arbitrage	124
20.9. Changements significatifs de la situation financière ou commerciale	41-47
21. Informations complémentaires	
21.1. Capital social	
21.1.1. Capital souscrit	79 ; 157-159
21.1.2. Autres actions	N/A
21.1.3. Actions auto-détenues	82 ; 159 ; 161
21.1.4. Valeurs immobilières	81

21.1.5.	Conditions d'acquisition	N/A
21.1.6.	Options sur le capital social	N/A
21.1.7.	Historique sur le capital social	21 ; 79 ; 157-159 ; 163
21.2.	Actes constitutifs et statuts	156
21.2.1.	Objet social	174
21.2.2.	Règlement des organes de gestion et de contrôle	166
21.2.3.	Droits et privilèges des actions	160

176

## DOCUMENTS ANNEXES

| Personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel | **Table de concordance** |

21.2.4.	Modification des droits des Actionnaires	
21.2.5.	Assemblées Générales	160
21.2.6.	Eléments de changement de contrôle	157-159 ; 164
21.2.7.	Seuil de participation	160
21.2.8.	Conditions régissant les modifications statutaires	N/A
<b>22.</b>	<b>Contrats importants</b>	<b>153 ; 165</b>
<b>23.</b>	<b>Informations provenant des tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>	<b>N/A</b>
<b>24.</b>	<b>Documents accessibles au public</b>	<b>154</b>
<b>25.</b>	<b>Informations sur les participations</b>	<b>59 ; 116-117</b>

## RAPPORT DE GESTION

	N° de pages
Situation et activité de la société en cours de l'exercice écoulé	41 - 47 ; 101-104
Progrès réalisés ou difficultés rencontrées	41 - 47 ; 101-104
Résultats	45-46 ; 98-100
Activités en matière de Recherche et Développement	22-23
Evolution prévisible de la situation de la société et perspectives	47
Evénements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle le présent document a été établi	N/A
Analyse objective et exhaustive de l'évolution des affaires, des résultats, de la situation financière de la société (notamment de sa situation d'endettement) et des indicateurs de performance de nature non financière (notamment environnement, personnel)	28 - 39 ; 45 - 47 ; 98 - 99
Description des principaux risques et incertitudes auxquels la société est confrontée et indications sur l'utilisation d'instruments financiers par la société, lorsque cela est pertinent pour l'évaluation de son actif, de son passif, de sa situation financière et de ses pertes et profits	121 -126
Liste des mandats ou fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux	170 - 172
Compte-rendu de l'état de la participation des salariés (et éventuellement des Dirigeants), des opérations réalisées au titre des options d'achat ou de souscription d'actions réservées au personnel salarié ou au Dirigeants, des opérations réalisées au titre des l'attribution d'actions gratuites au personnel salarié et aux Dirigeants	N/A

Activité des filiales de la société	6 - 12 ; 116 - 117
Prises de participation significatives dans des sociétés ayant leur siège en France	N/A
Aliénations d'actions intervenues à l'effet de régulariser les participations croisées	N/A
Renseignements relatifs à la répartition du capital social	157-159

## 177

### DOCUMENTS ANNEXES

| Personne responsable du document de référence contenant le rapport financier annuel | **Table de concordance** |

Montant des dividendes versés au cours des trois derniers exercices	165
Rémunérations et avantages de toute nature de chacun des mandataires sociaux	134-135
Modifications apportées au mode de présentation des comptes annuels	N/A
Injonctions ou sanctions pécuniaires pour pratiques anti-concurrentielles	N/A
Informations sur la manière dont la société prend en compte les conséquences sociales et environnementales de son activité	28-39
Informations sur les risques encourus en cas de variation de taux d'intérêt, de taux de change ou cours de Bourse	86
Opérations réalisées par les Dirigeants sur leurs titres	N/A
Tableau des résultats de la société en cours des cinq derniers exercices	100
Tableau et rapport sur les délégations en matière d'augmentation de capital	161

### RAPPORT FINANCIER ANNUEL

	<b>N° de pages</b>
Rapport de gestion sur les comptes consolidés	41-47
Etats financiers consolidés	49-54
Rapport de gestion sur les comptes annuels	97-100
Comptes annuels	101-104
Honoraires des Commissaires aux comptes	91 ; 115
Attestation du responsable du rapport financier annuel	119
Rapport du Président du Conseil d'administration sur le Gouvernement d'entreprise	128-136
Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels	144-146
Rapport des Commissaires aux comptes sur les états financiers consolidés	141-143
Rapport spécial des Commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	147-149



DELFINGEN Industry S.A.

Siège social

Rue Emile Streit

25340 Anteuil

France

Tel : +33 (0)3 81 90 73 00

[www.delfingen.com](http://www.delfingen.com)

[delfingen@delfingen.com](mailto:delfingen@delfingen.com)